SOCIÉTÉ DES NATIONS

Journal Officiel

Supplément spécial N° 83 — OCTOBRE 1930

RÉSOLUTIONS ET VŒUX

adoptés par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa onzième session ordinaire
(10 septembre au 4 octobre 1930).

Genève, 1930.

LEAGUE OF NATIONS

Official Journal

Special Supplement No. 83 — OCTOBER 1930

RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS

adopted by the

ASSEMBLY

[illegible] its Eleventh Ordinary Session
[illegible]ber 10th to October 4th, 1930)

LEAGUE
O.J.sp. Suppl.83
070556

Geneva, 1930

Imprimeries Réunies S. A., Lausanne. PRICE : 2/6 $0.60.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RÉSOLUTIONS ET VŒUX

adoptés par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa onzième session ordinaire

du 10 septembre au 4 octobre 1930.

TABLE DES MATIÈRES

Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa onzième session ordinaire du 10 septembre au 4 octobre 1930.

Pages

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU :

1. Vérification des pouvoirs 5
2. Nomination d'une Commission de l'ordre du jour. 5
3. Nomination du Bureau. 6

II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX 7

III. RÉSOLUTIONS ET VŒUX ADOPTÉS A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION :

1. Codification progressive du droit international 9
2. Organisation de la Cour permanente de Justice internationale . . 9
3. Proposition du Gouvernement finlandais tendant à conférer à la Cour permanente de Justice internationale la qualité d'une instance de recours par rapport aux Tribunaux arbitraux institués par les divers États 12
4. Ratification des Conventions internationales conclues sous les auspices de la Société des Nations 12
5. Amendement du Pacte de la Société des Nations en vue de le mettre en harmonie avec le Pacte de Paris 16
6. Proposition d'augmentation du nombre des vice-présidents de l'Assemblée : Amendement proposé à l'article 7, paragraphe 1, du Règlement intérieur de l'Assemblée 16

IV. RÉSOLUTIONS ET VŒUX ADOPTÉS A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION :

1. Travaux de l'Organisation d'hygiène 17
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit . 17
3. Œuvre économique de la Société des Nations 17
4. Œuvre financière de la Société des Nations 21
5. Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle 21

V. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA TROISIÈME COMMISSION :

1. Travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement 23
2. Convention générale en vue de renforcer les moyens de prévenir la guerre. 23

S. d. N. 2.000 10/30 Imp. Réunies, S. A., Lausanne.

Pages

3. Convention pour l'assistance financière. 23
4. Communications intéressant le fonctionnement de la Société des Nations en temps de crise 37
5. Propositions d'amendement à l'article 18 du Pacte de la Société des Nations 40

VI. Résolutions adoptées a la suite des rapports de la quatrième Commission :

1. Questions financières 41
2. Organisation du Secrétariat, du Bureau international du Travail et du Greffe de la Cour permanente de Justice internationale. 41
3. Amendement à l'alinéa 3 de l'article premier du Règlement financier et renouvellement partiel de la Commission de contrôle. . . 43
4. Contributions arriérées 43

VII. Résolutions adoptées a la suite des rapports de la cinquième Commission :

1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles 44
2. Traite des femmes et des enfants 45
3. Protection de l'enfance 45
4. Administration pénale 45

VIII. Résolutions et vœu adoptés a la suite des rapports de la sixième Commission :

1. Mandats 47
2. Esclavage 47
3. Protection des minorités 47
4. Refugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens et turcs. 48

IX. Résolutions adoptées a la suite du rapport du Bureau de l'Assemblée :

Améliorations à apporter aux dispositions matérielles pour les sessions de l'Assemblée 49

X. Résolutions adoptées sans rapport préalable d'une Commission :

1. Plan d'Union européenne. 50
2. Adresse de sympathie à la République Dominicaine 50
3. Hommage à la mémoire de Bolivar 50

XI. Cour permanente de Justice internationale :

1. Election du successeur de l'Honorable Charles Evans Hughes. . 51
2. Election générale des membres de la Cour permanente de Justice internationale 51

XII. Désignation des Membres non permanents du Conseil. 52

RÉSOLUTIONS ET VŒUX ADOPTÉS PAR L'ASSEMBLÉE

au cours de sa onzième session ordinaire du 10 septembre au 4 octobre 1930.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU.

1. Vérification des pouvoirs.

A la suite d'un rapport présenté par la Commission de vérification des pouvoirs nommée par l'Assemblée le 10 septembre 1930, les pouvoirs des représentants des Membres de la Société ont été trouvés en bonne et due forme.

La Commission était constituée de la manière suivante :

L'Honorable Frank Brennan (Australie) ;
S. E. M. Alberto Cortadellas (Bolivie) ;
S. E. M. de Agüero y Bethancourt (Cuba) ;
S. E. M. Charles Duzmans (Lettonie) ;
Nabab sir Zulfiqar Ali Khan (Inde) ;
S. E. Phya Abhibal Rajamaitri (Siam) ;
Le Dr T. M. Höjer (Suède) ;
S. E. M. Choumenkovitch (Yougoslavie).

[*Séance du* 10 *septembre* 1930 *(matin)*.]

2. Nomination d'une Commission de l'ordre du jour.

L'Assemblée a nommé une Commission de l'ordre du jour, composée de :

S. A. le prince Varnvaidya (Siam) ;
S. E. le comte Lagarde (Ethiopie) ;
Vicomte Cecil of Chelwood (Empire britannique) ;
Sir Thomas Wilford (Nouvelle-Zélande) ;
M. Caballero de Bedoya (Paraguay) ;
S. E. le comte Lelio Bonin-Longare (Italie) ;
M. Keller (Suisse).

[*Séance du* 10 *septembre* 1930 *(après-midi)*.]

3. Nomination du Bureau.

Le Bureau de la onzième session ordinaire de l'Assemblée a été constitué comme suit :

a) Le président de l'Assemblée ;
b) Les six vice-présidents élus par l'Assemblée ;
c) Les présidents des six Commissions de l'Assemblée, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée ;
d) Le président de la Commission de l'ordre du jour.

a) *Président.*

Son Excellence M. Nicolas Titulesco (Roumanie) a été élu président de l'Assemblée durant sa onzième session ordinaire.

[*Séance du* 10 *septembre* 1930 *(matin).*]

b) *Vice-présidents élus par l'Assemblée.*

M. Henderson (Empire britannique), M. Matsudaira (Japon), M. Briand (France), le Dr Curtius (Allemagne), M. Quiñones de León (Espagne), M. Costa du Rels (Bolivie).

[*Séance du* 10 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

c) *Présidents des Commissions, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée.*

M. Scialoja (Italie), M. Colijn (Pays-Bas), M. Politis (Grèce), le comte Carton de Wiart (Belgique), Mme la comtesse Apponyi (Hongrie), sir Robert Laird Borden (Canada).

[*Séance du* 10 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

d) *Président de la Commission de l'ordre du jour.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa deuxième séance, S. A. le prince Varnvaidya (Siam), président de la Commission de l'ordre du jour, a été nommé membre du Bureau de l'Assemblée.

[*Séance du* 10 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX.

L'Assemblée a nommé six Commissions, chaque délégation ayant droit à un représentant dans chaque Commission.

[*Séance du* 10 *septembre* 1930 *(matin).*]

Les diverses Commissions ont eu à examiner les questions suivantes et à présenter des rapports à l'Assemblée.

Première Commission (Questions juridiques et constitutionnelles).

1. Codification progressive du droit international.
2. Organisation de la Cour permanente de Justice internationale.
3. Proposition du Gouvernement finlandais tendant à conférer à la Cour permanente de Justice internationale la qualité d'une instance de recours par rapport aux Tribunaux arbitraux institués par les divers Etats.
4. Ratification des Conventions internationales conclues sous les auspices de la Société des Nations.
5. Amendement du Pacte de la Société des Nations en vue de le mettre en harmonie avec le Pacte de Paris.
6. Proposition d'augmentation du nombre des vice-présidents de l'Assemblée : Amendement proposé à l'article 7, paragraphe 1, du Règlement intérieur de l'Assemblée.

Deuxième Commission (Organisations techniques).

1. Travaux de l'Organisation d'hygiène.
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.
3. Œuvre économique de la Société des Nations.
4. Œuvre financière de la Société des Nations.
5. Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle.

Troisième Commission (Réduction des armements).

1. Travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement.
2. Convention générale en vue de renforcer les moyens de prévenir la guerre.
3. Convention pour l'assistance financière.
4. Communications intéressant le fonctionnement de la Société des Nations en temps de crise.
5. Proposition d'amendement à l'article 18 du Pacte de la Société des Nations.

Quatrième Commission (Questions administratives et financières).

1. Questions financières.
2. Organisation du Secrétariat, du Bureau international du Travail et du Greffe de la Cour permanente de Justice internationale.
3. Amendement à l'alinéa 3 de l'article premier du Règlement financier et renouvellement partiel de la Commission de contrôle.
4. Contributions arriérées.

Cinquième Commission (Questions sociales et générales).

1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
2. Traite des femmes et des enfants.
3. Protection de l'enfance.
4. Administration pénale.

Sixième Commission (Questions politiques, mandats, esclavage, etc.).

1. Mandats.
2. Esclavage.
3. Protection des minorités.
4. Réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens et turcs.

III. RÉSOLUTIONS ET VŒUX ADOPTÉS A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

1. Codification progressive du droit international.

L'Assemblée,

Prenant acte des travaux de la Conférence réunie à La Haye en mars-avril 1930, sur l'initiative prise par l'Assemblée dans sa résolution du 22 septembre 1924 concernant la codification progressive du droit international :

Affirme de nouveau le grand intérêt que prend la Société des Nations au progrès du droit international, notamment par la codification, et considère comme l'une des tâches les plus importantes de la Société de favoriser ce progrès par tous les moyens en son pouvoir ;

Et, considérant que les vœux émis par la Conférence contiennent des suggestions de la plus haute valeur et méritent d'être retenus en vue de rechercher les meilleures méthodes destinées à poursuivre l'œuvre commencée :

Décide de renvoyer la question à sa prochaine session ; prie le Conseil, en attendant, d'inviter les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres à lui communiquer, s'ils le désirent, leurs observations sur les suggestions susvisées, afin que ces observations puissent être prises en considération par l'Assemblée.

[*Résolution adoptée le* 3 *octobre* 1930 *(matin)*.]

2. Organisation de la Cour permanente de Justice internationale[1].

. . . . . .

Résolution N° 1.

L'Assemblée émet le vœu que les Etats qui n'ont pas encore ratifié le Protocole du 14 septembre 1929 relatif à la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale procèdent au plus tôt à la ratification de cet acte.

Résolution N° 2.

L'Assemblée,

Vu la proposition formulée par le Conseil le 12 septembre 1930, conformément à l'article 3 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale,

Décide :

Le nombre des juges titulaires prévus par l'article 3 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale est porté de onze à quinze.

Résolution N° 3.

L'Assemblée prie la Cour permanente de Justice internationale de prendre en considération les suggestions contenues dans la Partie II, paragraphes 1 et 2, du rapport

[1] Dans sa séance du 23 septembre 1930, la quatrième Commission a approuvé le projet de budget de la Cour permanente de Justice internationale pour 1931 (document A.58.1930.X) et, partant, a accepté les conséquences financières qu'entraînerait l'adoption, par l'Assemblée, des résolutions proposées par la première Commission.

du Comité de juristes (document A.45.1930.V) qui a été soumis au Conseil de la Société des Nations et approuvé par lui le 12 septembre 1930, et exprime l'espoir que la Cour examinera la possibilité de régler, en attendant l'entrée en vigueur du Protocole du 14 septembre 1929, relatif à la revision du Statut de la Cour, la question des sessions de la Cour et celle de la présence des juges, sur la base de l'article 30 du Statut annexé au Protocole du 16 décembre 1920.

Résolution N° 4.

L'Assemblée,

Vu la proposition formulée par le Conseil le 12 septembre 1930, conformément à l'article 32 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale,

Décide :

Les traitements et allocations des membres de la Cour sont fixés comme suit, à partir du 1er janvier 1931, jusqu'à ce que la résolution de l'Assemblée du 14 septembre 1929 concernant les traitements et allocations des membres de la Cour devienne applicable :

		Florins des Pays-Bas.
Président :	Traitement annuel	35.000
	Allocation spéciale	25.000
Vice-Président :	Traitement annuel	35.000
	Allocation de 50 florins par jour de fonction comme juge jusqu'à concurrence de	10.000
	Allocation de 50 florins par jour où il remplit les fonctions de président jusqu'à concurrence de	10.000
Juges titulaires :	Traitement annuel	35.000
	Allocation de 50 florins par jour de fonction jusqu'à concurrence de	10.000
Juges suppléants et nationaux :	Allocation de 150 florins par jour de fonction jusqu'à concurrence de	30.000

Les allocations par jour de fonction courent à partir du jour du départ jusqu'au jour du retour du bénéficiaire.

Les allocations ou traitements sont exempts de tout impôt.

Résolution N° 5.

L'Assemblée,

Vu la proposition formulée par le Conseil le 12 septembre 1930, conformément à l'article 32 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale,

Décide :

Des pensions seront allouées aux conditions ci-après au personnel de la Cour en fonction au 1er janvier 1931, ou entrant ultérieurement en fonction :

Article premier.

Le droit à pension est acquis aux juges titulaires et au Greffier de la Cour ayant, pour un motif quelconque, cessé d'être en fonction.

Néanmoins, ce droit serait retiré aux intéressés s'ils étaient relevés de leurs fonctions pour des raisons autres que celles tenant à leur état de santé.

En cas de démission, il n'y aura pas de droit acquis à la pension pour les juges avant cinq ans et pour le Greffier avant sept ans de fonction, la Cour ayant toutefois la faculté, par décision spéciale, motivée par un état de santé précaire de l'intéressé, joint à une insuffisance de ressources, de reconnaître à celui-ci droit à une pension équivalente à celle qui lui aurait été reconnue s'il avait été en fonction pendant la période minimum ci-dessus fixée.

La pension ne commencera à être servie qu'à partir du moment où les ayants droit auront atteint l'âge de 65 ans. Toutefois, dans certains cas exceptionnels, tout ou partie de la pension pourra, par décision de la Cour, être servie aux ayants droit avant cet âge.

Article 2.

La pension de retraite la plus élevée, payable aux termes du présent Règlement, s'élèvera à une somme annuelle de 15.000 florins néerlandais pour les juges et à une somme annuelle de 10.000 florins néerlandais pour le Greffier.

Article 3.

Sous réserve des dispositions de l'article 2, il sera acquis aux juges, pour chaque période de douze mois accomplie au service de la Cour, un droit au paiement, à titre de pension annuelle, d'un trentième de leur traitement pour cette période, calculé :

Dans le cas du Président, sur son traitement annuel et sur son indemnité spéciale ;

Dans les cas du Vice-Président et des autres juges titulaires, sur leur traitement annuel et sur leur allocation par jour de fonction.

Il sera acquis au Greffier, pour chaque période de douze mois accomplie au service de la Cour, un droit au paiement, à titre de pension annuelle, d'un quarantième de ses émoluments pour cette période.

Si une personne à qui une pension est acquise est réélue à ses fonctions, la pension cessera de lui être payable pendant la durée de sa nouvelle période de fonction ; toutefois, à la fin de cette période, le montant de sa pension sera déterminé dans les conditions prévues ci-dessus sur la base de la durée totale pendant laquelle l'intéressé a rempli ses fonctions.

Article 4.

Sous réserve des dispositions de l'article 3, les pensions de retraite sont payables pendant la vie de l'intéressé, à la fin de chaque mois pour le mois écoulé.

Article 5.

Les pensions de retraite rentreront dans les frais de la Cour, au sens de l'article 33 de son Statut.

Article 6.

L'Assemblée de la Société des Nations, sur la proposition du Conseil, pourra amender le présent Règlement.

Néanmoins, tout amendement qui aura été ainsi introduit ne sera pas applicable, sauf leur consentement, aux personnes dont l'élection est antérieure à l'adoption dudit amendement.

[*Résolutions adoptées le 25 septembre 1930 (matin).*]

3. PROPOSITION DU GOUVERNEMENT FINLANDAIS TENDANT A CONFÉRER A LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE LA QUALITÉ D'UNE INSTANCE DE RECOURS PAR RAPPORT AUX TRIBUNAUX ARBITRAUX INSTITUÉS PAR LES DIVERS ETATS.

L'Assemblée décide de renvoyer à sa session ordinaire de 1931 l'examen du rapport (document C.338.M.138.1930.V) du Comité nommé par le Conseil en vue de l'étude de la proposition finlandaise tendant à conférer à la Cour permanente de Justice internationale la qualité d'une instance de recours par rapport aux tribunaux arbitraux institués par les divers Etats.

[*Résolution adoptée le* 3 *octobre* 1930 *(matin).*]

4. RATIFICATION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES CONCLUES SOUS LES AUSPICES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Résolution I.

L'Assemblée,

Ayant examiné avec le plus grand intérêt le rapport (document A.10.1930.V) de la Commission chargée d'étudier la question de la ratification et de la signature des conventions conclues sous les auspices de la Société des Nations, conformément à une résolution de l'Assemblée du 24 septembre 1929 ;

Convaincue que la solution du problème des ratifications dépend en grande partie de la bonne préparation des conférences convoquées à l'effet d'élaborer des conventions ;

Considérant qu'il est de la plus haute importance que toutes les dispositions soient prises pour assurer l'adoption par le plus grand nombre possible de pays des conventions conclues sous les auspices de la Société des Nations et le dépôt, dans le plus bref délai possible, des ratifications de ces conventions ;

Félicite la Commission de son travail et approuve son rapport ; et

Recommande qu'il soit donné effet aux propositions contenues dans le rapport de la Commission, comme il est dit dans les résolutions ci-après :

I.

Chaque année, le Secrétaire général priera les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres qui, ayant signé une convention générale quelconque conclue sous les auspices de la Société des Nations, ne l'ont pas ratifiée à l'expiration d'un délai d'une année à partir de la date de la clôture du protocole de signature, de bien vouloir lui faire connaître leurs intentions concernant la ratification de cette convention. Ces requêtes du Secrétaire général auprès des gouvernements seront adressées chaque année à une époque permettant de recevoir les réponses des gouvernements avant la date de l'Assemblée, et les renseignements relatifs aux requêtes ainsi adressées et aux réponses reçues seront communiqués pour examen à l'Assemblée.

II.

Aux dates et aux intervalles qu'il jugera les mieux appropriés aux circonstances, le Secrétaire général, pour toute convention générale conclue sous les auspices de la Société des Nations, priera le gouvernement de tout Membre de la Société n'ayant donné

ni sa signature ni son adhésion à une convention à l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date où la convention aura été ouverte à la signature, de faire connaître ses vues concernant cette convention — notamment s'il envisage une possibilité quelconque d'adhérer à la convention ou s'il a des objections contre le contenu de la convention l'empêchant de l'accepter. Les renseignements ayant trait aux requêtes ainsi adressées par le Secrétaire général et aux réponses reçues seront communiqués à l'Assemblée.

III.

En ce qui concerne chaque convention générale existante, négociée sous les auspices de la Société des Nations, le Conseil de la Société des Nations, après avoir consulté les organes ou commissions compétentes de la Société, et à la lumière des informations dont il pourra disposer à la suite des demandes de renseignements recommandées dans les résolutions I et II et de toute autre enquête que le Conseil pourrait juger opportune, examinera s'il est désirable et opportun de convoquer une nouvelle conférence en vue de déterminer s'il conviendrait d'apporter des amendements à la convention ou de prendre d'autres mesures pour en faciliter l'adoption par un plus grand nombre de pays.

IV.

Pour toutes les conventions générales devant être négociées sous les auspices de la Société des Nations, la procédure préparatoire ci-après sera, en principe, suivie, sauf dans les cas où des conventions ou des arrangements antérieurs ont fixé une procédure spéciale ou dans celui où, en raison de la nature des questions à traiter ou de circonstances spéciales, l'Assemblée ou le Conseil estiment que d'autres méthodes sont mieux appropriées :

1. Si un organe de la Société des Nations recommande la conclusion d'une convention générale sur un sujet quelconque, il devra préparer un rapport exposant les buts et les avantages de la conclusion d'une convention. Ledit rapport sera soumis au Conseil de la Société des Nations.

2. Si le Conseil approuve en principe la proposition, un avant-projet de convention sera préparé et communiqué avec le rapport explicatif aux gouvernements, qui seront invités à faire connaître au Secrétaire général s'ils estiment que le projet mérite d'être pris en considération et quelles sont leurs vues tant au sujet des buts principaux ou des moyens proposés pour les atteindre, qu'au sujet de l'avant-projet de convention. Dans certains cas, il pourra être désirable d'y joindre un questionnaire particulier.

3. L'avant-projet de convention et les observations des gouvernements (ainsi que, le cas échéant, les réponses au questionnaire) seront communiqués à l'Assemblée, qui décidera s'il y a lieu de recommander au Conseil la convocation de la conférence envisagée.

4. Si l'Assemblée recommande la convocation d'une conférence, le Conseil prendra les dispositions nécessaires pour la préparation d'un projet de convention sur la base des réponses reçues des gouvernements, et ce projet de convention (avec les réponses des autres gouvernements) sera transmis à chaque gouvernement, avec l'invitation de fournir son avis sur les dispositions du projet ainsi que les observations qui lui seraient suggérées par les réponses susvisées des autres gouvernements.

5. Tenant compte du résultat de cette deuxième consultation, le Conseil décide, s'il y a lieu, la convocation de la conférence et en fixe la date.

6. En fixant la date de la convocation d'une conférence, le Conseil s'efforcera, dans la mesure du possible, d'une part d'éviter que deux conférences de la Société des Nations aient lieu simultanément, d'autre part de laisser s'écouler un intervalle raisonnable entre deux conférences.

7. La procédure indiquée dans les paragraphes précédents sera suivie autant que possible pour les projets de convention dont l'utilité sera reconnue par une décision de l'Assemblée ou à la suite d'une proposition d'un gouvernement.

Les règles ci-dessus énoncées seront communiquées aux organisations techniques de la Société des Nations et aux gouvernements en vue de considérer dans la prochaine Assemblée si, à la suite des suggestions qui seraient faites, il y aurait lieu de les modifier.

V.

Conformément aux recommandations de la partie III, paragraphe 2, *d*), *e*) et *f*), du rapport de la Commission désignée en vertu de la résolution de l'Assemblée du 24 septembre 1929 (document A.10.1930.V), lors des futures conférences réunies sous les auspices de la Société des Nations au cours desquelles seront signées des conventions générales, des protocoles de signature seront établis sur la base, autant que possible, de l'un des deux projets figurant aux annexes I et II de la présente résolution.

Annexe I.

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

En signant la Convention, en date de ce jour, relative à ....., les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, et au nom de leurs gouvernements respectifs, déclarent être convenus de ce qui suit :

I. Le gouvernement de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre au nom duquel ladite Convention a été signée s'engage, au plus tard pour la date du ....., soit à soumettre ladite Convention à l'approbation de son Parlement, soit à porter à la connaissance du Secrétaire général de la Société des Nations ses intentions à l'égard de la Convention.

II. Si à la date du ....., ladite Convention n'est pas en vigueur pour ..... Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, le Secrétaire général de la Société des Nations soumettra la situation au Conseil de la Société des Nations, qui pourra, soit convoquer une nouvelle conférence de tous les Membres de la Société des Nations et Etats non membres au nom desquels la convention aura été signée ou des adhésions auront été déposées, en vue d'examiner la situation, soit prendre les mesures qu'il considérerait comme nécessaires. Le gouvernement de chaque Etat signataire ou adhérent s'engage à se faire représenter à toute conférence ainsi convoquée. Le gouvernement de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre qui n'aurait pas signé la Convention et n'y aurait pas adhéré pourra également être invité à se faire représenter à toute conférence ainsi convoquée par le Conseil de la Société des Nations.

Note. — La procédure prévue par la présente annexe convient ordinairement à la plupart des conventions générales. Au cas où elle est appliquée, le dispositif final de

la convention devra être rédigé dans la forme habituelle et ne devra stipuler aucune date expresse ou définitive pour l'entrée en vigueur de la convention, mais devra permettre son entrée en vigueur après réception d'un nombre relativement peu élevé de ratifications ou d'adhésions.

Annexe II.

Dispositif final de la Convention.

Article X.

La présente convention entrera en vigueur le ..... pourvu qu'à cette date un nombre de ratifications ou d'adhésions s'élevant à .....[1] ait été déposé auprès du Secrétaire général de la Société des Nations ou lui ait été notifié au nom des Membres de la Société des Nations ou des Etats non membres.

Protocole de signature.

En signant la convention en date de ce jour relative à ....., les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, et au nom de leurs gouvernements respectifs, déclarent être convenus de ce qui suit :

Si, à la date du ...[2], ladite Convention n'est pas entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article X, le Secrétaire général de la Société des Nations soumettra la situation au Conseil de la Société des Nations, qui pourra, soit convoquer une nouvelle conférence de tous les Membres de la Société des Nations et Etats non membres au nom desquels la convention aura été signée ou des ratifications auront été déposées, en vue d'examiner la situation, soit prendre les mesures qu'il considérerait comme nécessaires. Le gouvernement de chaque Etat signataire ou adhérent s'engage à se faire représenter à toute conférence ainsi convoquée.

Note. — La procédure prévue à l'annexe II convient à certains types de conventions dont l'utilité pratique dépend de leur entrée en vigueur immédiate dans un nombre important d'Etats.

VI.

Le Conseil recherchera dans quelle mesure il est possible, en ce qui concerne les conventions générales ayant trait à certaines questions, et étant donné la constitution et les pratiques des différents Etats, d'adopter la procédure qui consiste à signer des instruments revêtant la forme d'accords gouvernementaux non sujets à ratification, et cette procédure devra être suivie, dans toute la mesure du possible, pour les questions secondaires et techniques.

VII.

Les conventions générales futures négociées sous les auspices de la Société des Nations et conclues sous réserve de ratification ne devront pas rester ouvertes à la signature après la clôture de la conférence pendant une période supérieure à six mois, à moins que des raisons particulières ne conseillent une prolongation de ce délai.

---

[1] Le chiffre indiqué ici devra être assez élevé.

[2] Même date que celle qui est indiquée à l'article X.

Résolution 2.

L'Assemblée, convaincue de l'utilité que présentent les tableaux, diagrammes et graphiques établis par le Secrétariat de la Société des Nations conformément à la résolution de l'Assemblée du 24 septembre 1929, émet le vœu :

1. De voir lesdits tableaux publiés trois fois par an simultanément avec les listes dressées à la demande du Conseil ;

2. Que le Secrétaire général, après consultation avec les gouvernements et les bureaux des unions et commissions internationales, examine la possibilité d'établir des tableaux similaires pour toutes les conventions générales en vigueur.

[*Résolutions et vœux adoptés le* 3 *octobre* 1930 *(matin).*]

5. AMENDEMENT DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN VUE DE LE METTRE EN HARMONIE AVEC LE PACTE DE PARIS.

L'Assemblée,

Convaincue de la nécessité d'incorporer dans le Pacte de la Société des Nations l'interdiction générale du recours à la guerre et le principe que le règlement des différends internationaux ne doit jamais être recherché que par des moyens pacifiques ;

Appréciant la haute valeur du rapport établi par le Comité des Onze (document A.8.1930.V) ;

Considérant que, sur certains points, la première Commission a été amenée à envisager des modifications aux textes proposés et qu'il est apparu au cours des débats certains aspects politiques de la question qui rendent désirable une étude plus ample :

Prie le Secrétaire général de soumettre aux gouvernements des Membres de la Société des Nations le rapport du Comité des Onze (document A.8.1930.V) et celui de la première Commission (document A.85.1930.V), en les invitant à formuler leurs observations avant le 1er juin 1931 et à indiquer éventuellement quels amendements au Pacte seraient à leur avis les mieux appropriés pour atteindre le but envisagé.

[*Résolution adoptée le* 4 *octobre* 1930 *(matin).*]

6. PROPOSITION D'AUGMENTATION DU NOMBRE DES VICE-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE : AMENDEMENT PROPOSÉ A L'ARTICLE 7, PARAGRAPHE 1, DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE.

L'Assemblée décide de ne pas retenir cette proposition.

[*Résolution adoptée le* 3 *octobre* 1930 *(matin).*]

IV. RÉSOLUTIONS ET VŒUX ADOPTÉS A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

1. Travaux de l'Organisation d'hygiène.

L'Assemblée,

Reconnaissant l'importance de l'œuvre de l'Organisation d'hygiène pour la Société des Nations dans son ensemble, ainsi que l'utilité que cette œuvre présente pour la solution des problèmes afférents au développement de tous les pays :

Exprime l'espoir que l'expérience acquise par cette Organisation pourra être mise à la disposition des Etats membres dans une mesure de plus en plus grande ;

Constate avec satisfaction que l'activité de l'Organisation d'hygiène continue à s'étendre dans toutes les régions du monde et que pendant l'année écoulée elle s'est exercée particulièrement en certains pays qui ont demandé les conseils techniques de la Société des Nations pour le développement de leurs services d'hygiène publique ;

Approuve l'œuvre accomplie par cette Organisation depuis la dernière session de l'Assemblée ;

Et exprime toute sa gratitude aux membres du Comité d'hygiène ainsi qu'aux administrations sanitaires et aux experts particuliers qui ont contribué dans une si grande mesure au succès de cette activité.

[*Résolution adoptée le 29 septembre 1930 (après-midi).*]

2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.

L'Assemblée,

Prenant acte de l'œuvre accomplie par l'Organisation des communications et du transit entre les dixième et onzième sessions de l'Assemblée et du programme de travail adopté par l'Organisation du transit pour l'année qui suivra la onzième session de l'Assemblée :

Exprime sa confiance que les Membres de la Société s'efforceront de coopérer au développement de cette œuvre et d'assurer la réussite complète des conférences internationales qui auront lieu sous les auspices de l'Organisation du transit entre la session actuelle et la prochaine session de l'Assemblée.

[*Résolution adoptée le 29 septembre 1930 (après-midi).*]

3. Œuvre économique de la Société des Nations.

L'Assemblée,

Se référant à la résolution prise par elle en septembre 1929, émue par la gravité de la crise économique qui sévit actuellement dans le monde entier :

Estime que l'action concertée, envisagée l'an dernier, est plus nécessaire et plus urgente que jamais, et qu'elle doit en conséquence être entreprise sans retard et poussée avec énergie ;

Souligne particulièrement l'importance des points suivants :

1. Constate que la première étape prévue par la résolution précitée a été franchie par la Conférence préliminaire en vue d'une action économique concertée, tenue à Genève du 17 février au 24 mars 1930 ;

Adresse un pressant appel à tous les Etats intéressés pour qu'ils fassent en sorte que la Convention commerciale, élaborée à ladite Conférence, soit mise en vigueur entre les Etats signataires et réunisse les adhésions du plus grand nombre possible d'autres Etats.

2. L'Assemblée, ayant pris connaissance du Protocole relatif au programme des négociations ultérieures et du rapport présenté au Conseil par le Comité économique sur les travaux de sa trente-deuxième session (document C.353.M.146.1930.II),

Exprime le vœu que le Comité économique aboutisse à sa prochaine session, sur la base des réponses reçues des Etats représentés à la Conférence, à l'établissement de propositions concrètes afin que le Conseil puisse assurer sans retard la mise en œuvre progressive du programme de négociations.

3. Prenant acte des propositions des Etats qui ont participé à la Conférence agricole de Varsovie, et sans vouloir se prononcer sur la question controversée du traitement préférentiel,

L'Assemblée constate que ces propositions rentrent dans le programme général de l'organisation de l'économie européenne, ainsi que dans la matière des réunions et des négociations prévues dans le cadre du Protocole des négociations ultérieures.

4. L'Assemblée rappelle que la question de la clause de la nation la plus favorisée, inscrite dans le programme des négociations ultérieures, a déjà fait l'objet, de la part du Comité économique, d'une étude approfondie dont les résultats ont été communiqués aux gouvernements, et prie le Conseil de demander au Comité économique de continuer, avec le concours d'experts des pays particulièrement intéressés, ses études en cette matière en tenant compte des opinions exprimées au cours des débats de la deuxième Commission.

L'Assemblée demande également au Conseil d'inscrire la question à l'ordre du jour d'une Conférence économique des gouvernements dès que les études du Comité économique auront atteint le degré d'avancement suffisant.

5. L'Assemblée, constatant plus spécialement les graves conséquences économiques des diverses formes de « dumping », lorsqu'elles sont favorisées par une politique d'intervention des Etats,

Exprime le désir que soit poursuivie, dans le plus bref délai et dans le cadre des négociations ultérieures prévues par le Protocole du 24 mars 1930, l'étude d'une action concertée non seulement à l'égard des diverses formes de protectionnisme indirect, mais encore à l'égard du « dumping » sous tous ses aspects.

6. L'Assemblée félicite le Sous-Comité d'experts pour l'unification de la nomenclature douanière de l'œuvre déjà accomplie et exprime le vœu que le Comité économique fournisse au Conseil les avis permettant de mettre en application à bref délai la procédure proposée pour faciliter l'adoption par les divers Etats de la nomenclature unifiée et pour conserver l'unité de celle-ci après son adoption.

7. Estimant que les différends nés des divergences d'interprétation des conventions commerciales, ou qui surgissent à l'occasion de mesures législatives ou réglementaires affectant les échanges internationaux, constituent une entrave à la coopération économique,

L'Assemblée exprime le vœu, déjà contenu dans le programme des négociations ultérieures, que le Comité économique, sur la base d'un examen attentif de la situation juridique contractuelle existante, étudie la création d'un organisme permanent de conciliation et d'arbitrage auquel pourraient être déférés, sans préjudice des attributions et de la compétence de la Cour permanente de Justice internationale, tous les litiges nés entre les Etats de l'interprétation et de l'application des conventions de commerce bilatérales ou plurilatérales.

8. Rappelant que des progrès réels dans la voie de la solidarité économique ne peuvent se limiter à la circulation des marchandises et des capitaux, mais doivent nécessairement s'étendre, par un régime aussi libéral que possible, à l'exercice de l'activité des personnes,

L'Assemblée regrette vivement que la nature complexe de la matière ait empêché la Conférence réunie à Paris en novembre 1929 d'aboutir en matière de traitement des étrangers à la conclusion d'une convention constituant un progrès par rapport à la situation actuelle, et exprime le vœu que rien ne soit négligé qui puisse contribuer au succès de la deuxième session de la Conférence prévue par le Protocole de Paris de décembre 1929, et à la conclusion d'une convention conçue dans l'esprit le plus large possible.

9. L'Assemblée, constatant que la Convention pour l'abolition des prohibitions à l'exportation et à l'importation avait, le 1er juillet 1930, réuni un nombre imposant de ratifications, regrette que des obstacles d'un ordre particulier se soient opposés à l'entrée en vigueur de ladite Convention entre tous les pays signataires et exprime le vœu que les Etats intéressés ne renoncent pas à leur décision d'éliminer, par la disparition des prohibitions, un des principaux obstacles à la libre circulation des marchandises.

10. Considérant que la participation effective aux travaux économiques de la Société des Nations de représentants de gouvernements constitue la garantie essentielle de la conclusion et de la mise en vigueur des conventions internationales conformes aux recommandations de la Société des Nations,

L'Assemblée exprime le vœu que l'Organisation économique et financière s'assure la participation effective des représentants des gouvernements à l'œuvre économique de la Société des Nations et qu'à cette fin, soit étudiée la possibilité de convoquer, au moment et dans les conditions les plus appropriées et si possible annuellement, une Conférence des délégués des gouvernements.

11. L'Assemblée, considérant que la Commission instituée par la résolution de l'Assemblée du 17 septembre 1930 est chargée d'étudier les possibilités d'une étroite collaboration des gouvernements européens dans tous les domaines de l'activité internationale — y compris l'activité économique — et que, par conséquent, les problèmes à étudier par cette Commission sont, dans une certaine mesure, les mêmes que ceux qui sont inscrits au Protocole relatif au programme des négociations ultérieures du 24 mars 1930, notamment en ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée et la politique commerciale,

Recommande qu'une relation étroite soit maintenue entre les travaux de ladite Commission et ceux découlant de l'exécution du Protocole précité, tous deux intéressant au premier chef les mêmes Etats.

12. Ayant appris que les travaux du Sous-Comité d'experts vétérinaires, travaillant sous la direction du Comité économique, ont déjà abouti à l'établissement de certains principes intéressants, en ce qui concerne l'organisation internationale de la lutte contre les maladies des animaux, l'organisation intérieure des services vétérinaires, ainsi que la collaboration technique, sur le plan international,

Constatant que l'application de ces principes contribuerait à créer entre les Etats importateurs et exportateurs une atmosphère de confiance favorable à l'octroi de facilités plus grandes au commerce international des animaux et des produits animaux,

L'Assemblée exprime le vœu que le Comité économique active le développement de ces travaux, de manière à pouvoir ébaucher, après la réunion des experts prévue pour le mois d'octobre 1930, les grandes lignes d'un ou plusieurs accords internationaux en la matière.

13. L'Assemblée note avec satisfaction les résultats de la Conférence pour l'unification du droit en matière de lettre de change et de billet à ordre, et exprime le vœu que ces

résultats pourront être heureusement complétés par des accords analogues en matière de chèque lors de la deuxième session de la Conférence.

14. L'Assemblée, informée des progrès accomplis par l'Organisation économique et financière dans ses études relatives aux ententes industrielles internationales, exprime le vœu que ces études soient activement poursuivies afin d'aboutir à un établissement d'un rapport général sur tous les aspects de la question.

15. L'Assemblée, informée des résultats obtenus par la réunion des experts agricoles convoqués par le Comité économique, exprime le vœu que la collaboration nécessaire ainsi établie soit continuée dans l'examen de toutes les questions économiques intéressant l'agriculture.

16. L'Assemblée, émue par la gravité de la situation actuelle, par l'augmentation générale du chômage et de la crise commerciale, par la fréquence des périodes de dépression économique et l'impossibilité de trouver, jusqu'à ce jour, des moyens concertés d'éviter les dommages ainsi causé,

Décide que l'Organisation économique et financière de la Société des Nations, qui étudie déjà les causes des fluctuations du pouvoir d'achat de l'or et leurs effets sur la vie économique des nations, sera chargée d'entreprendre l'étude du cours et des phases de la dépression actuelle en mettant en relief les circonstances et les facteurs caractéristiques de cette dernière. A cet effet, elle devrait recueillir la documentation réunie par les établissements nationaux existant déjà dans les divers pays, centraliser cette documentation et, le cas échéant, combler les lacunes qu'elle présenterait.

Pour s'acquitter de cette tâche, l'Organisation économique et financière, tenant compte en particulier de l'avis du Comité consultatif économique, se mettra en rapport avec les organisations nationales, conseils consultatifs, comités d'études ou instituts de recherches s'occupant de la question, et elle devra en outre examiner, avec leur assistance, les moyens de coordonner les travaux actuellement entrepris sur le problème du retour des périodes de dépression économique.

Convaincue également que le rétablissement de la prospérité dans les pays essentiellement agricoles et dans les pays producteurs de matières premières ne constitue pas seulement un objectif en soi, mais qu'il contribuera également à rétablir la prospérité des autres pays, l'Assemblée désire qu'au cours de l'enquête sur la dépression économique mondiale, qui fait l'objet de la présente recommandation, une attention particulière soit consacrée au programme et aux recherches recommandés par les experts agricoles qui se sont réunis à Genève en janvier 1930 et aux résultats des travaux accomplis par les organisations internationales ayant en la matière une compétence spécifique.

Elle émet également le vœu qu'à l'occasion des études susdites, il soit tenu compte des résultats de l'enquête poursuivie par le Bureau international du Travail sur le chômage, ainsi que des travaux sur la matière accomplis par les autres organisations internationales compétentes, et cela afin que, le moment venu, l'Organisation économique et financière, se trouvant en possession d'un matériel complet, puisse examiner l'opportunité d'une action internationale éventuelle, en tenant compte des aspects économiques, financiers, démographiques et du travail, y compris la question des matières premières.

17. D'une façon générale, l'Assemblée recommande que pour les questions touchant à la compétence d'autres organismes publics, l'Organisation économique fasse état de leurs travaux et s'assure leur concours, notamment en ce qui concerne le travail (Bureau international du Travail) et l'agriculture (Institut international d'Agriculture). L'Assemblée voit dans cette collaboration constante un élément essentiel de rationalisation de l'activité internationale.

18. L'Assemblée prend acte avec satisfaction du fait que la Convention internationale concernant les statistiques économiques est actuellement ratifiée par dix Etats, et entrera

par conséquent en vigueur avant la fin de l'année courante. Elle constate en outre que certains pays ont déjà mis en pratique quelques-unes des dispositions de la Convention.

19. L'Assemblée, prenant acte de la recommandation du Conseil rappelant que les travaux relatifs à la *Revue annuelle des développements économiques*, dont la préparation a été proposée lors de la dernière session de l'Assemblée, ne devront pas être entrepris tant que la Convention statistique ne sera pas entrée en vigueur ;

Décide que, en vue de la réalisation de cette condition nécessaire :

a) La *Revue annuelle* mentionnée ci-dessus sera publiée à titre de documentation de la Société ;

b) La préparation de cette étude sera commencée au cours de l'année 1931.

[*Résolutions et vœux adoptés le 2 octobre* 1930 *(matin).*]

4. Œuvre financière de la Société des Nations.

L'Assemblée :

1. Félicite le Comité financier de l'œuvre remarquable qu'il a accomplie ;

2. Attire l'attention de tous les gouvernements sur le rapport préliminaire (document A.29.1930.II) concernant la question du pouvoir d'achat de l'or, qui a été soumis par le Comité financier au Conseil ;

3. Approuve les principes énoncés dans la déclaration du Comité financier relative à ses travaux et à ses fonctions, qui est contenue dans le rapport sur la trente-neuvième session (document A.41.1930.II), que le Conseil a transmis à l'Assemblée aux fins d'examen.

4. Félicite le Comité fiscal de l'œuvre qu'il a entreprise.

[*Résolution adoptée le* 29 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

5. Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle.

L'Assemblée :

Prend connaissance avec satisfaction des rapports de la Commission internationale de Coopération intellectuelle et du Conseil d'administration de l'Institut international de Coopération intellectuelle (documents A.21.1930.XII et A.27.1930.XII).

Elle se félicite des propositions faites par la Commission, conformément aux suggestions du Comité d'étude, pour préciser son programme, pour améliorer l'œuvre entreprise, ainsi que le fonctionnement des organismes qui en sont chargés.

Elle espère voir grandir, après les réorganisations envisagées, l'intérêt et les sympathies qui se sont déjà manifestées pour l'entreprise de coopération intellectuelle poursuivie par la Société des Nations, et voir en conséquence se développer les contacts et les relations entre les organisations et les personnes qualifiées dans le domaine des études et des recherches scientifiques. Elle souhaite que les gouvernements veuillent bien apporter à l'Institut international de Coopération intellectuelle leur aide et leur appui.

Elle prend acte des progrès réalisés dans l'enseignement à la jeunesse des buts de la Société des Nations et prie les gouvernements de tenir le Secrétariat et son Centre d'informations scolaires au courant des mesures prises dans les différents pays pour donner suite aux recommandations du Sous-Comité d'experts.

Elle constate avec satisfaction que la Commission de coopération intellectuelle désire voir augmenter également l'activité de son Centre d'informations scolaires dans sa liaison avec les associations qui s'occupent de l'enseignement de la Société des Nations, tâche qu'elle a confiée à l'Institut international de Paris.

Elle prie les gouvernements qui ont adhéré aux conventions concernant l'échange international des publications de bien vouloir fournir les moyens matériels nécessaires à leurs bureaux nationaux de liaison, afin qu'ils soient mis en mesure d'exécuter les clauses desdites conventions.

* * *

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration de l'Institut international du Cinématographe éducatif, l'Assemblée se félicite des progrès accomplis et de la manière dont ont été exécutées par l'Institut les décisions de ce Conseil d'administration ; elle exprime sa satisfaction pour le développement de la *Revue internationale du Cinéma éducateur* et elle invite les gouvernements à accorder leur bienveillante attention au projet de convention établi par l'Institut pour la suppression des barrières douanières qui s'opposent à la diffusion des films éducatifs. Elle les prie également de vouloir bien apporter à cet Institut leur aide et leur appui.

[*Résolutions adoptées le* 3 *octobre* 1930 *(matin).*]

V. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA TROISIÈME COMMISSION

1. Travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement.

L'Assemblée,

Ayant enregistré avec satisfaction les résultats obtenus à la Conférence de Londres et qui nous ont été communiqués par la lettre adressée en date du 21 avril 1930 par le président de ladite Conférence ;

Constatant que ces résultats sont de nature à faciliter, lors de la prochaine réunion de la Commission préparatoire, la réalisation d'une entente générale sur les méthodes à appliquer en matière de réduction et de limitation des armements navals ;

Souhaitant que des négociations poursuivies dans un esprit de conciliation et de confiance mutuelle, et avec le désir d'arriver à des solutions pratiques, permettent de compléter et d'étendre l'œuvre de la Conférence navale :

Exprime la certitude qu'au cours de sa session de novembre prochain, la Commission préparatoire pourra achever la rédaction de l'avant-projet de convention, permettant ainsi au Conseil de convoquer, dans le plus bref délai possible, une Conférence pour la réduction et la limitation des armements ;

Et décide que les procès-verbaux et le rapport de l'Assemblée relatifs au désarmement seront transmis à la Commission préparatoire.

[*Résolution adoptée le* 30 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

2. Convention générale en vue de renforcer les moyens de prévenir la guerre.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance de l'avant-projet de Convention générale en vue de renforcer les moyens de prévenir la guerre élaboré par le Comité d'arbitrage et de sécurité au cours de sa quatrième session tenue à Genève en avril et mai 1930 ;

Constatant qu'il ressort des études jusqu'ici poursuivies que la transformation du « modèle de traité » en une Convention générale soulève des problèmes nombreux et délicats ;

Appréciant toutefois l'importance des rapprochements déjà obtenus entre les divers points de vue en ce qui concerne l'élaboration du texte d'une telle Convention générale :

Décide qu'il y a lieu de poursuivre l'étude de la question et prie en conséquence le Conseil d'en charger un Comité spécial qui aurait à lui présenter son rapport en temps utile afin qu'il pût être soumis à la douzième session ordinaire de l'Assemblée.

[*Résolution adoptée le* 30 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

3. Convention pour l'Assistance financière.

L'Assemblée,

Prenant acte du rapport qui lui est présenté au nom de sa troisième Commission (document A.70.1930.IX) ;

Remerciant le Comité financier et le Comité d'arbitrage et de sécurité du remarquable travail qu'ils ont fourni en vue de l'établissement de la Convention pour l'assistance financière :

I. Approuve le texte de ladite Convention arrêté par la troisième Commission ;

Décide d'ouvrir immédiatement la Convention à la signature des Membres de la Société des Nations ;

Espère vivement que cette Convention sera signée et ratifiée par tous les Membres de la Société des Nations ;

Charge le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour porter officiellement ladite Convention à la connaissance de tous les Membres de la Société qui ne l'auraient pas signée avant la fin de la présente session de l'Assemblée, afin qu'ils puissent la signer d'ici au 31 décembre 1931 ou y adhérer après cette date.

II. Considère qu'il est désirable que le plan d'assistance financière puisse être appliqué, le cas échéant, sans aucun délai.

Prie, en conséquence, le Conseil d'inviter le Comité financier à préparer des projets pour les différents documents prévus par la Convention qui pourraient être nécessaires pour sa mise à exécution, tels que protocoles, contrats d'emprunt, etc.

[*Résolutions adoptées le 29 septembre* 1930 *(après-midi).*]

Appendice.

CONVENTION POUR L'ASSISTANCE FINANCIÈRE

PRÉAMBULE.

. . . . . .

(Noms des Chefs d'Etat.)

Reconnaissant l'importance que présente pour la sauvegarde ou, le cas échéant, pour le rétablissement de la paix entre nations la création d'un système d'assistance financière par voie de garanties d'emprunts qui seraient accordées en cas de différend international susceptible d'entraîner une rupture, ou en cas de guerre,

Considérant que le meilleur moyen d'organiser cette assistance est de conclure une convention internationale,

Ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

. . . . . .

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CAS DANS LESQUELS L'ASSISTANCE FINANCIÈRE EST ACCORDÉE.

Article premier.

1. Si, malgré les efforts que le Conseil de la Société des Nations aura pu faire pour le maintien ou le rétablissement des relations pacifiques, un Etat, en violation de ses obligations internationales, recourt à la guerre contre une Haute Partie contractante, celle-ci recevra à sa demande l'assistance financière prévue dans la présente Convention, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

2. La Haute Partie contractante à laquelle est accordée l'assistance financière s'engage, en ce qui la concerne, à soumettre le différend à un règlement judiciaire ou arbitral, ou à toute autre procédure pacifique que le Conseil jugera appropriée.

Article 2.

1. Si le Conseil, dans l'exécution des devoirs qui lui incombent aux termes du Pacte, et agissant dans la limite des droits qu'il tient soit du Pacte soit de conventions générales ou particulières applicables en l'espèce, a, dans un différend international susceptible d'entraîner une rupture, pris des mesures propres à sauvegarder la paix, y compris le recours à la médiation ou à toute autre mesure pacificatrice, et si l'une des parties refuse ou néglige de se conformer à ces mesures, le Conseil pourra, à la demande de la partie adverse, partie à la présente Convention, lui accorder l'assistance financière, s'il estime que la paix ne peut être sauvegardée autrement.

2. La Haute Partie contractante à laquelle est accordée l'assistance financière s'engage, en ce qui la concerne, à soumettre le différend à un règlement judiciaire ou arbitral ou à toute autre procédure pacifique que le Conseil jugera appropriée et à se conformer aux mesures provisoires qui pourraient être recommandées par le Conseil en vue de sauvegarder la paix.

Article 3.

L'assistance financière des Hautes Parties contractantes revêtira la forme de garanties ordinaires et de garanties spéciales, s'étendant, comme il est prévu ci-après, au service des emprunts (expression comprenant les crédits à court terme) contractés conformément à la présente Convention.

Article 4.

Pour les fins visées par la présente Convention, le service d'un emprunt comprend les sommes payables chaque année pour l'intérêt et l'amortissement, conformément aux conditions des contrats de l'emprunt.

Article 5.

Aucun emprunt contracté en vertu de la présente Convention ne pourra être conclu pour une période supérieure à trente ans. Pour que les gouvernements participant à la garantie ordinaire et à la garantie spéciale puissent être plus facilement déchargés, aussitôt que les circonstances le permettent, des obligations consécutives à l'emprunt, tout gouvernement contractant un emprunt en vertu de la présente Convention se réservera, si cela est possible, le droit de le rembourser par anticipation.

GARANTIES ORDINAIRES.

Article 6.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient et reconnaît que les gouvernements au nom desquels elle devient Partie à la présente Convention garantissent, chacun pour sa part, à titre de garants ordinaires dans la mesure et de la manière définies dans les articles ci-après, le versement régulier du service annuel des emprunts contractés. En vertu de la présente Convention, les garanties ordinaires susmentionnées entrent en vigueur, pour chaque emprunt, à partir de la date à laquelle l'emprunt a été autorisé, sans autre intervention ou consentement du gouvernement garant.

Article 7.

1. *a)* Sous réserve des dispositions de l'article 19 concernant le versement d'intérêts en cas de manquement, l'obligation annuelle qui peut incomber à un gouvernement quelconque en sa qualité de garant ordinaire, pour tous les emprunts contractés conformément à la présente Convention, est limitée à un maximum. Ce maximum présentera, relativement à 100 millions de francs-or, la même proportion que présente la contribution aux dépenses de la Société des Nations payable par ce gouvernement d'après le barème de répartition applicable au 1er janvier 1930, relativement au total des contributions dues par tous les Membres de la Société des Nations.

b) Dans le cas d'un gouvernement qui n'était pas tenu de contribuer aux dépenses de la Société des Nations d'après le barème mentionné à l'alinéa précédent, il sera fait application pour ce gouvernement du barème de répartition en vigueur à la date à laquelle ledit gouvernement aura été lié par les obligations de la présente Convention.

2. Le Conseil notifiera aussitôt que possible aux divers gouvernements le chiffre maximum des obligations annuelles qui leur incombent aux termes des dispositions du paragraphe premier.

GARANTIES SPÉCIALES.

Article 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 11, une Haute Partie contractante peut accepter les obligations de garant spécial au nom du gouvernement de l'un quelconque de ses territoires. Ce gouvernement devient de ce fait un garant spécial et la garantie qu'il accorde aux emprunts à contracter en vertu de la présente Convention est une garantie spéciale au sens de la présente Convention, sans autre intervention ou consentement dudit gouvernement.

Article 9.

Les garanties spéciales sont destinées à renforcer la garantie sur la base de laquelle est émis un emprunt contracté conformément à la présente Convention, en assurant que le service de cet emprunt sera intégralement garanti, non seulement par tous les gouvernements garants en leur qualité de garants ordinaires, mais aussi par un nombre restreint de gouvernements qui, à titre de garants spéciaux, supporteront, dans les limites de leurs garanties spéciales, les risques de retard dans le paiement des sommes dues de la part de l'un quelconque des autres gouvernements en leur qualité de garants ordinaires. En conséquence, le montant couvert par chaque garantie spéciale comprend le montant de l'obligation du gouvernement à titre de garant ordinaire augmenté d'une somme additionnelle, et il est déterminé, ainsi qu'il est prévu ci-après, de manière que le total des sommes additionnelles ainsi garanties par les gouvernements participant à la garantie spéciale soit égal au montant total garanti par les gouvernements qui ne sont que des garants ordinaires. En cas de manquement du gouvernement emprunteur dans le service de l'emprunt, le montant total couvert par une garantie spéciale est intégralement payable, mais la somme versée par un gouvernement qui a la qualité de garant spécial en excédent de l'engagement de ce gouvernement à titre de garant ordinaire est remboursable, lorsque le service a été assuré, sur le reliquat des sommes versées par les gouvernements garants.

Article 10.

1. Sous réserve des dispositions de l'article 19 concernant le versement d'intérêts en cas de manquement, l'obligation annuelle qui peut incomber à un gouvernement quelconque, en sa qualité de garant spécial, pour tous les emprunts contractés conformément à la présente Convention, est limitée à un maximum qui comprend l'obligation du gouvernement en sa qualité de garant ordinaire et le montant additionnel couvert par sa garantie spéciale. Ce maximum sera déterminé en répartissant le total des obligations maxima de tous les gouvernements, en leur qualité de garants ordinaires, entre les gouvernements participant à la garantie spéciale, proportionnellement à leurs obligations maxima respectives en leur qualité de garants ordinaires.

2. Les maxima ainsi établis pour les obligations des gouvernements participant à la garantie spéciale leur seront notifiés par le Conseil de la Société des Nations aussitôt que possible. Ils feront l'objet d'une revision de la part du Conseil, dans le cas d'un changement quelconque survenant dans le nombre des gouvernements qui sont garants ordinaires ou de ceux qui sont garants spéciaux, aussitôt que possible après ce changement.

Article 11.

1. Pourront participer à la garantie spéciale, en vertu de la présente Convention :

a) Les gouvernements des Etats membres permanents du Conseil de la Société des Nations ;

b) Les gouvernements d'autres Membres de la Société des Nations, invités à l'unanimité à participer à la garantie spéciale par les gouvernements qui participent eux-mêmes à cette garantie spéciale. Cette invitation pourra être faite, soit avant, soit après l'entrée en vigueur de la Convention.

2. L'acceptation des obligations qui incombent à un garant spécial peut être signifiée au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion à la Convention, ou encore ultérieurement, par voie de déclaration écrite déposée auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui avisera de cette acceptation tous les autres Membres de la Société des Nations.

Article 12.

Le Secrétaire général de la Société des Nations fera tenir aux commissaires fiduciaires prévus à l'article 13 une copie certifiée conforme de chaque notification adressée à un gouvernement concernant le maximum de l'obligation incombant à ce gouvernement en exécution de l'article 7 ou de l'article 10.

COMMISSAIRES FIDUCIAIRES.

Article 13.

1. Lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Conseil de la Société des Nations nommera cinq personnes pour remplir les fonctions de commissaire fiduciaire des emprunts contractés conformément à la présente Convention. Ces commissaires fiduciaires seront des ressortissants de la Confédération helvétique résidant habituellement en Suisse.

2. *a)* Les commissaires fiduciaires seront nommés pour des périodes de cinq années. Leur mandat, lorsqu'il arrivera à expiration, pourra être renouvelé pour une durée égale ou inférieure. Un commissaire fiduciaire pourra, à tout moment, donner sa démission, moyennant un préavis de trois mois notifié par écrit au Conseil de la Société des Nations.

b) Le Conseil de la Société des Nations pourra, à tout moment, mettre fin au mandat d'un commissaire fiduciaire.

c) Dans le cas où, pour un motif quelconque, un poste de commissaire fiduciaire deviendrait vacant, le Conseil de la Société des Nations procédera sans délai à la nomination d'un autre commissaire fiduciaire. Le président en exercice du Conseil peut, s'il le juge nécessaire, désigner une personne pour remplir ces fonctions jusqu'à ce que le poste soit pourvu par le Conseil.

3. *a)* Les commissaires fiduciaires éliront parmi eux un président et un vice-président. Ils établiront leur règlement en conformité avec les dispositions de la présente Convention. Sauf dans le cas prévu au paragraphe premier de l'article 16, les réunions seront convoquées par le président, ou, à son défaut, par le vice-président.

b) Trois commissaires fiduciaires constitueront le quorum. Toutes les décisions pourront être prises à la majorité. En cas de partage égal des voix, le commissaire fiduciaire faisant fonction de président aura voix prépondérante.

c) Le Secrétaire général de la Société des Nations aura le droit d'assister à toutes les réunions des commissaires fiduciaires ou de s'y faire représenter.

d) Les frais encourus par les commissaires fiduciaires dans l'exercice de leurs fonctions, au sujet de tout emprunt, ainsi que les honoraires afférents à l'exercice de ces fonctions, qui pourront être fixés par le Conseil de la Société des Nations, seront à la charge du gouvernement emprunteur.

e) Le Conseil de la Société des Nations pourra avancer aux commissaires fiduciaires les sommes visées au paragraphe *d)*. Ces avances seront remboursées à la Société des Nations par le gouvernement emprunteur.

f) Aucun commissaire fiduciaire ne pourra encourir de responsabilité quelconque à titre personnel dans l'exécution de ses fonctions de commissaire fiduciaire, sauf au cas où il manquerait à ses devoirs sciemment et délibérément.

g) Les commissaires fiduciaires adresseront chaque année un rapport au Conseil de la Société des Nations concernant l'exécution de leur mandat de commissaires fiduciaires pour chaque emprunt contracté conformément à la présente Convention ; ils auront le droit de signaler à tout moment au Conseil toutes les difficultés rencontrées par eux dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Autorisation des emprunts.

Article 14.

1. Lorsque le Conseil de la Société des Nations aura reconnu qu'en vertu des articles 1 ou 2 une Haute Partie contractante doit recevoir l'assistance financière prévue par la présente Convention, il autorisera le gouvernement de ladite Haute Partie contractante à émettre un emprunt jouissant des garanties ordinaires et des garanties spéciales résultant de la présente Convention. Le Conseil pourra exclure la garantie ordinaire ou la garantie spéciale d'un gouvernement quelconque, si, à son avis, il n'est pas désirable, dans l'intérêt du succès de l'emprunt, que cette garantie ordinaire ou cette garantie spéciale s'applique à l'emprunt en question.

2. *a)* Le montant maximum que pourra atteindre annuellement le service de l'emprunt sera déterminé par le Conseil. La somme ainsi fixée par le Conseil sera exprimée en francs-or, tels qu'ils sont définis à l'article 26. En vue de la détermination de la somme que pourra représenter le service de l'emprunt dans les monnaies en lesquelles l'emprunt sera effectivement contracté, la valeur de ces monnaies sera dans tous les cas censée être, au moment de la signature des contrats de l'emprunt, celle de leur poids légal en or pur.

b) La somme annuelle fixée pour le service de l'emprunt, au cours d'une année quelconque, ne dépassera pas le montant qui peut être couvert par les garanties tant spéciales qu'ordinaires sans imposer à un gouvernement quelconque une responsabilité dépassant le maximum fixé par la présente Convention.

c) Le montant annuel pour lequel chaque gouvernement sera responsable à titre de garant ordinaire sera déterminé en répartissant les sommes nécessaires au service de l'emprunt entre tous les gouvernements garants, dans la proportion du maximum éventuel défini à l'article 7 de leurs obligations annuelles à titre de garants ordinaires, en vertu de la présente Convention. Le montant total couvert par chaque garantie spéciale sera déterminé en répartissant les sommes nécessaires audit service entre les gouvernements participant à la garantie spéciale, dans la proportion du maximum éventuel défini à l'article 10 de leurs obligations annuelles à titre de garants spéciaux. Toutefois, en vue de simplifier l'application des garanties spéciales, le Conseil pourra, avec l'assentiment des gouvernements participant à la garantie spéciale dont les obligations sont en jeu, modifier d'une légère fraction les pourcentages fixés pour lesdits gouvernements, dans la mesure où ces modifications seront nécessaires pour convertir ces pourcentages en nombres entiers commodes.

3. Aux fins des dispositions ci-dessus, il ne sera pas tenu compte des obligations au titre de l'intérêt qui pourraient résulter, en vertu de l'article 19, d'un manquement de la part d'un gouvernement dans l'exécution de ses obligations, soit en qualité de garant ordinaire, soit en qualité de garant spécial.

Emission des emprunts autorisés.

Article 15.

1. Le Conseil exigera que les conditions et les clauses relatives à l'émission d'un emprunt contracté conformément à la présente Convention, c'est-à-dire, entre autres, le mode d'émission, les gages (s'il en est) sur la base desquels l'emprunt est émis, le prix d'émission, le taux d'intérêt, l'amortissement (y compris toutes les stipulations concernant le remboursement avant l'échéance), les frais d'émission, de négociation et de livraison, ainsi que la monnaie ou les monnaies dans lesquelles l'emprunt est émis, soient soumises, pour approbation, à lui-même ou à une personne ou à des personnes nommées par lui à cet effet. Ainsi qu'il est prévu à l'article 14, paragraphe 2 *a)*, la valeur des monnaies dans lesquelles l'emprunt est émis et dans lesquelles son service est exigible sera, dans chaque cas, en vue de la détermination du maximum auquel peut s'élever ledit service, censée être, au moment de la signature des contrats de l'emprunt, celle de leur poids légal en or pur. L'arrangement conclu par le Conseil avec le gouvernement emprunteur intéressé figurera dans un protocole dûment accepté par ce dernier.

2. Le Conseil pourra fixer des conditions en ce qui concerne l'utilisation du produit de l'emprunt et le contrôle de cette utilisation. Ces conditions figureront au Protocole mentionné au paragraphe premier.

3. Dans le cas d'un emprunt émis en application de l'article 2 de la présente Convention, le Protocole prévu au paragraphe premier ci-dessus devra contenir des dispositions permettant au Conseil de suspendre à tout moment le versement au gouvernement emprunteur de toute partie non encore versée du produit de l'emprunt si le Conseil estime qu'une telle mesure est rendue nécessaire par l'attitude prise par ce gouvernement après que l'assistance financière lui aura été accordée.

4. L'emprunt ne bénéficiera des garanties ordinaires et des garanties spéciales résultant de la Convention que si les contrats le concernant ont été certifiés, par écrit, conformes aux décisions du Conseil, au Protocole prévu au paragraphe premier ci-dessus et aux dispositions de la présente Convention, par une ou plusieurs personnes nommées par le Conseil, les décisions dans le second cas étant prises à la majorité. Un duplicata signé dudit certificat sera remis au Secrétaire général de la Société des Nations pour communication aux commissaires fiduciaires, ainsi que des exemplaires de chaque contrat certifiés conformes par le gouvernement emprunteur, en nombre suffisant pour permettre au Secrétaire général d'en transmettre un à chaque commissaire fiduciaire.

5. Les dispositions suivantes seront obligatoires dans tous les cas :

a) Les commissaires fiduciaires, nommés aux termes de la présente Convention et exerçant les fonctions prévues dans ladite Convention, seront les commissaires fiduciaires de l'emprunt à toutes fins pour lesquelles les commissaires fiduciaires sont nommés, et, en particulier, ils effectueront tous les paiements des sommes dues pour le service de l'intérêt ou l'amortissement dudit emprunt, au moyen des fonds fournis par le gouvernement emprunteur, ou, si celui-ci se trouve en défaut, par les gouvernements garantissant l'emprunt comme garants spéciaux ou comme garants ordinaires.

b) Sauf dans les cas de crédits à court terme dont l'échéance ne dépasse pas deux ans, une réserve sera constituée entre les mains des commissaires fiduciaires au moyen du transfert direct, auprès d'eux, par les établissements d'émission, d'une somme prélevée sur le produit de l'emprunt et suffisante pour couvrir pendant un semestre, le service de l'emprunt émis. Toute somme retirée de cette réserve par les commissaires fiduciaires leur sera immédiatement remboursée par le gouvernement emprunteur.

c) Le gouvernement emprunteur versera aux commissaires fiduciaires les fonds nécessaires pour faire face au service de l'emprunt en temps de guerre comme en temps de paix. Ce versement sera fait aux commissaires fiduciaires au plus tard trente jours avant l'échéance de chaque paiement.

Dépôt des bons en ce qui concerne les emprunts particuliers.

Article 16.

1. Aussitôt que possible après qu'un contrat visant l'émission de la totalité ou d'une partie d'un emprunt autorisé aura été certifié conformément au paragraphe 4 de l'article 15, les commissaires fiduciaires, convoqués par le Secrétaire général de la Société des Nations, examineront le contrat et les décisions du Conseil qui s'y rapportent. Ils établiront et feront connaître aux gouvernements garants de l'emprunt :

a) Le montant total de chaque paiement exigible chaque année, au titre de ladite émission ;

b) La somme maximum dont chaque gouvernement, qu'il soit garant ordinaire ou garant spécial, peut être redevable à titre de garant ordinaire en ce qui concerne chacun de ces paiements ;

c) La somme maximum dont chaque gouvernement participant à la garantie spéciale peut être redevable à titre de garant spécial en ce qui concerne chacun de ces paiements.

Les sommes dont il est fait mention dans les alinéas *b)* et *c)* seront déterminées de la manière prévue dans l'article 14, paragraphe 2 *c)*.

2. Dans les quatre mois qui suivront la réception de la notification susmentionnée, chaque gouvernement, selon qu'il participe seulement à la garantie ordinaire ou aussi à la garantie spéciale, déposera, à l'ordre des commissaires fiduciaires, dans la banque ou dans tout autre organisme que le Conseil pourra choisir, dès que la Convention entrera en vigueur ou ultérieurement, soit un « Bon de garantie ordinaire », dans la forme prévue à l'annexe I, soit un « Bon de garantie spéciale », dans la forme prévue à l'annexe II, comportant un coupon distinct pour chaque paiement dont le gouvernement peut être redevable chaque année. Les coupons seront libellés et payables dans la monnaie en laquelle le paiement est dû aux détenteurs des titres. Si l'émission est faite en plus d'une monnaie, des bons séparés afférents respectivement au service dû dans chaque monnaie seront déposés.

3. Les coupons desdits bons seront payables à une adresse fixée par le gouvernement et jugée satisfaisante par les commissaires fiduciaires.

4. Le fait de ne pas déposer les bons ainsi qu'il est prévu ci-dessus n'affectera en aucune manière les obligations des gouvernements, soit à titre de garants ordinaires, soit à titre de garants spéciaux, et n'empêchera pas l'émission de l'emprunt sur la base des garanties ordinaires et des garanties spéciales qui y sont attachées en vertu de la présente Convention.

MÉCANISME DES GARANTIES ORDINAIRES ET DES GARANTIES SPÉCIALES EN CAS DE MANQUEMENT DE LA PART DU GOUVERNEMENT EMPRUNTEUR.

Article 17.

1. *a)* Le service des emprunts contractés en vertu de la présente Convention restera toujours une charge incombant en premier lieu au gouvernement emprunteur. Les garanties prévues par la Convention ne joueront que dans le cas et dans la mesure où les commissaires fiduciaires ne recevraient pas du gouvernement emprunteur les fonds nécessaires, ou seraient dans l'impossibilité d'assurer le service de l'emprunt au moyen des réserves constituées conformément au paragraphe 5 *b)* de l'article 15.

b) Dans un cas de ce genre, les commissaires fiduciaires feront simultanément appel à tous les gouvernements garants, sans distinction entre les garants ordinaires et les garants spéciaux. Ils utiliseront les sommes ainsi obtenues pour assurer le service de l'emprunt et rembourseront ensuite proportionnellement aux gouvernements participant à la garantie spéciale, sur le reliquat des sommes ainsi produites, les montants versés par ces gouvernements en excédent des obligations assumées par eux à titre de garants ordinaires. Le fait qu'un gouvernement garant tarde à répondre à un appel de fonds est reconnu comme imposant l'obligation d'indemniser les gouvernements participant à la garantie spéciale, comme il est prévu dans les articles 19 et 21, pour le préjudice que leur a causé le délai entraîné dans le remboursement des montants versés par eux en excédent des sommes dont ils sont redevables à titre de garants ordinaires.

c) Toutes les sommes obtenues des gouvernements garants par les commissaires fiduciaires, à l'exception des sommes remboursées conformément au paragraphe *b)* et des sommes reçues par eux au titre des intérêts, conformément à l'article 19, constitueront une dette, portant intérêt, du gouvernement emprunteur.

d) Les obligations entre gouvernements, qui résultent de la présente Convention, seront réglées par l'intermédiaire des commissaires fiduciaires.

2. Les principes énoncés au paragraphe premier seront appliqués conformément aux dispositions des articles 18 à 22 ci-après.

Article 18.

1. Dans le cas où le gouvernement emprunteur se trouverait en défaut en ce qui concerne le versement des fonds afférents au service annuel de l'emprunt autorisé, les commissaires fiduciaires utiliseront la réserve constituée par application de l'article 15, paragraphe 5 *b)*, jusqu'à ce qu'elle soit épuisée. Ils notifieront immédiatement ce manquement aux gouvernements qui participent à la garantie ordinaire ou à la garantie spéciale en ce qui concerne ledit emprunt. Ils notifieront de même tout versement effectué à la réserve.

2. Si, trente jours avant la date à laquelle un paiement dû au titre de l'intérêt ou de l'amortissement devient exigible, les commissaires fiduciaires n'ont pas reçu du gouvernement emprunteur et ne possèdent pas dans la réserve des fonds suffisants pour faire face audit paiement, ils informeront chaque gouvernement garant du montant du déficit, ainsi que du montant dont il sera redevable si le déficit n'est pas comblé. Si, vingt jours avant la date de l'échéance, les commissaires fiduciaires se trouvent encore dans l'impossibilité d'effectuer intégralement ledit versement, ils présenteront au paiement les coupons des bons de garantie ordinaire et de garantie spéciale qui couvrent le paiement du service en question. Si le déficit n'atteint pas le montant total de la somme dont il s'agit, les commissaires fiduciaires réduiront proportionnellement les

sommes qu'ils demanderont aux gouvernements garants de verser pour lesdits coupons et les coupons seront endossés en conséquence. Si un gouvernement garant n'a pas encore déposé son bon, ainsi que le stipule l'article 16, les commissaires fiduciaires n'en feront pas moins appel à lui, et il sera tenu d'effectuer le paiement dont il est redevable.

3. Les sommes demandées par les commissaires fiduciaires aux gouvernements garants ordinaires et garants spéciaux seront versées aux commissaires fiduciaires immédiatement par lesdits gouvernements. Ces versements auront lieu même si ces gouvernements sont en guerre avec le gouvernement emprunteur, ou avec un pays ou des pays dans lesquels une tranche de l'emprunt aura été émise, et même si les détenteurs de l'un quelconque ou de la totalité des titres de la série de l'emprunt, dans le service de laquelle s'est produit un manquement, sont ressortissants d'un pays ou de pays avec lesquels sont en guerre les gouvernements susmentionnés, ou sont domiciliés dans lesdits pays.

4. Les commissaires fiduciaires assureront le service de l'emprunt au moyen des sommes reçues des gouvernements et utiliseront le solde, ainsi que les sommes versées ultérieurement à la suite des demandes formulées, pour rembourser proportionnellement aux gouvernements participant à la garantie spéciale les sommes versées par eux en sus de celles dont ils étaient redevables en qualité de garants ordinaires.

Article 19.

Si un gouvernement participant à la garantie ordinaire ou à la garantie spéciale ne verse pas intégralement la somme demandée par les commissaires fiduciaires, au moins dix jours avant l'échéance du versement au titre de l'intérêt ou de l'amortissement, les commissaires fiduciaires imputeront à la charge dudit gouvernement, et ce gouvernement devra leur verser, les intérêts composés sur le montant de l'arriéré, au taux fixé par l'article 21. Cette somme sera considérée comme étant l'intérêt dû à ceux des gouvernements participant à la garantie spéciale qui ont rempli leurs obligations à la date fixée, en considération du fait que le retard avait pour effet d'ajourner le paiement des sommes remboursables à ces gouvernements, et les sommes reçues seront versées auxdits gouvernements participant à la garantie spéciale, proportionnellement aux montants versés par eux en sus des sommes dont ils étaient redevables en qualité de garants ordinaires.

Article 20.

1. Le montant de la somme non versée par le gouvernement emprunteur, au titre d'un paiement garanti afférent à un emprunt, constituera une dette de ce gouvernement à l'égard des commissaires fiduciaires, portant intérêts composés au taux mentionné à l'article 21 à partir de la date à laquelle ledit gouvernement devait fournir aux commissaires fiduciaires les fonds nécessaires pour le service de l'emprunt.

2. Les sommes reçues par les commissaires fiduciaires de la part du gouvernement emprunteur après que celui-ci s'est trouvé en défaut pour faire face au service garanti de l'emprunt, devront, si cela est nécessaire, être utilisées en premier lieu pour couvrir les arriérés éventuels du service garanti de l'emprunt, sans tenir compte des garanties ordinaires et des garanties spéciales prévues par la présente Convention, et, en second lieu, pour reconstituer la réserve visée par l'article 15, paragraphe 5 *b)*. Sous réserve de cette disposition, toute somme non requise pour le service courant de l'emprunt servira à rembourser aux gouvernements participant à la garantie spéciale et à la garantie ordinaire, avec les intérêts correspondants, les sommes qu'ils auront fournies pour faire face aux manquements dans le service de l'emprunt et qui ne leur auront pas été remboursées. Chaque gouvernement aura droit au remboursement de la somme versée par lui en qualité de garant ordinaire, augmentée des intérêts composés, au taux mentionné à l'article 21, à partir de la date du versement effectué par lui auprès des commissaires fiduciaires. Chaque gouvernement participant à la garantie spéciale aura droit, en outre, à recevoir la somme versée en sus de celle dont il était redevable à titre de garant ordinaire, ainsi que sa part de tous intérêts imputables à d'autres gouvernements, conformément à l'article 19. Sera effectué en premier lieu le remboursement, aux gouvernements participant à la garantie spéciale, des sommes versées par eux en sus de celles dont ils étaient redevables en qualité de garants ordinaires et les sommes dues pour des manquements antérieurs seront remboursées intégralement avant qu'un paiement quelconque soit effectué en ce qui concerne des manquements plus récents. Sous réserve des dispositions susmentionnées, les remboursements seront effectués proportionnellement aux sommes dues aux divers gouvernements.

3. Un remboursement effectué au profit des gouvernements participant à la garantie spéciale qui sont visés par le paragraphe 2 annulera, dans une proportion correspondante, les créances de ces gouvernements vis-à-vis des autres gouvernements participant à la garantie ordinaire ou à la garantie spéciale. Les commissaires fiduciaires détermineront le montant des dettes éteintes ou réduites et aviseront les gouvernements intéressés.

Article 21.

L'intérêt composé prévu par les articles 19 et 20 sera calculé par semestre et à un taux qui dépassera de un pour cent le taux de l'intérêt payable sur l'emprunt garanti, ou, si l'emprunt a été émis en plusieurs séries, sur la série particulière dans le service de laquelle le manquement s'est produit.

Article 22.

Toutes les questions relatives à l'exécution des articles 16 à 21 inclusivement seront réglées par les commissaires fiduciaires. Toutefois, tout gouvernement intéressé pourra interjeter appel par-devant le Conseil de la Société des Nations, dont la décision sera définitive. L'appel au Conseil ne suspendra pas l'exécution de la décision des commissaires fiduciaires.

GARANTIES D'ETATS NON MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Article 23.

Le Conseil de la Société des Nations, avec le consentement des gouvernements qui sont intéressés à un emprunt en qualité de garants spéciaux, peut accepter l'offre formulée par un Etat non membre de la Société en vue de participer à la garantie du service annuel d'un emprunt déterminé que le Conseil décide d'autoriser par application de la présente Convention. L'acceptation de cette offre n'entraînera pas, pour les gouvernements, soit à titre de garants ordinaires, soit à titre de garants spéciaux, l'obligation d'effectuer des paiements plus considérables que ceux dont ils auraient été redevables si l'Etat non membre n'avait pas convenu de participer à la garantie.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 24.

Les commissaires fiduciaires, s'ils reçoivent du Conseil de la Société des Nations des instructions à cet effet, suspendront tous les versements qui doivent être effectués, soit au gouvernement ou aux habitants d'un territoire auquel les sanctions financières prévues à l'article 16 du Pacte sont devenues applicables, soit au profit dudit gouvernement et desdits habitants ; les sommes retenues par les commissaires fiduciaires, ainsi que les intérêts qu'elles auront pu porter, seront payables dès que le Conseil estimera que le maintien desdites sanctions n'est plus justifié.

Article 25.

Les gouvernements participant à la garantie ordinaire ou à la garantie spéciale s'engagent à faciliter d'une manière aussi complète que possible l'émission des emprunts autorisés conformément à la présente Convention, tant en ouvrant leur marché financier à ces emprunts qu'en s'abstenant de toute mesure susceptible de compromettre l'efficacité de l'assistance financière faisant l'objet de la présente Convention.

Article 26.

Aux fins de la présente Convention, le franc-or représentera une valeur monétaire équivalent à 0,322581 grammes ou à 4,97818 grains d'or fin au titre de 9/10e.

Article 27.

Tous les différends relatifs à l'interprétation ou au mode d'application de la présente Convention seront réglés par décision du Conseil de la Société des Nations.

Article 28.

1. Les décisions du Conseil, en vertu des articles 1 ou 2 ou celles prononçant la suspension de l'emprunt prévue par l'article 15, alinéa 3, seront prises à l'unanimité des Membres représentés à la réunion, le vote des représentants des parties au différend ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité.

2. Toutes les autres décisions du Conseil en vertu de la présente Convention seront prises à la simple majorité des voix des Membres représentés à la réunion, le vote des représentants des parties au différend ne comptant pas dans le calcul.

3. Un Membre de la Société qui n'est pas Membre du Conseil ne pourra revendiquer le droit de siéger au Conseil lorsque celui-ci discutera des questions soulevées par la présente Convention, pour la seule raison qu'il est garant ordinaire ou garant spécial aux termes de la présente Convention.

Article 29.

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme portant atteinte aux droits et obligations résultant, pour les Hautes Parties contractantes, des stipulations de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations.

CLAUSES FINALES.

Article 30.

1. La présente Convention, dont le texte français et le texte anglais feront également foi, portera la date de ce jour. Elle pourra, jusqu'au 31 décembre 1931, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera réception à tous les Membres de la Société.

Article 31.

A partir du 1er janvier 1932, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre de la Société des Nations. Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera réception à tous les Membres de la Société.

Article 32.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'à condition que les ratifications ou adhésions reçues aient eu pour effet de faire couvrir par des garanties ordinaires et également par les garanties spéciales d'au moins trois gouvernements une somme d'au moins 50 millions de francs-or pour le service annuel des emprunts.

Article 33.

1. La présente Convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle les conditions stipulées à l'article 32 seront remplies, et sous réserve des dispositions de l'article 35.

2. Le Secrétaire général procédera aux calculs nécessaires en vue de l'application de l'article 32 et notifiera l'entrée en vigueur de la Convention à tous les Membres de la Société.

3. A l'égard de chacun des Membres de la Société des Nations au nom duquel des ratifications ou des adhésions seront ultérieurement déposées, la Convention prendra effet le jour où l'instrument de ratification ou d'adhésion sera déposé auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le montant maximum total couvert par les garanties ordinaires, conformément à l'article 7, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention, et toute augmentation ultérieure de ce montant résultant d'une nouvelle ratification ou adhésion, seront notifiés à tous les Membres de la Société par le Secrétaire général.

Article 34.

Sous réserve des conditions stipulées à l'article 35, les dispositions suivantes s'appliqueront :

1. La présente Convention sera conclue pour une durée allant jusqu'à la fin de l'année 1945.

2. Elle demeurera en vigueur pour de nouvelles périodes successives de cinq années en ce qui concerne les Hautes Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée au moins deux ans avant l'expiration de la période en cours.

3. La dénonciation sera effectuée par une note écrite déposée auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera réception à tous les Membres de la Société. Une dénonciation pourra s'appliquer seulement à une garantie du gouvernement d'un territoire particulier d'une Haute Partie contractante.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, la Convention cessera d'être en vigueur, dans la mesure où elle s'applique à l'autorisation de nouveaux emprunts, à la fin de la période primitive pour laquelle elle a été conclue ou de toute période successive pendant laquelle elle demeurera en vigueur, si, à cette date, par suite de dénonciations ou des effets du paragraphe 7 ci-après, la somme annuelle à laquelle s'élèvent les garanties ordinaires se trouve réduite à moins de 50 millions de francs-or, ou si le nombre des gouvernements participant à la garantie spéciale est devenu inférieur à trois.

5. *a)* Les obligations de tout gouvernement relativement à des emprunts déjà autorisés en vertu de la présente Convention ne seront pas affectées par la dénonciation de la Convention ou par le fait qu'elle cessera d'être en vigueur dans les conditions prévues au paragraphe 4 ci-dessus ou à l'article 35.

b) Le Conseil de la Société des Nations et les Commissaires fiduciaires continueront à exercer, en ce qui concerne des emprunts déjà autorisés, toutes les fonctions qui leur sont attribuées par la présente Convention, jusqu'à ce que ces emprunts aient été remboursés en totalité.

6. Si les ratifications ou adhésions nécessaires pour que la présente Convention puisse entrer en vigueur ne sont pas déposées avant la fin de l'année 1935, le Conseil de la Société des Nations convoquera une conférence pour examiner la situation.

7. Le fait qu'un Etat cesse d'être Membre de la Société des Nations aura pour effet de mettre fin, à la date à laquelle le retrait ou l'exclusion deviennent effectifs, à tous les droits et toutes les obligations du gouvernement intéressé, en vertu de la présente Convention, à l'exception des obligations qui lui incombent déjà du fait de l'autorisation antérieure d'un emprunt, en application de la Convention.

Article 35.

1. L'entrée en vigueur de la présente Convention et son maintien en vigueur en ce qui concerne l'autorisation de nouveaux emprunts seront subordonnés, à l'égard de chacune des Hautes Parties contractantes, respectivement à l'entrée et au maintien en vigueur à l'égard de cette Partie d'un plan de réduction des armements adopté en application de l'article 8 du Pacte de la Société des Nations.

2. Nonobstant les dispositions des articles 1, 2 et 14, si, après le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du plan visé ci-dessus, une Haute Partie contractante ne se conforme pas aux obligations résultant pour elle de ce plan, elle ne pourra bénéficier de l'assistance financière prévue à la présente Convention.

Article 36.

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations le jour de son entrée en vigueur.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève le deux octobre mil neuf cent trente en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société.

Annexe I.

FORME DES BONS DE GARANTIE ORDINAIRE.

EMPRUNT DU GOUVERNEMENT ..... garanti en vertu de la Convention d'assistance financière conclue à ..... le .....

Emission de ..... (spécifier les délais de l'émission) ....

BON DE GARANTIE ORDINAIRE DU GOUVERNEMENT .....

ATTENDU que, sous réserve des dispositions de la Convention d'assistance financière susmentionnée, le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... est un garant ordinaire des emprunts autorisés et contractés conformément à ladite Convention ;

ATTENDU que les commissaires fiduciaires prévus dans ladite Convention ont certifié audit gouvernement que le Gouvernement ..... (nom du gouvernement emprunteur) ..... a conclu un contrat qui a été dûment approuvé et certifié, ainsi qu'il est prescrit par ladite Convention, pour l'émission de ..... (indiquer les détails de l'émission) .... qui constitue une partie (la totalité) d'un emprunt autorisé par le Conseil de la Société des Nations en vertu de ladite Convention et jouissant de la garantie ordinaire du Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) .....

ET ATTENDU que les commissaires fiduciaires susmentionnés ont certifié au Gouvernement .... (nom du gouvernement garant) ..... que : *a)* le montant total de chaque versement dû au titre de l'émission par le contrat mentionné ci-dessus, et *b)* la somme maximum dont le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... peut être redevable à titre de garant ordinaire en ce qui concerne chacun de ces paiements, sont respectivement les sommes indiquées dans les colonnes A et B des parties I et II du tableau reproduit ci-après :

EN CONSÉQUENCE, le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... reconnaît qu'il a garanti chacun desdits paiements jusqu'à concurrence de ses obligations à titre de garant ordinaire, telles qu'elles sont indiquées dans ledit tableau ; sur présentation par les commissaires fiduciaires susmentionnés ou en leur nom de l'un des coupons attachés au présent bon à ..... (indiquer le lieu de présentation) ..... conformément aux dispositions de la Convention, il versera immédiatement au porteur ou suivant les instructions des commissaires fiduciaires, en ..... (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est libellé) .... la somme, ne dépassant pas le maximum payable à ce titre, que les commissaires fiduciaires certifient être due sur le coupon pour combler un déficit dans les fonds prévus pour assurer le paiement auquel se rapporte le coupon.

TABLEAU DES PAIEMENTS AU TITRE DES INTÉRÊTS ET DE L'AMORTISSEMENT ET DES OBLIGATIONS MAXIMUMS CORRESPONDANTES RÉSULTANT DE LA GARANTIE ORDINAIRE DU GOUVERNEMENT.....

.....

Partie I. — Paiements au titre des intérêts.

Date d'échéance des intérêts.	A Montant total du paiement.	B Obligation maximum du Gouvernement ..... en sa qualité de garant ordinaire.
.....	.....	.....

Partie II. — Paiements au titre de l'amortissement.

Date d'échéance de l'amortissement.	A Montant total du paiement.	B Obligation maximum du Gouvernement .....en sa qualité de garant ordinaire.
.....	.....	.....

(Date) ..... *(Signature)* .....

FORME DU COUPON D'INTÉRÊT ATTACHÉ AU BON DE GARANTIE ORDINAIRE.

EMPRUNT DU GOUVERNEMENT ..... garanti en vertu de la Convention d'assistance financière, conclue à ..... le .....

Emission de ..... (indiquer les détails de l'émission) .....

COUPON représentant la somme payable par le Gouvernement ..... en sa qualité de garant ordinaire en ce qui concerne le versement au titre des intérêts dus le .... (date d'échéance de l'intérêt) .....

Sur présentation du présent coupon dans les vingt jours précédant le ..... (date d'échéance des intérêts) ..... à ..... (lieu de présentation) ..... par les commissaires fiduciaires prévus dans la Convention susmentionnée ou en leur nom, le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... paiera au porteur, ou conformément aux instructions des commissaires fiduciaires, en ..... (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est émis) ..... la somme ne dépassant pas .... (montant de l'obligation maximum du gouvernement à titre de garant ordinaire) ..... qui, ainsi qu'il est certifié ci-après, est devenue payable sur ce coupon.

(Signature) .....

Certificat des commissaires fiduciaires.

Nous certifions que la somme de ..... est devenue payable sur ce coupon pour combler un déficit de ..... dans les fonds prévus pour assurer le paiement des intérêts auxquels ce coupon se rapporte.

(Date) ..... *(Signature)* .....

FORME DU COUPON D'AMORTISSEMENT ATTACHÉ AU BON DE GARANTIE ORDINAIRE.

EMPRUNT DU GOUVERNEMENT ..... garanti en vertu de la Convention d'assistance financière conclue à ..... le .....

Emission de ..... (indiquer les détails de l'émission) .....

COUPON représentant la somme payable par le Gouvernement ..... en sa qualité de garant ordinaire en ce qui concerne le versement au titre de l'amortissement dû le .... (date d'échéance de l'amortissement) .....

Sur présentation du présent coupon dans les vingt jours précédant le ..... (date d'échéance de l'amortissement) ..... à ..... (lieu de présentation) ..... par les commissaires fiduciaires prévus dans la Convention susmentionnée ou en leur nom, le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... paiera au porteur, ou conformément aux instructions des commissaires fiduciaires, en ..... (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est émis) ..... la somme ne dépassant pas ..... (montant de l'obligation maximum du gouvernement à titre de garant ordinaire) ..... qui, ainsi qu'il est certifié ci-après, est devenue payable sur ce coupon.

(Signature) .....

Certificat des commissaires fiduciaires.

Nous certifions que la somme de ..... est devenue payable sur ce coupon pour combler un déficit de ..... dans les fonds prévus pour assurer le paiement de l'amortissement auquel ce coupon se rapporte.

(Date) ..... *(Signature)* .....

Annexe II.

FORME DES BONS DE GARANTIE SPÉCIALE.

EMPRUNT DU GOUVERNEMENT ..... garanti en vertu de la Convention d'assistance financière conclue à ..... le .....

Emission de ..... (spécifier les détails de l'émission) ....

BON DE GARANTIE SPÉCIALE DU GOUVERNEMENT .....

ATTENDU que, sous réserve des dispositions de la Convention d'assistance financière susmentionnée, le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... est un garant spécial des emprunts autorisés et contractés conformément à ladite Convention ;

ATTENDU que les commissaires fiduciaires prévus dans ladite Convention ont certifié audit gouvernement que le Gouvernement ..... (nom du gouvernement emprunteur) ..... a conclu un contrat qui a été dûment approuvé et certifié, ainsi qu'il est prescrit par ladite Convention, pour l'émission de ..... (indiquer les détails de l'émission) .... qui constitue une partie (la totalité) d'un emprunt autorisé par le Conseil de la Société des Nations en vertu de ladite Convention et jouissant de la garantie spéciale du Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) .....

ET ATTENDU que les commissaires fiduciaires susmentionnés ont certifié au Gouvernement .... (nom du gouvernement garant) ..... que : *a)* le montant total de chaque versement dû au titre de l'émission prévue par le contrat mentionné ci-dessus, et *b)* la somme maximum dont le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... peut être redevable à titre de garant ordinaire en ce qui concerne chacun de ces paiements, et *c)* la somme maximum dont ledit Gouvernement peut être redevable à titre de garant spécial en ce qui concerne chacun de ces paiements, sont respectivement les sommes indiquées dans les colonnes A, B et C des parties I et II du tableau reproduit ci-après :

EN CONSÉQUENCE, le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... reconnaît qu'il a garanti chacun desdits paiements jusqu'à concurrence de ses obligations à titre de garant spécial, telles qu'elles sont indiquées dans ledit tableau ; sur présentation par les commissaires fiduciaires susmentionnés ou en leur nom de l'un des coupons attachés au présent bon, à ..... (indiquer le lieu de présentation) ..... conformément aux dispositions de la Convention, il versera immédiatement au porteur ou suivant les instructions des commissaires fiduciaires, en ..... (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est libellé) ..... la somme, ne dépassant pas le maximum payable à ce titre, que les commissaires fiduciaires certifient être due sur le coupon pour combler un déficit dans les fonds prévus pour assurer le paiement auquel se rapporte le coupon.

TABLEAU DES PAIEMENTS AU TITRE DES INTÉRÊTS ET DE L'AMORTISSEMENT ET DES OBLIGATIONS MAXIMUMS CORRESPONDANTES RÉSULTANT DE LA GARANTIE SPÉCIALE DU GOUVERNEMENT.....

.....

Partie I. — Paiements au titre des intérêts.

	A	B	C
Date d'échéance des intérêts	Montant total du paiement	Obligation maximum du Gouvernement ..... en sa qualité de garant ordinaire	Obligation maximum du Gouvernement ..... à titre de garant spécial (c'est-à-dire obligation à titre de garant ordinaire plus la somme additionnelle simultanément garantie)
.....	.....	.....	.....

Partie II. — Paiements au titre de l'amortissement.

	A	B	C
Date d'échéance de l'amortissement	Montant total du paiement	Obligation maximum du Gouvernement ..... en sa qualité de garant ordinaire	Obligation maximum du Gouvernement ..... à titre de garant spécial (c'est-à-dire obligation à titre de garant ordinaire plus la somme additionnelle simultanément garantie)
.....	.....	.....	.....

(Date) ..... *(Signature)* .....

FORME DU COUPON D'INTÉRÊT ATTACHÉ AU BON DE GARANTIE SPÉCIALE.

EMPRUNT DU GOUVERNEMENT ..... garanti en vertu de la Convention d'assistance financière, conclue à ..... le .....

Emission de ..... (indiquer les détails de l'émission) .....

COUPON représentant la somme payable par le Gouvernement ..... en sa qualité de garant spécial en ce qui concerne le versement au titre des intérêts dus le .... (date d'échéance de l'intérêt) .....

Sur présentation du présent coupon dans les vingt jours précédant le ..... (date d'échéance des intérêts) ..... à ..... (lieu de présentation) ..... par les commissaires fiduciaires prévus dans la Convention susmentionnée ou en leur nom, le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... paiera au porteur, ou conformément aux instructions des commissaires fiduciaires, en ..... (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est émis) ..... la somme ne dépassant pas ..... (montant de l'obligation maximum du gouvernement à titre de garant spécial) ..... qui, ainsi qu'il est certifié ci-après, est devenue payable sur ce coupon.

(Signature) .....

Certificat des commissaires fiduciaires.

Nous certifions que la somme de ..... sur laquelle le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... est redevable de ..... à titre de garant

ordinaire et dont le solde, à savoir ..... constitue la somme additionnelle simultanément garantie, est devenue payable sur le présent coupon pour combler un déficit de ..... dans les fonds prévus pour assurer le paiement des intérêts auxquels ce coupon se rapporte.

(Date) ..... *(Signature)* .....

FORME DU COUPON D'AMORTISSEMENT ATTACHÉ AU BON DE GARANTIE SPÉCIALE.

EMPRUNT DU GOUVERNEMENT .....
garanti en vertu de la Convention d'assistance financière conclue à .....
le .....
Emission de ..... (indiquer les détails de l'émission) .....
COUPON représentant la somme payable par le Gouvernement .....
en sa qualité de garant spécial en ce qui concerne le versement au titre de l'amortissement dû le .....
..... (date d'échéance de l'amortissement) .....

Sur présentation du présent coupon dans les vingt jours précédant le .....
(date d'échéance de l'amortissement) ..... à ..... (lieu de présentation) ..... par les commissaires fiduciaires prévus dans la Convention susmentionnée ou en leur nom, le Gouvernement ..... (nom du gouvernement garant) ..... paiera au porteur, ou conformément aux instructions des commissaires fiduciaires, en ..... (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est émis) ..... la somme ne dépassant pas .....
(montant de l'obligation maximum du gouvernement à titre de garant spécial) .....
qui, ainsi qu'il est certifié ci-après, est devenue payable sur ce coupon.

(Signature) .....

Certificat des commissaires fiduciaires.

Nous certifions que la somme de ..... sur laquelle le Gouvernement .....
(nom du gouvernement garant) ..... est redevable de ..... à titre de garant ordinaire et dont le solde, à savoir ..... constitue la somme additionnelle simultanément garantie, est devenue payable sur le présent coupon pour combler un déficit de ..... dans les fonds prévus pour assurer le paiement de l'amortissement auquel ce coupon se rapporte.

(Date) ..... *(Signature)* .....

---

4. COMMUNICATIONS INTÉRESSANT LE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN TEMPS DE CRISE.

A. *Régime des aéronefs.*

L'Assemblée,

Rappelant que les Membres de la Société des Nations ont l'obligation de faciliter de tous leurs moyens le fonctionnement de la Société ;

Considérant que l'utilisation des moyens de transport aériens peut être nécessaire en temps de crise pour donner à l'action pacifique de la Société des Nations la plus grande rapidité possible ;

Adopte la résolution suivante :

1. Il est nécessaire que les Membres de la Société, pour s'acquitter de l'obligation ci-dessus mentionnée, accordent aux aéronefs assurant des communications aériennes intéressant le fonctionnement de la Société toutes les facilités de navigation et de survol que comporte l'exercice de leurs missions, ces aéronefs jouissant, d'une part, de tous les droits accordés par le régime conventionnel le plus favorable

aux aéronefs d'Etat autres que les aéronefs militaires, de douane ou de police, et, d'autre part, n'étant astreints à aucun moment aux restrictions exceptionnelles et temporaires pouvant être apportées à la navigation aérienne.

2. Les conditions dans lesquelles seront octroyées par les divers Etats les facilités prévues au paragraphe précédent seront fixées à l'avance par chacun des gouvernements intéressés, après entente avec le Secrétaire général de la Société. Seront notamment fixés à l'avance les règles et les itinéraires normaux à suivre, ainsi que la procédure prévue pour notifier sans délai au Secrétaire général des dérogations éventuelles à ces règles ou à ces itinéraires.

3. Les aéronefs effectuant des communications aériennes qui intéressent le fonctionnement de la Société des Nations jouiront des plus grandes facilités possibles en ce qui concerne, soit le contrôle, soit les itinéraires à suivre.

4. Doivent être considérés comme aéronefs assurant des communications aériennes intéressant le fonctionnement de la Société des Nations, au sens de la présente résolution, les aéronefs affectés en permanence ou temporairement, soit au transport des agents de la Société ou des personnes chargées par elle d'une mission spéciale, soit au transport du courrier de la Société, soit au transport des représentants officiels des Etats membres de la Société ou des délégations au Conseil, aux Assemblées et conférences de la Société, ainsi qu'au courrier de ces représentants ou délégations.

5. Le Secrétaire général devra tenir un état des aéronefs visés à l'article précédent ; il communiquera à tous les Membres de la Société des Nations ledit état, ainsi que les modifications éventuelles qu'il subirait.

En cas d'urgence, ces communications seraient faites télégraphiquement aux Etats intéressés.

6. Toutes les dispositions de détail relatives aux conditions d'inscription, à la communication des inscriptions et radiations d'inscriptions, aux marques d'identification des aéronefs qui devront indiquer leur affectation au service de la Société des Nations, aux brevets et licences pour le personnel de bord et aux autres documents généralement prescrits par convention internationale, seront fixées par le Conseil de la Société des Nations, après consultation des organismes compétents et étant entendu que les certificats de navigabilité, les brevets et licences pour le personnel de bord et autres documents généralement prescrits devront être délivrés ou rendus exécutoires par un Etat, conformément à sa législation. Il en sera de même, dans les cas où le Conseil en reconnaîtrait la nécessité, de toutes dispositions relatives aux aéronefs affectés au service exclusif de la Société des Nations qui ne seraient immatriculés dans aucun Etat.

7. Dans le cas où des aéronefs assurant des communications aériennes intéressant le fonctionnement de la Société des Nations seraient appelés à survoler un Etat, le Secrétaire général de la Société donnera à cet Etat, en temps et par les moyens opportuns, avis des marques d'identification desdits aéronefs, de l'itinéraire prévu et de la composition de l'équipage, et, toutes les fois que ce sera possible, il fera connaître à l'avance l'identité des personnes à bord, l'équipage et les personnes transportées devant être munis de documents certifiant leur qualité et leur mission.

8. Il est nécessaire que, au cas où les aéronefs mentionnés ci-dessus se trouveraient en difficulté, les Etats survolés prêtent assistance aux équipages et aux personnes à bord, en vue d'assurer, si possible, la continuation du transport aérien et, en tout cas, l'accomplissement de la mission par les moyens les plus rapides.

9. Tout Etat conservera la liberté de s'opposer au survol de tout ou partie de son territoire par des aéronefs immatriculés dans un autre Etat ou montés par un équipage d'une nationalité étrangère, lorsque l'interdiction d'un tel survol lui paraîtrait nécessaire pour des raisons de sécurité nationale. Il est nécessaire que, dans ce cas, toutes mesures soient prises par cet Etat pour assurer, avec le maximum de rapidité, le transbordement des passagers sur un aérodrome ou en un point frontière, ainsi que la continuation du transport aérien selon les modalités qui devraient être fixées au cours des pourparlers prévus ci-dessous.

10. Le Secrétaire général de la Société des Nations, en vue de l'application des dispositions ci-dessus, engagera immédiatement les pourparlers qui seraient nécessaires avec les gouvernements des Etats membres de la Société des Nations et rendra compte à la prochaine Assemblée des mesures prises pour l'exécution de la présente résolution.

11. La présente résolution ne peut pas être interprétée comme préjugeant d'aucune manière la question de l'opportunité pour la Société des Nations de disposer d'aéronefs lui appartenant.

B. *Régime des transports automobiles.*

L'Assemblée,

Rappelant que les Membres de la Société des Nations ont l'obligation de faciliter de tous leurs moyens le fonctionnement de la Société :

Adopte la résolution suivante :

1. Il est nécessaire que les Membres de la Société, pour s'acquitter de l'obligation ci-dessus mentionnée, accordent à la circulation des véhicules automobiles effectuant des transports intéressant le fonctionnement de la Société en temps de crise toutes facilités, en mettant à leur disposition, autant qu'il est possible, un représentant officiel du pays, susceptible de faciliter le voyage, le choix définitif de l'itinéraire appartenant à l'autorité du pays traversé.

2. Doivent être considérés comme véhicules automobiles effectuant des transports intéressant le fonctionnement de la Société des Nations, les véhicules automobiles affectés soit au transport des agents de la Société ou des personnes chargées par elle d'une mission spéciale, soit au transport du courrier de la Société, soit au transport des représentants officiels des Etats membres de la Société ou des délégations au Conseil, aux Assemblées et conférences de la Société, ainsi qu'au courrier de ces représentants ou délégations.

3. Les véhicules automobiles ci-dessus définis porteront une marque d'identification spéciale, soit plaque « S. D. N. », soit fanion. Le conducteur et les personnes transportées devront être munis de pièces officielles établissant leur qualité et leur mission, et signées par le Secrétaire général de la Société ou en son nom, ou par le ministre des Affaires étrangères du pays qui envoie la mission ou en son nom. Le conducteur sera, d'autre part, muni d'une pièce fournie par l'autorité du pays de départ du véhicule indiquant la destination du véhicule et l'itinéraire proposé.

4. Le Secrétaire général de la Société communiquera télégraphiquement au gouvernement du pays à traverser l'endroit où la frontière doit être franchie, ainsi que le lieu de destination. Il s'efforcera d'indiquer l'heure de franchissement de la frontière, ainsi que les noms du conducteur et des personnes transportées.

5. Dans les cas où l'automobile se trouverait en difficulté pour continuer son voyage, par suite d'accident ou d'incidents de route, ou dans le cas où le voyage automobile commencerait dans un pays comme prolongement d'un voyage commencé par un autre moyen de transport, il est nécessaire que les gouvernements s'efforcent de mettre à la disposition des missions un véhicule approprié et le personnel de conduite nécessaire, ce véhicule étant considéré, dès son affectation à cette mission, comme véhicule effectuant un transport intéressant la Société des Nations.

6. Les véhicules ci-dessus mentionnés devront être munis des pièces de circulation réglementaires. Les gouvernements seront priés toutefois de leur laisser libre passage, même en l'absence de documents douaniers.

7. Le Secrétaire général de la Société des Nations, en vue de l'application des dispositions ci-dessus, engagera immédiatement les pourparlers qui pourraient être nécessaires avec les gouvernements des Etats membres de la Société et rendra compte à la prochaine Assemblée des mesures prises pour l'exécution de la présente résolution.

[*Résolutions adoptées le* 30 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

5. Amendement proposé a l'article 18 du pacte de la Société des Nations.

L'Assemblée décide de ne pas retenir cette proposition.

[*Résolution adoptée le* 30 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

VI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

1. Questions financières.

1. L'Assemblée, en vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, arrête définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le onzième exercice financier, clos le 31 décembre 1929.

2. L'Assemblée,

En vertu de l'article 17 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations :

Arrête, pour l'exercice 1931, le budget général de la Société des Nations — du Secrétariat et des organisations spéciales de la Société, de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale — s'élevant, y compris les crédits supplémentaires, à la somme totale de 31.637.501 francs-or ;

Et décide que les budgets précités seront publiés dans le *Journal Officiel*.

3. L'Assemblée adopte les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen, sauf en ce qui concerne la demande de crédit présentée par la deuxième Commission pour l'enquête sur les causes de la dépression économique actuelle.

4. L'Assemblée,

Approuvant le rapport du Comité spécial de cinq membres (document A.55.1930) relatif à la construction des nouveaux bâtiments, fixe à 23.633.150 francs le crédit pour la construction de la salle des Assemblées et du bâtiment du Secrétariat :

Charge la Commission de contrôle d'étudier, à l'avenir, toutes les questions financières qui pourraient se poser à l'occasion des nouveaux bâtiments.

5. L'Assemblée nomme à la Commission de contrôle, comme membres titulaires pour la période se terminant le 31 décembre 1933 : M. Stefan Osuský et M. Jean Réveillaud ; comme membres suppléants pour la période se terminant le 31 décembre 1932 : M. Jean de Modzelewski et M. Georges de Ottlik.

6. L'Assemblée adopte les conclusions du rapport de la quatrième Commission (document A.84.1930.X)[1].

[*Résolutions adoptées le* 3 *octobre* 1930 *(après-midi).*]

2. Organisation du Secrétariat, du Bureau international du Travail et du Greffe de la Cour permanente de Justice internationale.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport présenté par la Commission d'étude désignée ci-dessus comme la Commission des treize (document A.16.1930) qui avait été

---

[1] Le rapport de la quatrième Commission contenait aussi la résolution suivante :

[2] L'Assemblée, rappelant les résolutions 3 et 4 de la dixième Assemblée, invite l'Organisation internationale pour les réfugiés à préparer et à soumettre en 1931 à la douzième Assemblée un plan méthodique en vue de liquider l'Organisation des réfugiés à une date qui ne sera pas postérieure au 31 décembre 1939. »

nommée par la dernière Assemblée, afin d'étudier les mesures les plus appropriées pour assurer à l'avenir, comme il a été assuré par le passé, le meilleur rendement possible de l'administration au Secrétariat, au Bureau international du Travail et au Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ;

Ayant examiné les exposés séparés présentés par quelques membres de cette Commission et annexés au rapport de ladite Commission ;

Ayant étudié le rapport soumis par le Secrétaire général à la Commission des treize, ainsi que les notes du Secrétaire général, du Directeur du Bureau international du Travail et du Greffier de la Cour permanente de Justice internationale sur les conséquences financières des propositions contenues dans le rapport de la Commission ;

1° Approuve les obligations générales du personnel telles qu'elles sont prévues au chapitre 1er de la deuxième partie du rapport de la Commission des treize, avec les modifications proposées par la quatrième Commission ;

2° Approuve les règles relatives à la durée des engagements du personnel prévues au chapitre 2 de la deuxième partie du rapport de la Commission des treize, avec les modifications proposées par la quatrième Commission ;

3° Charge le Secrétaire général d'introduire, dans le Statut du personnel, les modifications résultant du présent rapport et approuvées par la quatrième Commission ;

4° Invite le Secrétaire général à modifier le Statut conformément aux propositions de la quatrième Commission et le prie de communiquer le nouveau Statut à la prochaine Assemblée ;

5° Prend acte des déclarations du Directeur du Bureau international du Travail et du Greffier de la Cour permanente de Justice internationale, d'après lesquelles ils procéderont, dans les mêmes délais, pour leurs organisations respectives, à l'adaptation des principes arrêtés par la quatrième Commission ;

6° Approuve le Règlement (document A.25 (1).1930.X) établissant un système de pensions pour le personnel et charge le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour en assurer l'application à la date du 1er janvier 1931[1] ;

7° Prie le Bureau de l'Assemblée de nommer une commission de..... membres[2] chargée d'étudier le maintien ou la suppression, l'augmentation ou la diminution des postes de sous-secrétaires généraux, ainsi que les conséquences qui en résulteraient. A cette commission seront également renvoyées toutes les questions connexes qu'au cours de ses travaux la Commission a cru devoir ajourner. Cette commission sera priée d'établir

---

[1] L'article 3 du Règlement établissant un système de pensions pour le personnel, qui a été adopté par l'Assemblée le 3 octobre 1930, stipule que l'Assemblée élira trois membres et trois membres suppléants du Conseil d'administration.

L'Assemblée a décidé, le 4 octobre 1930, de nommer les membres suivants :

Membres : M. Hoel.
M. Radulesco.
M. Rappard.

Membres suppléants : Mme Kluyver.
M. Sean Lester;
M. de Modzelewski.

[2] La Commission nommée le 3 octobre 1930, par le Bureau de l'Assemblée, conformément à la résolution ci-dessus, se compose des membres suivants :

Le comte Carton de Wiart *(président)*.
Le comte Bernstorff.
M. Botella.
M. Cahen-Salvador.
Le vicomte Cecil of Chelwood.
Sir Atul Chatterjee.
M. Costa du Rels.
M. Gallavresi.
M. Hambro.
Mme Kluyver.
M. Mushakoji.
M. Osuský.
M. Sokal.

un rapport pour le 1er mai 1931 au plus tard, afin que les conclusions puissent en être examinées en temps utile par les gouvernements des Etats membres de la Société des Nations, et soumises à la prochaine Assemblée ;

8° Approuve le présent rapport (document A.86.1930.X) et en adopte les conclusions.

[*Résolution adoptée le* 3 *octobre* 1930 *(après-midi).*]

3. Amendement a l'alinéa 3 de l'article premier du Règlement financier et renouvellement partiel de la Commission de contrôle.

L'Assemblée,

1. Adopte le rapport de la quatrième Commission (document A.62.1930.X) sur l'amendement à l'alinéa 3 de l'article premier du Règlement financier.

2. Adoptant le rapport de la Commission de contrôle (document A.53.1930.X) sur le renouvellement partiel des membres de la Commission, prie la quatrième Commission, statuant au scrutin secret, de soumettre à l'Assemblée les noms de deux personnes devant remplir les fonctions de membres titulaires de la Commission jusqu'au 31 décembre 1933 et les noms de deux personnes devant remplir les fonctions de membres suppléants de la Commission jusqu'au 31 décembre 1932 [1].

[*Résolution adoptée le* 30 *septembre* 1930 *(matin).*]

4. Contributions arriérées.

L'Assemblée ;

Prend acte des mesures prises par le Secrétaire général en vue de recouvrer les arriérés ;

Autorise le Secrétaire général à accepter le règlement des arriérés de la Chine par annuités égales réparties sur une période de vingt années ;

Invite le Secrétaire général à soumettre au Conseil, avant la prochaine Assemblée, un rapport détaillé sur la situation en ce qui concerne les contributions arriérées.

[*Résolution adoptée le* 3 *octobre* 1930 *(matin).*]

---

[1] On trouvera leurs noms à la page 41

VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles

I. L'Assemblée,

Vivement préoccupée de l'énorme trafic illicite de drogues nuisibles dans les différentes parties du monde ;

Rappelant les mesures qui ont été préconisées maintes fois par la Commission consultative, tendant à une enquête sur les cas de trafic illicite en vue de la communication des renseignements obtenus, en vue aussi d'une assistance réciproque de la part des autorités d'enquête des différents pays et de la transmission de renseignements très complets à la Société des Nations ;

Rappelant aussi que ces mesures ont été adoptées à l'unanimité par le Conseil et l'Assemblée ;

Frappée du fait que lesdites mesures ne sont pas dans tous les cas entièrement appliquées par les gouvernements :

Charge le Secrétaire général d'inviter les gouvernements des Etats membres et non membres de la Société, afin que la Société et les gouvernements intéressés puissent de concert établir un plan effectif pour la suppression du trafic illicite, à prendre les mesures suivantes :

a) Les gouvernements des Etats où les recommandations de la Société des Nations ne sont pas encore pleinement appliquées devraient reviser les dispositions en vigueur dans leur pays par tous les moyens propres à assurer l'application effective des mesures recommandées ;

b) Si ces mesures n'ont pas encore été prises, une enquête approfondie, portant sur les trois dernières années, devrait être faite, et des renseignements complets devraient être communiqués au Secrétaire général, si possible dans un délai de trois mois, en ce qui concerne les questions suivantes :

1. Nature et quantité des drogues qui font l'objet du trafic illicite ;

2. Origine des drogues, marques, étiquettes, etc. ;

3. Moments et endroits où les drogues sont détournées dans le trafic illicite ;

4. Lieux où les drogues ont été expédiées ou réexpédiées et noms des expéditeurs ou agents d'expédition ;

5. Destination ou adresse des destinataires ;

6. Méthodes employées et routes suivies par les contrebandiers et noms des navires le cas échéant ;

7. Saisies effectuées sur le territoire des gouvernements respectifs qui présentent de l'importance, soit en raison de la quantité des substances en question, soit en raison des indications que ces saisies fournissent sur le fonctionnement du système de contrôle administratif ;

8. Mesures prises par les gouvernements dans chaque cas de saisie en ce qui concerne les personnes impliquées et, en particulier, celles qui possèdaient des autorisations ou des licences, sanctions appliquées et manière dont on dispose des drogues saisies ;

9. Tous autres renseignements qui pourraient aider à la suppression du trafic illicite.

De plus, l'Assemblée charge la Commission consultative d'étudier, en vue de faire rapport au Conseil, la question de savoir si les gouvernements devraient être priés d'indiquer, pour autant que cela est possible, soit dans leurs rapports annuels, soit au moyen d'une réponse à un questionnaire spécial, le nombre approximatif de personnes adonnées, dans leur pays, à chaque espèce de drogue, le montant approximatif de la consommation de ces drogues et les méthodes de traitement employées.

II. L'Assemblée décide que tous les Etats membres ou non membres de la Société des Nations seront invités à se faire représenter à la Conférence pour la limitation de la fabrication des drogues nuisibles qui aura lieu à Genève en mai 1931.

[*Résolutions adoptées le* 1er *octobre* 1930 *(matin).*]

2. Traite des femmes et des enfants.

L'Assemblée prend acte du fait qu'au cours de ces dernières années, plusieurs pays, donnant suite aux vœux du Comité de la traite des femmes et des enfants, ont complètement aboli le système des maisons de tolérance ou ont pris de nouvelles mesures en vue de leur abolition.

Elle estime que l'étude des lois et règlements propres à protéger l'ordre et la santé publics dans les pays où le système des maisons de tolérance a été aboli, élaborée par le Secrétariat (document C.T.F.E.466(1)), qui a été transmise aux gouvernements des Etats membres et non membres de la Société des Nations, constituera une aide précieuse pour les autorités compétentes de ces pays.

Elle accueille avec satisfaction l'enquête sur la traite des femmes et des enfants, qui doit avoir lieu en Orient, et remercie le Bureau américain d'Hygiène sociale pour le don généreux de 125.000 dollars offert dans ce but.

Elle prend acte du rapport du Comité de la traite des femmes et des enfants (document C.216.M.104.1930. IV) et exprime sa haute satisfaction pour l'œuvre accomplie au cours de la dernière année et l'espoir que cette œuvre sera poursuivie d'après les mêmes principes.

[*Résolution adoptée le* 30 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

3. Protection de l'enfance.

L'Assemblée prend acte du rapport du Comité de la protection de l'enfance sur les travaux de sa sixième session (document C.223.M.110.1930.IV) et exprime le vœu que le Comité poursuive ses travaux selon les directives qui s'y trouvent exprimées.

[*Résolution adoptée le* 29 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

4. Administration pénale.

L'assemblée,

Vu le rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de l'administration pénale (document A.26.1930.IV) et l'« Ensemble de règles pour le traitement des prisonniers » (document A.V/2.1930) préparé par la Commission internationale pénale et pénitentiaire ;

Prie le Conseil de communiquer lesdites règles aux gouvernements des Etats membres et non membres de la Société des Nations pour examen et d'inviter lesdits gouvernements à présenter, en temps utile, un rapport sur ces règles à envisager du point de vue de l'administration pénitentiaire de leur pays ;

Charge le Secrétaire général de soumettre lesdites règles de la Commission internationale pénale et pénitentiaire au Bureau international de Travail, au Comité d'hygiène, au Comité économique, à la Commission pour la protection de l'enfance et de la jeunesse, à l'Association internationale de droit pénal et à l'Union internationale de droit pénal, et de se mettre en rapport avec des représentants de la Commission internationale pénale et pénitentiaire en vue d'examiner quel serait le meilleur moyen pour la Société des Nations de collaborer avec ladite Commission à l'amélioration de l'administration pénitentiaire.

Le Secrétaire général est prié de soumettre un nouveau rapport sur la question à la prochaine Assemblée.

[*Résolution adoptée le* 29 *septembre* 1930 *(après-midi).*]

VIII. RÉSOLUTIONS ET VŒU ADOPTÉS A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION

1. Mandats.

L'Assemblée, ayant pris acte de l'œuvre accomplie par les Puissances mandataires, la Commission permanente des mandats et le Conseil, en ce qui concerne l'exécution de l'article 22 du Pacte :

a) Renouvelle l'expression de confiance à leur égard votée par les sessions précédentes de l'Assemblée et les félicite des résultats qui ont pu être obtenus grâce à l'esprit de coopération dont leurs rapports sont empreints ;

b) Se félicite du rétablissement de l'ordre et de l'apaisement intervenu en Palestine, et souhaite que les mesures prises par la Puissance mandataire écartent le retour de faits semblables à ceux qui sont survenus en 1929 ;

c) Exprime à nouveau l'espoir que, grâce à la poursuite des efforts déployés en commun par les Puissances mandataires, le Conseil et la Commission permanente des mandats, l'institution des mandats continue à assurer la réalisation de l'idéal de civilisation énoncé dans l'article 22 du Pacte.

[*Résolution adoptée le* 30 *septembre* 1930 *(matin).*]

2. Esclavage.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance des communications reçues d'un grand nombre d'Etats à la suite de la résolution de la dixième Assemblée ;

Constatant, d'une part, que le nombre des ratifications de la Convention du 25 septembre 1926 s'est élevé, en une année, de vingt-neuf à trente-quatre ;

Relevant, d'autre part, que les informations transmises par les Etats membres de la Société n'ont pas permis jusqu'ici de se rendre compte de la situation générale actuelle en matière d'esclavage ;

Désirant cependant attendre encore jusqu'à l'année prochaine le résultat de la procédure en vigueur ;

Ajourne, provisoirement, l'étude de modifications éventuelles à apporter à cette procédure, et

Invite les Etats membres de la Société et les Etats non membres à compléter les informations qu'ils ont déjà transmises en fournissant tous les renseignements susceptibles d'éclairer l'Assemblée non seulement sur les conditions qui règnent dans leurs propres territoires, mais sur la situation générale actuelle en matière d'esclavage.

[*Résolution adoptée le* 30 *septembre* 1930 *(matin).*]

3. Protection des Minorités.

L'Assemblée prend acte du rapport de la sixième Commission (document A.66.1930.I).

[*Résolution adoptée le* 30 *septembre* 1930 *(matin).*]

4. REFUGIÉS RUSSES, ARMÉNIENS, ASSYRIENS, ASSYRO-CHALDÉENS ET TURCS.

L'Assemblée,

1. Evoquant l'œuvre accomplie par le Dr Fridtjof Nansen en faveur des réfugiés, et gardant le souvenir de l'activité qu'il a développée pour unir les nations dans le culte de la paix, adresse un solennel hommage de gratitude à la mémoire de celui qui a été l'un des meilleurs serviteurs de la Société ;

2. Prend acte des rapports du Secrétaire général et de la Commission intergouvernementale consultative pour les réfugiés (documents A.28 et A.34.1930.XIII) ;

3. Décide de confier aux organes réguliers de la Société des Nations la protection politique et juridique des réfugiés dans les conditions indiquées par la Commission intergouvernementale ;

4. Décide de confier, pendant la période de liquidation de l'œuvre des réfugiés, à un Office international pour les réfugiés, placé sous l'autorité de la Société des Nations, en s'inspirant des principes de l'article 24 du Pacte, la tâche humanitaire assumée jusqu'à présent par le Haut Commissaire ;

5. Confie à M. Max Huber, qu'elle remercie de bien vouloir s'en charger, le soin de préparer, selon les directives données dans le rapport de la Commission intergouvernementale consultative, un projet de statut de l'Office international, qui sera soumis pour approbation au Conseil de la Société des Nations, et le prie d'assumer les fonctions de président du Conseil d'administration de l'Office ;

6. Alloue à l'Office international une subvention de 333.800 francs-or pour l'année 1931 ;

7. Attire l'attention des gouvernements sur l'intérêt qu'il y aurait à généraliser le système des timbres Nansen ;

8. Laisse à l'Office le soin de prendre toutes décisions au sujet des appels de fonds qui pourraient être adressés à la charité privée, notamment en faveur des enfants des réfugiés ;

9. Exprime le désir qu'une des premières tâches de l'Office soit d'examiner la situation des réfugiés arméniens en Grèce ;

10. Prie le Conseil de communiquer aux gouvernements les recommandations adoptées par la Commission intergouvernementale consultative au sujet de l'application des arrangements intergouvernementaux et de la situation des invalides de guerre réfugiés russes ;

11. Exprime le vœu que l'Office international utilise, dans la mesure du possible, l'expérience du personnel actuel du Service des réfugiés.

[*Résolutions et vœu adoptés le* 30 *septembre* 1930 *(matin).*]

IX. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DU RAPPORT DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

AMÉLIORATIONS A APPORTER AUX DISPOSITIONS MATÉRIELLES POUR LES SESSIONS DE L'ASSEMBLÉE.

I. L'Assemblée adopte le présent rapport du Bureau (document A.60.1930) et, sous réserve des observations qu'il contient, approuve les rapports présentés par le Comité spécial des Cinq (documents A.22.1930 et A.47.1930).

II. L'Assemblée décide d'amender le paragraphe 1 de l'article 1 de son Règlement intérieur comme suit :

> « L'Assemblée se réunit chaque année de plein droit au siège de la Société des Nations le second lundi de septembre, sous réserve que le second lundi ne corresponde pas à une date postérieure au 10 septembre. S'il en est ainsi, la session commencera le premier lundi. »

[*Résolutions adoptées le 25 septembre 1930 (matin).*]

X. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES SANS RAPPORT PRÉALABLE D'UNE COMMISSION

1. Plan d'Union européenne.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance avec une vive satisfaction de la résolution adoptée à Genève le 8 septembre 1930 par les représentants des Gouvernements européens membres de la Société des Nations;

Convaincue comme eux que l'étroite collaboration des Gouvernements européens dans tous les domaines de l'activité internationale a, pour le maintien de la paix, une importance capitale ;

Partageant leur opinion unanime sur la nécessité qu'une telle collaboration, quelque forme qu'elle revête, se poursuive dans le cadre de la Société des Nations, en plein accord avec elle et dans l'esprit du Pacte :

Invite les Gouvernements des Etats européens membres de la Société des Nations, agissant avec le concours du Secrétariat en tant que Commission de la Société, à poursuivre l'enquête déjà entreprise et dont le Mémorandum français du 17 mai 1930 et les réponses qui y ont été faites constituent les premiers éléments ;

Leur rappelle que, dans la mesure où une telle collaboration leur apparaîtra utile pour le progrès de leur étude, ils ont la possibilité de la poursuivre en liaison avec les Membres non européens, ainsi qu'avec les gouvernements non membres ;

Et demande que les premiers résultats de cette étude soient consignés, autant que possible, sous forme de propositions concrètes, dans un rapport qui devra être établi en temps utile pour être soumis à la prochaine Assemblée.

[*Résolution adoptée le 17 septembre 1930 (matin).*]

2. Adresse de sympathie a la République Dominicaine.

L'Assemblée de la Société des Nations, profondément émue du malheur qui vient d'atteindre la République Dominicaine, entraînant la perte de tant de vies humaines et l'anéantissement de tant de richesses, prie le Président de l'Assemblée de bien vouloir adresser au Gouvernement de la République Dominicaine l'expression de la sympathie des nations réunies à Genève pour la onzième session de l'Assemblée.

[*Résolution adoptée le 16 septembre 1930 (matin).*]

3. Hommage a la mémoire de Bolivar.

L'Assemblée,

Considérant que, le 17 décembre prochain, aura lieu le centenaire de la mort du libérateur Simon Bolivar, qui, par ses initiatives et ses efforts pour assurer le règne de la justice et de la paix entre les peuples, a été un précurseur de la Société des Nations :

Exprime son admiration et sa reconnaissance envers la grande mémoire de Bolivar et s'associe à l'hommage que les Républiques américaines s'apprêtent à lui rendre.

[*Résolution adoptée le 2 octobre 1930 (matin).*]

XI. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1. Election du successeur de l'honorable Charles Evans Hughes.

Conformément aux règles fixées dans le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, l'Assemblée et le Conseil ont élu M. Frank Kellogg, qui succède à l'honorable Charles Evans Hugues jusqu'à l'expiration du mandat de ce dernier.

[*Séance du 17 septembre* 1930 *(matin).*]

2. Election générale de tous les membres de la Cour permanente de Justice internationale.

Conformément aux règles fixées dans le Statut de la Cour permanente de Justice internationale et à la résolution de l'Assemblée du 25 septembre 1930, les quinze juges titulaires et les quatre juges suppléants dont les noms suivent ont été élus par l'Assemblée et par le Conseil :

Juges titulaires.

M. Adatci (Japon) ;
M. Altamira y Crevea (Espagne) ;
M. Anzilotti (Italie) ;
M. de Bustamante y Sirven (Cuba) ;
M. van Eysinga (Pays-Bas) ;
M. Fromageot (France) ;
M. Guerrero (Salvador) ;
Sir Cecil Hurst (Grande-Bretagne) ;
M. F. B. Kellogg (Etats-Unis d'Amérique) ;
M. Negulesco (Roumanie) ;
Le baron Rolin-Jaequemyns (Belgique) ;
Le comte Rostworowski (Pologne) ;
M. Schücking (Allemagne) ;
M. Urrutia (Colombie) ;
M. Wang Chung-Hui (Chine).

Juges suppléants.

M. Erich (Finlande) ;
M. da Matta (Portugal) ;
M. Novakovitch (Yougoslavie) ;
M. Redlich (Autriche).

[*Séances du 25 septembre* 1930 *(matin et après-midi).*]

XII. DÉSIGNATION DES MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL

L'Assemblée désigne le GUATEMALA, l'ETAT LIBRE D'IRLANDE et la NORVÈGE comme Membres non permanents du Conseil.

[*Séance du 17 septembre* 1930 *(matin)*.]

LEAGUE OF NATIONS

RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS

adopted by the

ASSEMBLY

during its Eleventh Ordinary Session

September 10th to October 4th, 1930.

TABLE OF CONTENTS.

Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Eleventh Ordinary Session (September 10th to October 4th, 1930).

Page

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS :

1. Verification of Credentials 5
2. Appointment of an Agenda Committee 5
3. Appointment of the General Committee 6

II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK 7

III. RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE :

1. Progressive Codification of International Law 9
2. Organisation of the Permanent Court of International Justice. 9
3. Proposal of the Government of Finland to confer on the Permanent Court of International Justice Jurisdiction as a Tribunal of Appeal in Respect of Arbitral Tribunals established by States. 12
4. Ratification of International Conventions concluded under the Auspices of the League of Nations 12
5. Amendment of the Covenant of the League of Nations with a View to bringing it into Harmony with the Pact of Paris . . 16
6. Proposal to increase the Number of Vice-Presidents of the Assembly : Proposed Amendment to Article 7, Paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly 16

IV. RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE :

1. Work of the Health Organisation 17
2. Work of the Organisation for Communications and Transit. . 17
3. Economic Work of the League of Nations 17
4. Financial Work of the League of Nations 21
5. Work of the International Committee on Intellectual Co-operation. 21

V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE THIRD COMMITTEE :

1. Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference 23
2. General Convention to strengthen the Means of preventing War. 23

Page

3. Convention on Financial Assistance 23
4. Communications of Importance to the League of Nations at Times of Emergency 37
5. Proposed Amendment to Article 18 of the Covenant of the League of Nations 40

VI. Resolutions adopted on the Reports of the Fourth Committee :

1. Financial Questions 41
2. Organisation of the Secretariat, of the International Labour Office and of the Registry of the Permanent Court of International Justice 41
3. Amendment to Paragraph 3 of Article 1 of the Financial Regulations and Rotation in Membership of the Supervisory Commission 43
4. Contributions in Arrears 43

VII. Resolutions adopted on the Reports of the Fifth Committee :

1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs 44
2. Traffic in Women and Children 45
3. Child Welfare 45
4. Penal Administration. 45

VIII. Resolutions and Recommendation adopted on the Reports of the Sixth Committee :

1. Mandates 47
2. Slavery 47
3. Protection of Minorities 47
4. Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean and Turkish Refugees 48

IX. Resolutions adopted on the Report of the General Committee of the Assembly:

Improvements in the Material Arrangements for Sessions of the Assembly 49

X. Resolutions adopted without Reference to a Committee :

1. Plan for European Union 50
2. Expression of Sympathy to the Dominican Republic 50
3. Tribute to the Memory of Bolivar 50

XI. Permanent Court of International Justice :

1. Election of a Successor to the Honourable Charles Evans Hughes. 51
2. General Election of all the Members of the Permanent Court of International Justice 51

XII. Election of the Non-Permanent Members of the Council. . . . 52

RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS ADOPTED BY THE ASSEMBLY

During its Eleventh Ordinary Session, September 10th to October 4th, 1930.

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS.

1. Verification of Credentials.

Upon a report submitted by the Committee on Credentials, appointed by the Assembly on September 10th, 1930, the credentials of the representatives of the Members of the League were found in good and proper form.

The Committee was constituted as follows :

The Honourable Frank Brennan (Australia) ;
His Excellency M. Alberto Cortadellas (Bolivia) ;
His Excellency M. de Agüero y Bethancourt (Cuba) ;
His Excellency M. Charles Duzmans (Latvia) ;
Nawab Sir Zulfiqar Ali Khan (India) ;
His Excellency Phya Abhibal Rajamaitri (Siam) ;
Dr. T. M. Höjer (Sweden) ;
His Excellency M. Choumenkovitch (Yugoslavia).

[*Meeting of September 10th, 1930 (morning).*]

2. Appointment of an Agenda Committee.

The Assembly appointed an Agenda Committee, which was constituted as follows :

His Highness Prince Varnvaidya (Siam) ;
His Excellency Count Lagarde (Abyssinia) ;
Viscount Cecil of Chelwood (British Empire) ;
Sir Thomas Wilford (New Zealand) ;
M. Caballero de Bedoya (Paraguay) ;
Count Lelio Bonin-Longare (Italy) ;
M. Keller (Switzerland).

[*Meeting of September 10th, 1930 (afternoon).*]

3. Appointment of the General Committee.

The General Committee of the eleventh ordinary session of the Assembly was constituted as follows :

(a) The President of the Assembly ;
(b) The six Vice-Presidents elected by the Assembly ;
(c) The Chairmen of the six Committees of the Assembly and *ex officio* Vice-Presidents of the Assembly ;
(d) The Chairman of the Agenda Committee.

(a) *President.*

His Excellency M. Nicolas Titulesco (Roumania) was elected President of the Assembly for its eleventh ordinary session.

[*Meeting of September 10th, 1930 (morning).*]

(b) *Vice-Presidents elected by the Assembly.*

Mr. Henderson (British Empire), M. Matsudaira (Japan), M. Briand (France), Dr. Curtius (Germany), M. Quiñones de León (Spain), M. Costa du Rels (Bolivia).

[*Meeting of September 10th, 1930 (afternoon).*]

(c) *Chairmen of the Committees and* ex officio *Vice-Presidents of the Assembly.*

M. Scialoja (Italy), M. Colijn (Netherlands), M. Politis (Greece), Count Carton de Wiart (Belgium), Countess Apponyi (Hungary), Sir Robert Laird Borden (Canada).

[*Meeting of September 10th, 1930 (afternoon).*]

(d) *Chairman of the Agenda Committee.*

In accordance with a decision taken by the Assembly at its second meeting, His Highness Prince Varnvaidya (Siam), Chairman of the Agenda Committee, was appointed a member of the General Committee of the Assembly.

[*Meeting of September 10th, 1930 (afternoon).*]

II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK.

The Assembly appointed six Committees, each delegation being entitled to appoint one representative on each Committee.

[*Meeting of September 10th, 1930 (morning.)*]

The following questions were referred by the Assembly to the various Committees for consideration and report :

First Committee (Constitutional and Legal Questions).

1. Progressive Codification of International Law.
2. Organisation of the Permanent Court of International Justice.
3. Proposal of the Government of Finland to confer on the Permanent Court of International Justice Jurisdiction as a Tribunal of Appeal in Respect of Arbitral Tribunals established by States.
4. Ratification of International Conventions concluded under the Auspices of the League of Nations.
5. Amendment of the Covenant of the League of Nations, with a View to bringing it into Harmony with the Pact of Paris.
6. Proposal to increase the Number of Vice-Presidents of the Assembly : Proposed Amendment to Article 7, Paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly.

Second Committee (Technical Organisations).

1. Work of the Health Organisation.
2. Work of the Organisation for Communications and Transit.
3. Economic Work of the League of Nations.
4. Financial Work of the League of Nations.
5. Work of the International Committee on Intellectual Co-operation.

Third Committee (Reduction of Armaments).

1. Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference.
2. General Convention to Strengthen the Means of Preventing War.
3. Convention on Financial Assistance.
4. Communications of Importance to the League of Nations at Times of Emergency.
5. Proposed Amendment to Article 18 of the Covenant of the League of Nations.

Fourth Committee (Administrative and Financial Questions).

1. Financial Questions.
2. Organisation of the Secretariat, of the International Labour Office and of the Registry of the Permanent Court of International Justice.
3. Amendment to Paragraph 3 of Article 1 of the Financial Regulations and Rotation in Membership of the Supervisory Commission.
4. Contributions in Arrears.

Fifth Committee (Social and General Questions).

1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
2. Traffic in Women and Children.
3. Child Welfare.
4. Penal Administration.

Sixth Committee (Political Questions, Mandates, Slavery, etc.).

1. Mandates.
2. Slavery.
3. Protection of Minorities.
4. Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean and Turkish Refugees.

III. RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE.

1. Progressive Codification of International Law.

The Assembly has taken note of the work of the Conference which was held at The Hague in March and April 1930, as a result of the initiative taken by the Assembly by its resolution of September 22nd, 1924, regarding the progressive codification of international law.

It reaffirms the great interest taken by the League of Nations in the development of international law, *inter alia*, by codification, and considers it to be one of the most important tasks of the League to further such development by all the means in its power.

The recommendations made by the Conference contain suggestions of the highest value, and must be taken into account in examining what would be the best methods for continuing the work which has been begun.

The Assembly accordingly decides to adjourn the question to its next session, and requests the Council, in the meanwhile, to invite the Members of the League of Nations and the non-Member States to communicate to it, if they so desire, their observations on these suggestions, in order that these observations may be taken into consideration by the Assembly.

[*Resolution adopted on October 3rd, 1930 (morning).*]

2. Organisation of the Permanent Court of International Justice.[1]

Resolution No. 1.

The Assembly expresses the hope that the States which have not so far ratified the Protocol of September 14th, 1929, concerning the revision of the Statute of the Permanent Court of International Justice, will proceed, as soon as possible, to ratify that Protocol.

Resolution No. 2.

The Assembly,

Having regard to the proposal formulated by the Council on September 12th, 1930, in conformity with Article 3 of the Statute of the Permanent Court of International Justice,

Decides as follows :

The number of Judges for which provision is made in Article 3 of the Statute of the Permanent Court of International Justice is increased from eleven to fifteen.

Resolution No. 3.

The Assembly requests the Permanent Court of International Justice to examine the suggestions contained in Part II, paragraphs 1 and 2, of the report of the Committee

[1] At its meeting on September 23rd, 1930, the Fourth Committee approved the draft budget of the Permanent Court of International Justice for 1931 (document A.58.1930.X). It therefore accepted the financial consequences involved by the adoption, by the Assembly, of the resolutions proposed by the First Committee.

of Jurists (document A.45.1930.V) which was submitted to and approved by the Council of the League of Nations on September 12th, 1930, and expresses the hope that the Court will give consideration to the possibility of regulating, pending the coming into force of the Protocol of September 14th, 1929, concerning the revision of the Statute of the Court, the questions of the sessions of the Court and the attendance of the Judges, on the basis of Article 30 of the Statute as annexed to the Protocol of December 16th, 1920.

Resolution No. 4.

The Assembly,

Having regard to the proposal formulated by the Council on September 12th, 1930, in conformity with Article 32 of the Statute of the Permanent Court of International Justice,

Decides as follows :

The salaries and allowances of the members of the Court are fixed as follows as from January 1st, 1931, until the Assembly's resolution of September 14th, 1929, concerning the salaries and allowances of the members of the Court becomes applicable :

		Dutch florins
President :	Annual salary	35,000
	Special allowance	25,000
Vice-President :	Annual salary	35,000
	Allowance of 50 florins for each day of duty as Judge up to a maximum of . .	10,000
	Allowance of 50 florins for each day on which he acts as President up to a maximum of	10,000
Judges :	Annual salary	35,000
	Allowance of 50 florins for each day of duty up to a maximum of	10,000
Deputy and *National Judges* :	Allowance of 150 florins for each day of duty up to a maximum of	30,000

The allowances for each day of duty run from the day of the recipient's departure to the day of his return.

Allowances and salaries shall be free of all taxes.

Resolution No. 5.

The Assembly,

Having regard to the proposal formulated by the Council on September 12th, 1930, in accordance with Article 32 of the Statute of the Permanent Court of International Justice,

Decides as follows :

Pensions will be allowed subject to the conditions hereinafter stated to the personnel of the Court holding office on January 1st, 1931, or subsequently entering on office:

Article 1.

The Judges and the Registrar of the Court who have, for any reason whatever, ceased to hold office shall be entitled to retiring pensions.

This right, however, shall not be recognised if the persons concerned have been dismissed for reasons other than the state of their health.

In the case of resignation, Judges on the Court will not be entitled to pensions unless they have completed a period of five years' service, and the Registrar shall not be entitled to a pension unless he has completed a period of seven years' service, but the Court shall have power, by a special decision, based on the fact that the person concerned is in a precarious state of health and has insufficient means, to grant him a pension equivalent to that to which he would have been entitled had he completed the minimum period of service laid down above.

The payment of a pension shall not begin until the person entitled to such pension has reached the age of 65. In certain exceptional cases, however, the pension may, by a decision of the Court, be made payable, in whole or part, to persons entitled thereto before they reach that age.

Article 2.

No retiring pension payable under the present Regulations shall exceed 15,000 Dutch florins per annum in the case of Judges of the Court and 10,000 Dutch florins per annum in the case of the Registrar.

Article 3.

Subject to the provisions of Article 2, Judges shall be entitled to the payment of a pension equivalent to one-thirtieth of their salary in respect of each period of twelve months passed in the service of the Court, the amount being calculated :

For the President, on his annual salary and special allowance ;

For the Vice-President and the other Judges, on their annual salary and duty allowance.

The Registrar shall be entitled to the payment of a pension equivalent to one-fortieth of his salary in respect of each period of twelve months passed in the service of the Court.

If a person entitled to a pension is re-elected to office, the pension shall cease to be payable during his new term of office ; at the end of this period, however, the amount of this pension shall be determined as provided for above, on the basis of the total period during which he discharged his duties.

Article 4.

Subject to the provisions of Article 3, retiring pensions shall be payable monthly in arrears during the lifetime of the beneficiary.

Article 5.

Retiring pensions shall be regarded as coming under the " expenses of the Court " within the meaning of Article 33 of the Statute of the Court.

Article 6.

The Assembly of the League of Nations may, on the proposal of the Council, amend the present Regulations.

Nevertheless, any amendment so made shall not apply to persons elected before the amendment in question was adopted unless they give their consent thereto.

[*Resolutions adopted on September 25th, 1930 (morning).*]

3. Proposal of the Government of Finland to confer on the Permanent Court of International Justice Jurisdiction as a Tribunal of Appeal in respect of Arbitral Tribunals established by States.

The Assembly decides to refer to its ordinary session of 1931 the examination of the report of the Committee (document C.338.M.138.1930.V.) set up by the Council to study the Finnish proposal to confer on the Permanent Court of International Justice jurisdiction as a tribunal of appeal in respect of arbitral tribunals established by States.

[*Resolution adopted on October 3rd, 1930 (morning).*]

4. Ratification of International Conventions concluded under the Auspices of the League of Nations.

Resolution 1.

The Assembly,

Having examined with the greatest interest the report (document A.10.1930.V) of the Committee appointed to consider the question of the ratification and signature of conventions concluded under the auspices of the League of Nations in accordance with an Assembly resolution of September 24th, 1929 ;

Being convinced that the solution of the problem of ratification depends to a great extent upon satisfactory preparation for the conferences which are convened to draw up conventions ;

Considering it to be of the greatest importance that all steps should be taken to assure that conventions concluded under the auspices of the League of Nations should be accepted by the largest possible number of countries and that ratifications of such conventions should be deposited with the least possible delay :

Expresses its appreciation of the work of the Committee and its approval of their report ; and

Recommends that effect should be given to the proposals contained in the report of the Committee in the manner set out in the immediately following resolutions.

I.

That each year the Secretary-General should request any Member of the League or non-Member State which has signed any general convention concluded under the auspices of the League of Nations, but has not ratified it before the expiry of one year from the date at which the protocol of signature is closed, to inform him what are its intentions with regard to the ratification of the convention. Such requests of the Secretary-General to Governments should be sent at such a date in each year as to allow time for the replies of Governments to be received before the date of the Assembly, and information as to the requests so made and replies received should be communicated to the Assembly for its consideration.

II.

That, at such times and at such intervals as seem suitable in the circumstances, the Secretary-General should, in the case of each general convention concluded under the auspices of the League of Nations, request the Government of any Member of the League

of Nations which has neither signed nor acceded to a convention within a period of five years from the date on which the convention became open for signature, to state its views with regard to the convention—in particular, whether such Government considers there is any possibility of its accession to the convention or whether it has objections to the substance of the convention which prevent it from accepting the convention. Information of all such requests made by the Secretary-General and of all replies received should be communicated to the Assembly.

III.

That the Council of the League should, with regard to each existing general convention negotiated under the auspices of the League of Nations, consider, after consultation with any appropriate organ or committee of the League, and in the light of such information as may be available as to the result of the enquiries recommended in resolutions Nos. I and II, and any other enquiries that the Council may think fit, whether it would be desirable and expedient that a second conference should be summoned for the purpose of determining whether amendments should be introduced into the convention, or other means adopted, to facilitate the acceptance of the convention by a greater number of countries.

IV.

That, in the case of all general conventions to be negotiated under the auspices of the League of Nations, the following preparatory procedure should, in principle, be followed, exception made of the cases where previous conventions or arrangements have established a special procedure or where, owing to the nature of the questions to be treated or to special circumstances, the Assembly or the Council consider other methods to be more appropriate :

(1) Where an organ of the League of Nations recommends the conclusion of a general convention on any matter it shall prepare a memorandum explaining the objects which it is desired to achieve by the conclusion of the convention and the benefits which result therefrom. Such memorandum shall be submitted to the Council of the League of Nations.

(2) If the Council approves the proposal in principle, a first draft convention shall be prepared and communicated, together with the explanatory memorandum, to Governments, with the request that, if they feel that the draft should be taken into consideration, they shall inform the Secretary-General of their views, both with regard to the main objects or the suggested means of attaining them, and also with regard to the draft convention. In some cases, it may be desirable to annex a specific questionnaire.

(3) The draft convention and the observations of Governments (together with the answers to the questionnaire, if any) shall be communicated to the Assembly, and the Assembly shall then decide whether to propose to the Council to convoke the contemplated conference.

(4) If the Assembly recommends that a conference should be convoked, the Council shall arrange for the preparation of a draft convention, in the light of the replies received from Governments and the new draft convention (together with the replies of other Governments) shall be transmitted to each Government, with a request for their opinion on the provisions of the draft and any observations on the above-mentioned replies of the other Governments.

(5) In the light of the results of this second consultation of the Governments, the Council shall decide whether the conference should be convoked and fix the date.

(6) The Council, in fixing the date for the convocation of a conference, shall endeavour, as far as possible, to avoid two League of Nations conferences being held simultaneously, and to ensure the lapse of a reasonable interval between two conferences.

(7) The procedure set out in the preceding paragraphs will be followed as far as possible in the case of draft conventions, the desirability of which is recognised by a decision of the Assembly or as the result of a proposal by a Government.

The above rules shall be communicated to the technical organisations of the League of Nations, and to the Governments, for the purpose of enabling the Assembly at its next session to consider whether changes should be made therein as a result of any suggestions which may be made.

V.

That, in conformity with the recommendations contained in Part III, paragraphs 2 (*d*), (*e*) and (*f*) of the report of the Committee appointed in accordance with the resolution of the Assembly of September 24th, 1929 (see document A.10.1930.V), at future conferences held under the auspices of the League of Nations at which general conventions are signed, protocols of signature shall, as far as possible, be drawn up on the general lines of the alternative drafts set out in Annexes I and II of the present resolution.

Annex I.

Protocol of Signature.

In signing the Convention of this day's date relating to ..... the undersigned plenipotentiaries, being duly authorised to this effect and in the name of their respective Governments, declare that they have agreed as follows :

I. That the Government of every Member of the League of Nations or non-Member State on whose behalf the said Convention has been signed undertakes, not later than ..... (date), either to submit the said Convention for parliamentary approval, or to inform the Secretary-General of the League of Nations of its attitude with regard to the Convention.

II. If on ..... (date) the said Convention is not in force with regard to ..... Members of the League of Nations and non-Member States, the Secretary-General of the League shall bring the situation to the attention of the Council of the League of Nations, which may either convene a new conference of all the Members of the League and non-Member States on whose behalf the Convention has been signed or accessions thereto deposited, to consider the situation, or take such other measures as it considers necessary. The Government of every signatory or acceding State undertakes to be represented at any conference so convened. The Governments of Members of the League and non-Member States which have not signed the Convention or acceded thereto may also be invited to be represented at any conference so convened by the Council of the League.

Note. — The procedure provided for in this Annex is generally suitable for most general conventions. In cases in which it is applied, the final article of the convention

should be drafted in the usual form and should not fix any named or final date for the entry into force of the convention, but should permit its entry into force on receipt of a relatively small number of ratifications or accessions.

Annex II.

Final Article of the Convention.

Article X.

The present Convention shall enter into force on ..... (date), provided that, on this date, ratifications or accessions have been deposited with or notified to the Secretary-General of the League of Nations on behalf of ..... [1] Members of the League of Nations or non-Member States.

Protocol of Signature.

In signing the Convention of to-day's date relating to ..... the undersigned plenipotentiaries, being duly authorised to this effect and in the name of their respective Governments, declare that they have agreed as follows :

If on ..... [2] the said Convention has not come into force in accordance with the provisions of Article X, the Secretary-General of the League of Nations shall bring the situation to the attention of the Council of the League of Nations, which may either convene a new conference of all the Members of the League and non-Member States on whose behalf the Convention has been signed or accessions thereto deposited, to consider the situation, or take such other measures as it considers necessary. The Government of every signatory or acceding State undertakes to be represented at any conference so convened.

Note. — The procedure provided for in Annex II is suitable for certain types of convention whose practical utility depends on their immediate entry into force for a considerable number of States.

VI.

That the Council will investigate to what extent, in the case of general conventions dealing with particular matters, it is possible—in view of the constitutional law and practices of different States—to adopt the procedure of signing instruments in the form of governmental agreements which are not subject to ratification, and that, to the extent that it is possible to do so, this procedure should be followed in regard to minor and technical matters.

VII.

That, in future, general conventions negotiated under the auspices of the League of Nations and made subject to ratification shall not be left open for signature after the close of the conference for a longer period than six months, unless special reasons render a longer period advisable.

---

[1] The figure indicated here should be a relatively large one.

[2] Same date as that indicated in Article X.

Resolution 2.

The Assembly, appreciating the utility of the tables, diagrams and graphs prepared by the Secretariat of the League of Nations in accordance with the Assembly's resolution of September 24th, 1929, expresses the wish :

(1) That the said tables be published three times a year at the same time as the lists drawn up at the request of the Council ;

(2) That the Secretary-General, after consulting the Governments and the central offices of international unions and commissions, should consider the possibility of drawing up similar tables for all general conventions which are in force.

[*Resolutions and Recommendations adopted on October 3rd, 1930 (morning).*]

5. Amendment of the Covenant of the League of Nations with a View to bringing it into Harmony with the Pact of Paris.

The Assembly,

Believing it to be necessary to incorporate in the Covenant of the League of Nations the general prohibition of resort to war and the principle that the settlement of international disputes should never be sought except by pacific means ;

Appreciating the great value of the report made by the Committee of Eleven (document A.8.1930.V) ;

Taking account of the fact that, on some points, the First Committee has been led to consider changes in the proposed texts and that, in the course of the discussion, certain political aspects of the question have come into view which render it desirable for it to be further studied ;

Requests the Secretary-General to submit to the Governments of the Members of the League the report of the Committee of Eleven (document A.8.1930.V) and that of the First Committee (document A.85.1930.V), asking them to formulate their observations before June 1st, 1931, and to state, if they so desire, what amendments to the Covenant would, in their opinion, be best suited to attain the object in view.

[*Resolution adopted on October 4th, 1930 (morning).*]

6. Proposal to Increase the Number of Vice-Presidents of the Assembly : Proposed Amendment of Article 7, Paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly.

The Assembly decided not to proceed with this proposal.

[*Resolution adopted on October 3rd, 1930 (morning).*]

IV. RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE.

1. Work of the Health Organisation.

The Assembly,

Recognising the importance of the work of the Health Organisation to the League as a whole, and the value of that work in connection with problems of development in all countries :

Expresses the hope that the experience gained by this Organisation may be made available in increasing measure to Member States of the League ;

Notes with satisfaction that the activities of the Health Organisation continue to extend to countries in all parts of the world, and that during the past year they have been specially exercised in certain countries which have invited the technical advice of the League in the development of their public health services ;

Approves the work carried on by the Organisation since the last session of the Assembly ; and

Expresses its appreciation to the members of the Health Committee, as well as to the different health administrations and individual experts who have contributed in so large a measure to the success of their activities.

[*Resolution adopted on September 29th*, 1930 *(afternoon)*.]

2. Work of the Organisation for Communications and Transit.

The Assembly :

Takes note of the work undertaken by the Organisation for Communications and Transit between the tenth and eleventh sessions of the Assembly, and of the programme of work adopted by the Transit Organisation for the year following the eleventh session of the Assembly ; and

Expresses its confidence that the Members of the League will do their utmost to assist in the development of this work and will, in particular, do everything in their power to ensure complete success for the international conferences which will be held under the auspices of the Transit Organisation between the present and the next session of the Assembly.

[*Resolution adopted on September 29th*, 1930 *(afternoon)*.]

3. Economic Work of the League of Nations.

With reference to its resolution of September 1929, the Assembly is deeply impressed by the gravity of the economic depression at present prevailing throughout the world.

It believes that the concerted action contemplated a year ago is more than ever essential and urgent and should accordingly be immediately undertaken and vigorously pursued.

It stresses the special importance of the following points :

(1) It notes that the first stage referred to in the above resolution was completed at the Preliminary Conference with a View to Concerted Economic Action held at Geneva from February 17th to March 24th, 1930.

It accordingly makes an earnest appeal to all the States concerned to see that the Commercial Convention framed at that Conference is put into force as between the States signatories and obtains the accessions of the greatest possible number of other States.

(2) The Assembly has had under consideration the Protocol regarding the Programme of Future Negotiations and the report submitted to the Council by the Economic Committee on the work of its thirty-second session (document C.353.M.146.1930.II).

It expresses the hope that the Economic Committee may be able, at its next session, on the basis of the replies received from States represented at the Conference, to draw up concrete proposals so that the Council can, without delay, take steps to have the programme of future negotiations progressively carried into effect.

(3) The Assembly notes the proposals of the States which took part in the Warsaw Agricultural Conference, and, without desiring to pronounce on the controversial question of preferential treatment, it finds that these proposals are all part of the general programme for the organisation of the economic life of Europe and come within the scope of the meetings and negotiations provided for in the scheme of the Protocol of Future Negotiations.

(4) The Assembly observes that the question of the most-favoured-nation clause, which is included in the programme of future negotiations, has already been the subject of an exhaustive examination by the Economic Committee, the results of which were communicated to Governments. It requests the Council to instruct the Economic Committee to carry on, with the assistance of experts from the countries specially concerned, its investigations on this subject, bearing in mind the views expressed during the debates of the Second Committee.

The Assembly further requests the Council to put the question on the agenda of a Government Economic Conference as soon as the Economic Committee's investigations have made sufficient progress.

(5) The Assembly has taken particular note of the serious economic consequences of the various forms of dumping when they are encouraged by a policy of State intervention.

It expresses the desire that the subject of concerted action, not only in regard to the various forms of indirect protectionism, but also in regard to every aspect of dumping, should be studied with the least possible delay and within the framework of the future negotiations provided for in the Protocol of March 24th, 1930.

(6) The Assembly congratulates the Sub-Committee of Experts for the Unification of Customs Nomenclature on the work already accomplished, and recommends that the Economic Committee should supply the Council with information enabling it, at an early date, to apply the procedure proposed for facilitating the adoption by the various States of the unified nomenclature and for preserving the unity of the nomenclature after its adoption.

(7) Considering that disputes arising from conflicting interpretations of commercial Conventions or in connection with legislative or administrative enactments affecting international trade constitute an obstacle to economic co-operation, the Assembly endorses the recommendation already contained in the programme of future negotiations that the Economic Committee, on the basis of a careful survey of the existing juridical situation as regards treaties, should study the creation of a permanent organ of conciliation and arbitration to which all disputes among States arising from the interpretation and application of commercial conventions, whether bilateral or multilateral, might be referred without prejudice to the functions and jurisdiction of the Permanent Court of International Justice.

(8) Real progress in the direction of economic union cannot be restricted to the movement of commodities and capital, but must necessarily extend, under as liberal a system as possible, to the economic activities of companies and individuals.

The Assembly therefore deeply regrets that the complexity of the question prevented the Paris Conference of November 1929 from concluding a Convention on the Treatment of Foreigners which would have marked an improvement on the existing situation, and expresses the hope that no steps may be neglected which might contribute to the success of the second session of the Conference referred to in the Paris Protocol of December 1929 and the conclusion of a Convention on the most liberal bases possible.

(9) Noting that the Convention for the Abolition of Export and Import Prohibitions had, on July 1st, 1930, obtained a large number of ratifications, the Assembly regrets that certain special obstacles should have prevented this Convention from coming into force between all the countries signatory thereto, and earnestly hopes that the States concerned will not abandon their decision to remove, by the abolition of prohibitions, one of the chief obstacles to the free movement of goods.

(10) The actual participation of Government representatives in the economic work of the League of Nations constitutes the essential guarantee for the conclusion and the entry into force of the international Conventions in conformity with the recommendations of the League of Nations :

The Assembly accordingly recommends that the Economic and Financial Organisation should secure the effective participation of Government representatives in the economic work of the League of Nations and that, with that end in view, the possibility of convening a Conference of Government delegates at the most suitable moment and under the most appropriate circumstances, if possible annually, should be considered.

(11) The Commission set up by the Assembly resolution of September 17th, 1930, was instructed to consider the possibilities of close co-operation between European Governments in every field of international activity, including the economic field, and consequently the problems which this Commission will have to study are, to some extent, the same as the problems set forth in the Protocol regarding the Programme of Future Negotiations of March 24th, 1930, more especially as regards the most-favoured-nation clause and commercial policy.

The Assembly therefore recommends that a close connection should be maintained between the work of this Commission and that involved in the execution of the above-mentioned Protocol, as both are of primary interest to the same States.

(12) The work of the Committee of Veterinary Experts, acting under the instructions of the Economic Committee, has already led to the framing of certain important principles for the international organisation of the campaign against animal diseases, the internal organisation of veterinary services and technical co-operation on the international plane.

The application of these principles would help to create an atmosphere of confidence between importing and exporting States, which would encourage the granting of wider facilities to international trade in animals and animal products.

The Assembly therefore recommends that the Economic Committee should expedite this work in order, after the meeting of experts provided for October 1930, to trace the main outline of one or several international agreements on the question.

(13) The Assembly is gratified to note the results of the Conference for the Unification of Laws in regard to Bills of Exchange and Promissory Notes, and trusts that these results

will be successfully supplemented at the second session of the Conference by similar agreements regarding cheques.

(14) Notified of the progress achieved by the Economic and Financial Organisation in its investigations into international industrial agreements, the Assembly recommends that these investigations should be energetically pursued with a view to the drawing up of a general report on all the aspects of the question.

(15) The Assembly, being informed of the results obtained by the meeting of agricultural experts summoned by the Economic Committee, expresses the hope that this essential co-operation in the consideration of all economic questions relating to agriculture will be continued.

(16) The Assembly, impressed by the seriousness of the present situation, by the general recession of employment and trade, by the constant recurrence of such periods of economic depression and the failure up to the present to discover any concerted means for averting the losses incurred, Resolves that the Economic and Financial Organisation of the League, which has already been studying the causes of fluctuations in the purchasing power of gold and their effect upon the economic life of the nations, should undertake the study of the course and phases of the present depression and the circumstances which led up to it and, for this purpose, it should collect the information compiled by institutions already in existence in different countries, centralise such information and, where necessary, fill up any gaps that exist.

For this purpose the Economic and Financial Organisation, taking into account, in particular the advice of the Economic Consultative Committee, should put itself in touch with national organisations, whether consultative or planning councils or research institutions concerned with this matter, and should further, with their aid, consider by what means the work now being conducted on the problem of the recurrence of periods of economic depression may be co-ordinated.

Believing that the restoration of prosperity in the countries which are mainly concerned with agriculture and the production of raw materials is not only a worthy object in itself, but that it will also contribute to the restoration of prosperity in other countries, the Assembly desires that, in the course of the comprehensive enquiry into world economic depression referred to in the present recommendation, special attention should be devoted to the programme and investigations recommended by the agricultural experts who met at Geneva in January 1930, and to the result of the work carried out by international organisations specially qualified in such matters.

It also recommends that, in connection with these investigations, account should be taken of the results of the enquiry conducted by the International Labour Office into unemployment and the work of other competent international bodies on this subject, in order that the Economic and Financial Organisation, having collected all the available information, may examine at the right moment the advisability of international action, due regard being had to the economic, financial and demographic aspects of the labour problem, including the question of raw materials.

(17) In general, the Assembly recommends that, in the case of questions within the competence of other public bodies, the Economic Organisation should take advantage of the work and secure the assistance of the latter, particularly in regard to labour (International Labour Office) and agriculture (International Institute of Agriculture). The Assembly regards such continuous co-operation as an essential factor in the rationalisation of international activities.

(18) The Assembly notes with satisfaction that the International Convention relating to Economic Statistics has now been ratified by ten States, and will therefore come into

force before the end of the current year. It further notes that certain countries have already put into operation some of the provisions of the Convention.

(19) The Assembly notes the recommendations of the Council that the work in connection with the *Annual Survey of Economic Developments*, the preparation of which was suggested at the last session of the Assembly, should not be undertaken until the Statistical Convention has come into force ;

It decides that, in order to fulfil this necessary condition :

(a) The *Annual Survey* referred to above should be published as a League document ;

(b) The preparatory work for this enquiry should be begun during 1931.

[*Resolutions and Recommendations adopted on October 2nd*, 1930 *(morning)*.]

4. Financial Work of the League of Nations.

The Assembly :

(1) Expresses its appreciation of the valuable work of the Financial Committee ;

(2) Draws the attention of all Governments to the interim report (document A.29.1930.II) on the question of the purchasing power of gold submitted by the Financial Committee to the Council ;

(3) Approves the principles set out in the statement of the Financial Committee on its work and functions which is contained in the report on its thirty-ninth session (document A.41.1930.II.), transmitted by the Council to the Assembly for its consideration ; and

(4) Expresses its appreciation of the work being undertaken by the Fiscal Committee.

[*Resolution adopted on September 29th*, 1930 *(afternoon)*.]

5. Work of the International Committee on Intellectual Co-operation.

The Assembly :

Notes with satisfaction the reports of the International Committee on Intellectual Co-operation and the Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation (documents A.21.1930.XII and A.27.1930.XII) ;

Expresses its gratification at the proposals made by the International Committee, in accordance with the suggestions of the Committee of Enquiry, to define its programme and to improve the work undertaken and the operation of the bodies responsible therefor.

It trusts that, after the contemplated reorganisation has been effected, the interest and the sympathy already displayed in the work of intellectual co-operation undertaken by the League of Nations will be extended, and that, in consequence, there will be increased contact and closer relations between qualified organisations and individuals as regards scientific studies and research work. It trusts that the Governments will give their help and support to the International Institute of Intellectual Co-operation.

It notes the progress made in the instruction of youth in the aims of the League of Nations, and requests Governments to keep the Secretariat and its Educational Information Centre informed of the steps taken in the various countries to give effect to the recommendations of the Sub-Committee of Experts.

It notes with satisfaction that the Committee on Intellectual Co-operation desires that there should also be an increase in the work of its Educational Information Centre in liaison with the associations dealing with instruction in the League of Nations, a task which it has entrusted to the International Institute at Paris.

It requests the Governments which have acceded to the Conventions concerning the international exchange of publications to furnish the material resources necessary for their national liaison bureaux to enable them to carry out the stipulations of these Conventions.

* * *

Having noted the report of the Governing Body of the International Institute of Educational Cinematography, the Assembly records its appreciation of the progress made and the manner in which the decisions of the Governing Body have been carried out by the Institute. It expresses its satisfaction with the development of the *International Review of Educational Cinematography* and requests Governments to give their sympathetic consideration to the draft Convention framed by this Institute for the abolition of Customs barriers which interfere with the distribution of educational films. It likewise requests them to lend their aid and support to this Institute.

[*Resolutions adopted on October 3rd, 1930 (morning).*]

V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE THIRD COMMITTEE.

1. Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference.

The Assembly has noted with satisfaction the results obtained at the London Conference and communicated to it by a letter from the President of that Conference dated April 21st, 1930.

It considers that these results are of a nature to facilitate a general agreement on the occasion of the next meeting of the Preparatory Commission regarding the methods to be applied in the matter of the reduction and limitation of naval armaments.

It trusts that negotiations, pursued in a spirit of conciliation and mutual confidence and with the determination to arrive at practical solutions, will make it possible to complete and extend the work of the Naval Conference.

The Assembly accordingly expresses the conviction that, during its session next November, the Preparatory Commission will be able to finish the drawing up of a preliminary draft Convention and will thus enable the Council to convene, as soon as possible, a Conference on the Reduction and Limitation of Armaments.

The Assembly decides that the proceedings and the report of the Assembly regarding disarmament shall be forwarded to the Preparatory Commission.

[*Resolution adopted on September 30th, 1930 (afternoon).*]

2. General Convention to Strengthen the Means of Preventing War.

The Assembly,

Having considered the preliminary draft General Convention to Strengthen the Means of Preventing War, drawn up by the Committee on Arbitration and Security during its fourth session, held at Geneva in April and May 1930;

Being aware that the study of the question so far has shown that the transformation of the " model treaty " into a General Convention raises numerous and delicate problems;

Recognising, however, the degree of progress already made in reconciling the different points of view in regard to the preparation of the text of a " General Convention ":

Decides that the study of this question should be continued, and consequently requests the Council to appoint a special Committee to draw up a report in sufficient time for submission to the twelfth ordinary session of the Assembly.

[*Resolution adopted on September 30th, 1930 (afternoon).*]

3. Convention on Financial Assistance.

The Assembly,

Taking note of the report submitted to it on behalf of the Third Committee (document A.70.1930.IX);

Thanking the Financial Committee and the Committee on Arbitration and Security for the admirable work they have done to frame the Convention on Financial Assistance:

I. Approves the text of the said Convention which has been drawn up by the Third Committee ;

Decides to open the Convention immediately for signature by the Members of the League ;

Expresses the earnest hope that the Convention will be signed and ratified by all the Members of the League of Nations ;

Instructs the Secretary-General to take the necessary steps to bring the Convention officially to the notice of all States Members of the League that have not signed if before the end of the present session of the Assembly, in order that they may be able to do so on or before December 31st, 1931, or to accede thereto after that date ;

II. Considers it desirable that the scheme for Financial Assistance might be applied, when the case arises, without any delay ;

Therefore asks the Council to instruct the Financial Committee to prepare drafts for the various documents referred to in the Convention that may be necessary for its entry into force, such as protocols, loan contracts, etc.

[*Resolutions adopted on September 29th*, 1930 (*afternoon*).]

Appendix.

CONVENTION ON FINANCIAL ASSISTANCE.

PREAMBLE.

. . . . . .

(Heads of States.)

Recognising the importance, as a means of safeguarding or, if necessary, restoring peace between nations, of creating a system of financial assistance in the form of guarantees for loans to be given in the event of international disputes likely to lead to a rupture or in case of war ;

Considering that such a system of assistance can best be organised by the conclusion of an international convention ;

Have appointed as their plenipotentiaries for this purpose :

. . . . . .

who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

CASES IN WHICH FINANCIAL ASSISTANCE IS GRANTED.

Article 1.

1. If, despite the efforts which the Council of the League of Nations has found it possible to make for the maintenance or the re-establishment of peaceful relations, a State, in violation of its international obligations, resorts to war against a High Contracting Party, the latter shall at his request receive the financial assistance provided for in the present Convention, unless the Council decides otherwise.

2. The High Contracting Party to whom financial assistance is granted undertakes, for his part, to submit the dispute to judicial or arbitral settlement, or to any other pacific procedure which the Council may deem suitable.

Article 2.

1. If the Council, in the performance of its duties under the Covenant, and acting within the limit of its rights under the Covenant or under general or special conventions applicable in the circumstances shall, in any international dispute likely to lead to a rupture, have taken steps to safeguard peace, including resort to mediation or any other means of peaceful settlement, and if one of the parties shall refuse or neglect to conform to such steps, the Council may, at the request of the other party, if the latter is a party to the present Convention, grant financial assistance to the last-named party, provided it considers that peace cannot be safeguarded otherwise.

2. The High Contracting Party to whom financial assistance is granted undertakes, for his part, to submit the dispute to judicial or arbitral settlement or to any other pacific procedure which the Council may deem suitable and to conform to any provisional measures that may be recommended by the Council with a view to safeguarding peace.

Article 3.

The financial assistance of the High Contracting Parties shall take the form of ordinary guarantees and special guarantees covering, as hereafter provided, the service of loans (which term shall include short-term credits) contracted in accordance with the present Convention.

Article 4.

For the purpose of the present Convention, the service of a loan comprises the sums payable in each year for interest and amortisation, under the terms of the loan contracts.

Article 5.

No loan contracted under the present Convention shall be for a period exceeding thirty years. In order to facilitate, so soon as circumstances permit, the discharge of the ordinary guarantor and special guarantor Governments from their obligations in regard to the loan, a Government contracting a loan under this Convention shall, if possible, reserve the right to repay it before the end of its full period of maturity.

ORDINARY GUARANTEES.

Article 6.

Each High Contracting Party undertakes and recognises that the Governments for which he becomes a party to the present Convention severally guarantee as ordinary guarantors, to the extent and in the manner set out in the following articles, the due payment of the annual service of the loans which are contracted. The said ordinary guarantees attach to each loan in virtue of the present Convention from the moment at which the loan is authorised, without any further action or consent on the part of the guarantor Government.

Article 7.

1. *(a)* Subject to the provisions of Article 19 regarding payment of interest in the event of default, the annual liability which can fall to the charge of any Government in the capacity of an ordinary guarantor, in respect of all the loans contracted in accordance with the present Convention, is limited to a maximum. This maximum shall be a sum bearing the same proportion to 100 million gold francs as the contribution to the League's expenses payable by the Government, under the scale of allocation applicable on January 1st, 1930, bears to the total contributions due from all the Members of the League.

(b) In the case of a Governement which was not liable to contribute to the League's expenses under the scale mentioned in the preceding paragraph, the scale of allocation in force on the date on which it became bound by the obligations of the present Convention shall be applied to it.

2. The Council shall, as soon as possible, notify to the various Governments the maximum annual liabilities which result for them from the provisions of paragraph 1.

SPECIAL GUARANTEES.

Article 8.

Subject to the provisions of Article 11, a High Contracting Party may accept the obligations of a special guarantor in respect of the Government of any of his territories. Such Government is thereby constituted a special guarantor, and the guarantee which it accords to loans to be contracted in accordance with the present, Convention shall be a special guarantee within the meaning of the present Convention, without any further action or consent on the part of the Government.

Article 9.

The special guarantees are created for the purpose of strengthening the security on which a loan contracted in accordance with the present Convention is issued, by ensuring that the service of such loan shall be guaranteed for its full amount, not merely by all the guaranteeing Governments as ordinary guarantors, but also by a small number of Governments which, as special guarantors, will bear, within the limits of their special guarantees, the risk of any delay in the payment of the amounts due from any of the other Governments as ordinary guarantors. The amount covered by each special guarantee accordingly includes the amount of the Government's liability as an ordinary guarantor together with an additional amount, and it is determined, as provided below, in such manner that the total of the additional amounts thus guaranteed by the special guarantor Governments will equal the total amount guaranteed by the Governments which are ordinary guarantors only. In the event of a default by the borrowing Government on the service of the loan, the total amount covered by a special guarantee is payable in full ; but the sum paid by a special guarantor Government in excess of its liability as an ordinary guarantor is reimbursable, after the service has been met, out of the balance of the amounts collected from the guaranteeing Governments.

Article 10.

1. Subject to the provisions of Article 19 regarding the payment of interest in the event of default, the annual liability which may fall to the charge of any special guarantor Government in respect of all the loans contracted in accordance with the present Convention is limited to a maximum which includes the Government's obligation as an ordinary guarantor and the additional amount covered by its special guarantee. This maximum shall be determined by dividing the sum total of the maximum obligations of all the Governments, as ordinary guarantors, among the special guarantor Governments in proportion to their respective maximum obligations as ordinary guarantors.

2. The said maximum liabilities of the special guarantor Governments shall be notified to them by the Council of the League of Nations as soon as possible. They shall be revised by the Council, in the event of any change in the number of Governments which are ordinary guarantors or of those which are special guarantors, as soon as possible, after such change has occurred.

Article 11.

1. The following Governments may be special guarantors under the present Convention :

(a) The Governments of permanent Members of the Council of the League of Nations ;
(b) The Governments of other Members of the League which are unanimously invited to become special guarantors by those Governments which themselves are special guarantors.
Such invitation may be given either before or after the entry into force of the Convention.

2. Acceptance of the obligations of a special guarantor may be intimated at the moment of signature or at that of ratification or at the moment of accession to the Convention, or subsequently by a declaration in writing deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify such acceptance to all the other Members of the League.

Article 12.

The Secretary-General of the League of Nations shall send to the Trustees provided for in Article 13 a certified true copy of each notification of its maximum liability made to a Government in execution of Article 7 or Article 10.

TRUSTEES.

Article 13.

1. Upon the entry into force of the present Convention, the Council of the League of Nations shall appoint five persons to act as Trustees of loans contracted in accordance with the present Convention. The Trustees shall be nationals of the Swiss Confederation and habitually resident in Switzerland.

2. *(a)* The trustees shall be appointed for periods of five years. At the end of their term of office, they may be reappointed for the like or any less period. A Trustee may at any time resign on giving three months' previous notice in writing to the Council of the League of Nations.

(b) The Council of the League of Nations may at any time remove a Trustee.

(c) In the event of a vacancy occurring for any reason in the office of Trustee, the Council of the League of Nations shall without delay appoint another Trustee. If, in his opinion, it is necessary to do so, the Acting President of the Council may appoint a person to act until the vacancy is filled by the Council.

3. *(a)* The Trustees shall appoint from their number a Chairman and Deputy-Chairman and draw up their rules of procedure subject to the provisions of the present Convention. Except in the case mentioned in Article 16, paragraph 1, meetings shall be convened by the Chairman or, if he is unable to act, by the Deputy-Chairman.

(b) Three Trustees shall constitute a quorum. All decisions may be taken by a majority; in case of equality of votes, the presiding Trustee shall have a casting vote.

(c) The Secretary-General of the League of Nations shall be entitled to be present or be represented at all meetings of the Trustees.

(d) The expenses incurred by the Trustees in executing their functions in connection with any loan and such honoraria for the performance of those functions as may be fixed by the Council of the League of Nations shall be paid by the borrowing Government.

(e) The Council of the League of Nations may advance to the Trustees the amounts referred to in paragraph *(d)*; any sum so advanced shall be repaid to the League by the borrowing Government.

(f) No Trustee shall incur any personal liability in the execution of his functions as Trustee, except for a breach of his duties knowingly and intentionally committed by him.

(g) The Trustees shall report annually to the Council of the League of Nations upon the execution of their functions as Trustees of each loan contracted in accordance with the present Convention; they shall be entitled at any time to bring to the attention of the Council any difficulties experienced by them in performing such functions.

Authorisation of Loans.

Article 14.

1. Where the Council of the League of Nations recognises that, in virtue of Articles 1 or 2, a High Contracting Party should receive financial assistance under the present Convention, it shall authorise the Government of such High Contracting Party to issue a loan enjoying the ordinary guarantees and the special guarantees resulting from the present Convention. The Council may exclude the ordinary guarantee or special guarantee of any Government if, in its opinion, it would not be desirable, in the interest of the success of the loan, that such ordinary guarantee or special guarantee should attach to the loan.

2. *(a)* The maximum sum to which the service of the loan may amount in each year shall be fixed by the Council. The sum fixed by the Council shall be expressed in gold francs as defined in Article 26, and, for the purpose of determining the sum to which the service may amount in the currencies in which the loan is actually contracted, the value of those currencies shall in all cases be assumed to be, at the moment of signature of the loan contracts, that of their legal weight in pure gold.

(b) The annual sum fixed for the service of the loan in any year shall not exceed the amount which can be covered by special as well as by ordinary guarantees without imposing on any Government a liability in excess of the maximum fixed by the present Convention.

(c) The amount for each year of each Government's liability as an ordinary guarantor shall be determined by dividing the service of the loan among all the guaranteeing Governments in the proportion of their maximum possible annual liabilities as ordinary guarantors under this Convention, as fixed by Article 7. The total amount covered by each special guarantee shall be determined by dividing the said service among the special guarantor Governments in the proportion of their maximum possible annual liabilities as special guarantors as fixed by Article 10. For the purpose, however, of simplifying the application of the special guarantees, the Council, with the consent of the special guarantor Governments whose liabilities are affected, may make minor fractional adjustments of the percentages attributable to the special guarantor Governments to the extent necessary to convert such percentages into convenient whole numbers.

3. For the purpose of the preceding provisions, no account shall be taken of the liability for interest which may result under the provisions of Article 19 from a default by a Government in meeting its obligations as an ordinary or as a special guarantor.

Issue of Authorised Loans.

Article 15.

1. The Council shall require that the conditions and terms of issue of a loan contracted in accordance with the present Convention, that is to say, *inter alia*, the method of issue, the securities (if any) on which the loan is raised, the issue price, the rate of interest, the amortisation (including any stipulations as to repayment before maturity), the expenses of issue, negotiation and delivery, and the currency or currencies in which the loan is issued, shall be submitted for approval to it or to a person or persons appointed by it for the purpose. As provided in Article 14, paragraph 2 *(a)*, the value of the currencies in which the loan is issued and in which its service is payable shall in every case, for the purpose of determining the maximum to which the service may amount, be assumed to be, at the moment of signature of the loan contracts, that of their legal weight in pure gold. The arrangement made by the Council with the borrowing Government in question shall be embodied in a Protocol duly accepted by the latter.

2. The Council may make conditions as to the employment of the proceeds of the loan and the supervision of such employment. These conditions shall be embodied in the Protocol mentioned in paragraph 1.

3. In the case of a loan issued in execution of Article 2 of the present Convention, the Protocol provided for in paragraph 1 above shall contain provisions enabling the Council to suspend at any moment the payment to the Government receiving the loan of such part of the proceeds of the loan as is not yet paid if the Council considers that such a measure is rendered necessary by the attitude of that Government after financial assistance has been granted to it.

4. The loan shall not possess the ordinary guarantees and special guarantees resulting from the Convention, unless the contracts relating to it shall have been certified in writing by a person or persons appointed by the Council — and acting in the second case by majority — to be in conformity with the decisions of the Council and the Protocol provided for by paragraph 1 above, and the provisions of the present Convention. A signed duplicate of the certificate shall be delivered to the Secretary-General of the League of Nations for communication to the Trustees, together with copies of each contract authenticated by the borrowing Government in sufficient number to enable him to send one to each Trustee.

5. The following provisions shall be obligatory in all cases :

(a) The Trustees appointed under the present Convention, acting as provided therein, shall be Trustees of the loan for all purposes for which Trustees are appointed, and in particular shall make all payments for interest or amortisation due on the loan out of the funds supplied by the borrowing Government or, in the event of its default, by the Governments guaranteeing the loan as special or ordinary guarantors.

(b) Except in the case of short-term credits of a currency not exceeding two years, a reserve shall be constituted in the hands of the Trustees by the direct transfer to them by the issuing houses out of the yield of the loan of an amount sufficient to pay one-half of the annual service of the loan as issued. Any sums drawn from this reserve by the Trustees shall immediately be refunded to them by the borrowing Government.

(c) The borrowing Government shall provide the Trustees with the funds necessary to meet the service of the loan in time of war as well as in time of peace. Such remittances shall be in the hands of the Trustees not later than thirty days before each payment falls due.

Deposit of Bonds in respect of Particular Loans.

Article 16.

1. As soon as possible after a contract for the issue of all or part of an authorised loan has been certified in accordance with Article 15, paragraph 4, the Trustees, convened by the Secretary-General of the League of Nations, shall examine the contract and the relevant decisions of the Council and ascertain and notify to the Governments whose guarantees attached to the loan :

(a) What is the total amount of each payment due in respect of that issue in each year ;

(b) What is the maximum sum for which each Government, whether it be an ordinary or a special guarantor, may be liable as an ordinary guarantor in respect of each such payment ;

(c) What is the maximum sum for which each special guarantor Government may be liable as a special guarantor in respect of each such payment.

The sums mentioned in *(b)* and *(c)* shall be determined in the manner provided in Article 14, paragraph 2 *(c)*.

2. Within four months of the receipt of the above notification, each Government, according as it is solely an ordinary guarantor or a special guarantor, shall deposit to the order of the Trustees with such bank or other body as the Council, as soon as the Convention comes into force, or subsequently, may choose, either an " Ordinary Guarantee Bond " in the form given in Annex I or a " Special Guarantee Bond " in the form given in Annex II, bearing a separate coupon for each payment for which the Government may be liable in each year. The coupons shall be expressed and be payable in the currency in which payment is due to the bondholders. If the issue is made in more than one currency, separate bonds shall be deposited in respect of the service due in each currency.

3. The coupons of the said bonds shall be payable at an address satisfactory to the Trustees fixed by the Government.

4. The omission to deposit bonds, as provided above, shall in no way affect the obligations of the Governments, whether as ordinary or as special guarantors, or prevent the issue of the loan on the security of the ordinary guarantees and special guarantees which attach to it in virtue of the present Convention.

Operation of the Ordinary Guarantees and Special Guarantees in the Event of Default by the Borrowing Government.

Article 17.

1. *(a)* The service of loans contracted in accordance with the present Convention shall always continue to be primarily a charge upon the borrowing Government. The guarantees provided under the Convention shall enter into operation only if, and to the extent to which, the Trustees are neither provided with the necessary funds by the borrowing Government nor able to meet the service out of the reserve constituted in accordance with Article 15, paragraph 5 *(b)*.

(b) In such a case, the Trustees shall call simultaneously on all the guaranteeing Governments, whether they be ordinary or special guarantors. They shall apply the yield of the calls to meet the service of the loan and shall then reimburse to the special guarantor Governments *pro rata* out of the balance of such yield the amounts paid by them in excess of their liabilities as ordinary guarantors. Delay by a guarantor Government in meeting a call is recognised as creating a duty to compensate special guarantor Governments as provided in Articles 19 and 21 for the prejudice caused to them by the resulting delay in the reimbursement of the amounts paid by them in excess of their liability as ordinary guarantors.

(c) All amounts obtained by the Trustees from the guaranteeing Governments, with the exception of the amounts reimbursed as contemplated in paragraph *(b)* and of amounts paid to them by way of interest under Article 19, shall constitute a debt due, with interest, from the borrowing Government.

(d) The liabilities between Governments which result from the present Convention shall be settled through the intermediary of the Trustees.

2. The principles set out in paragraph 1 shall be applied in accordance with the provisions of Articles 18 to 22 below.

Article 18.

1. In the event of a default by the borrowing Government in providing funds to pay the annual service of an authorised loan, the Trustees shall draw on the reserve constituted by application of Article 15, paragraph 5 *(b)*, until that reserve is exhausted. They shall at once notify the default to the Governments whose ordinary guarantees or special guarantees attach to the loan. They shall likewise notify any payments into the reserve.

2. If, thirty days before the date at which a payment for interest or amortisation falls due, the Trustees have neither received from the borrowing Government nor possess in the reserve sufficient funds to make the payment, they shall inform each guarantor Government of the amount of the deficiency and the amount for which it will be liable if the deficiency is not made good. If, twenty days before the due date of the payment, the Trustees still are unable to make it in full, they shall present for payment those coupons of the ordinary guarantee and special guarantee bonds which cover the service payment in question. If the deficiency is not total, the Trustees shall reduce *pro rata* the amounts which they call upon the guarantor Governments to pay on the said coupons, and the coupons shall be endorsed accordingly. If a guarantor

Government has not yet deposited its bond as required by Article 16, the Trustees shall nevertheless call upon it and it shall be liable to make the payment due from it.

3. The calls which are made by the Trustees upon the ordinary guarantor and special guarantor Governments shall be paid immediately by the said Governments to the Trustees notwithstanding that they may be at war with the borrowing Government or with any country or countries in which a part of the loan has been issued, and notwithstanding that the holders of any or all of the bonds of the series of the loan in the service of which the default has occurred may be subjects of, or resident in, a country or countries with which they are at war.

4. The Trustees shall meet the service of the loan out of the yield of the calls made upon the Governments and shall apply the balance, and their receipts from any calls which are paid at a later date, to reimbursing *pro rata* to the special guarantor Governments the amounts paid by them in excess of their liabilities as ordinary guarantors.

Article 19.

If an ordinary guarantor or special guarantor Government fails to meet in full a call by the Trustees by a date not later than ten days before the interest or amortisation payment in question falls due, the Trustees shall charge the said Government, and the Government shall pay to them, compound interest on the amount in arrears at the rate fixed by Article 21. This charge shall be considered as interest due to those special guarantor Governments which met their obligations by the said date, in consideration of the fact that the delay was calculated to retard payment of the sums reimbursable to them, and the sums received shall be paid over the said special guarantor Governments in proportion to the amount paid by them in excess of their liabilities as ordinary guarantors.

Article 20.

1. The amount of each default by the borrowing Government in meeting a guaranteed payment due on a loan shall constitute a debt of that Government to the Trustees, bearing compound interest, at the rate mentioned in Article 21, as from the date at which the Government was due to provide the Trustees with the funds necessary for the service of the loan.

2. The payments received by the Trustees from the borrowing Government after it has defaulted in meeting the guaranteed service of its loan shall, if necessary, be applied in the first instance to making good any arrears in the guaranteed service of the loan which have occurred, notwithstanding the ordinary guarantees and special guarantees provided by the present Convention, and, secondly, to reconstituting the reserve provided for by Article 15, paragraph 5 *(b)*. Subject to this provision, any amounts not required for meeting the current service of the loan shall be used to reimburse to the special guarantor and ordinary guarantor Governments, with the appropriate interest, the amounts which they have furnished to meet defaults in the service of the loan and which have not been reimbursed to them. Each Government shall be entitled to be reimbursed the sum paid by it in the capacity of an ordinary guarantor with compound interest at the rate mentioned in Article 21, as from the date of its payment to the Trustees. Each special guarantor Government shall, in addition, be entitled to receive the amount paid in excess of its liability as an ordinary guarantor, together with its share of any interest chargeable to other Governments under Article 19. Priority shall be given to reimbursement to the special guarantor Governments of the amounts paid by them in excess of their liabilities as ordinary guarantors, and the sums due in respect of earlier defaults shall be met in full before any payment is made in respect of later defaults. Subject to the above provisions, the reimbursement shall be effected *pro rata* to the sums due to the various Governments.

3. A reimbursement to the special guarantor Governments effected under paragraph 2 shall cancel *pro rata* the claims of these Governments against other ordinary or special guarantor Governments. The Trustees shall determine what liabilities are extinguished or reduced and notify the Governments concerned.

Article 21.

The compound interest provided for in Articles 19 and 20 shall be calculated half-yearly and shall be at a rate one per cent higher than the rate of interest payable on the guaranteed loan, or, if the loan was issued in several series, on the particular series in the service of which the default occurs.

Article 22.

All questions arising in the execution of Articles 16 to 21 inclusive shall be settled by the Trustees, subject to appeal by any Government concerned to the Council of the League of Nations, whose decision shall be final. The appeal to the Council shall not suspend the execution of the Trustees' decision.

GUARANTEE OF STATES NOT MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS.

Article 23.

The Council of the League of Nations, with the consent of those Governments which are interested in the particular loan as special guarantors, may accept an offer by a State which is not a Member of the League to participate in guaranteeing the annual service of a particular loan which the Council decides to authorise in application of the present Convention. The acceptance of the offer shall not entail the assumption by any Government, whether as an ordinary or as a special guarantor, of liability to make payments greater than it would have been liable to make if the non-Member State had not agreed to participate.

GENERAL PROVISIONS.

Article 24.

The Trustees shall, if so directed by the Council of the League of Nations, suspend all payments to, or for the benefit of, the Government or inhabitants of a territory to which the financial sanctions provided for in Article 16 of the Covenant have become applicable ; the sums retained by the Trustees shall become payable, together with any interest which they may have earned, so soon as the Council shall be of opinion that the maintenance of the said sanctions is no longer justified.

Article 25.

The ordinary or special guarantor Governments undertake to facilitate to the fullest possible extent the issue of loans authorised under the present Convention, both by opening their financial markets to such loans and by abstaining from any measure capable of compromising the efficacy of the financial assistance provided for by the present Convention.

Article 26.

For the purposes of the present Convention, the gold franc shall mean a monetary value equivalent to 0.322581 gramme or 4.97818 grains of gold nine-tenths fine.

Article 27.

Any dispute as to the interpretation or as the method of application of the present Convention shall be settled by a decision of the Council of the League of Nations.

Article 28.

1. Decisions of the Council under Articles 1 or 2 or those suspending the loan in accordance with Article 15, paragraph 3 shall be taken by the unanimous vote of the Members represented at the meeting, the votes of representatives of the parties to the dispute not being counted in determining such unanimity.

2. All other decisions taken by the Council in virtue of the present Convention shall be taken by a simple majority vote of the Members represented at the meeting, the votes of the representatives of the parties to the dispute not being counted.

3. A Member of the League which is not a Member of the Council cannot claim to sit on the Council, when the latter discusses questions arising under the present Convention, in virtue solely of the fact that it is an ordinary guarantor or special guarantor under the present Convention.

Article 29.

The provisions of the present Convention may not be interpreted as affecting the rights and obligations of the High Contracting Parties under the provisions of Article 16 of the Covenant of the League of Nations.

FINAL PROVISIONS.

Article 30.

1. The present Convention, of which the French and English texts shall both be authentic shall bear to-day's date ; it may, until December 31st, 1931, be signed on behalf of any Member of the League of Nations.

2. The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League.

Article 31.

As from January 1st, 1932, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the League of Nations. The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League.

Article 32.

It shall be a condition of the entry into force of the present Convention that the ratifications or accessions which it has received shall have resulted in causing a sum of not less than 50 million gold francs, for the annual service of loans, to be covered by ordinary guarantees and also by the special guarantees of not less than three Governments.

Article 33.

1. The present Convention shall enter into force ninety days after the date on which the conditions provided for in Article 32 are satisfied and subject to the provisions of Article 35.

2. The Secretary-General shall make the calculations necessary for the purpose of Article 32. He shall notify the entry into force of the Convention to all the Members of the League.

3. In the case of a Member of the League of Nations on whose behalf a ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall take effect on the day on which the instrument of ratification or accession is deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

4. The total maximum amount covered by ordinary guarantees in accordance with Article 7 on the date of entry into force of the Convention, and any subsequent increase in that amount resulting from a new ratification or accession, shall be notified to all the Members of the League by the Secretary-General.

Article 34.

Subject to the conditions laid down in Article 35, the following provisions shall apply :

1. The present Convention shall be concluded for a period continuing until the end of the year 1945.

2. It shall continue in force for further successive periods of five years as between such High Contracting Parties as do not denounce it at least two years before the expiration of the current period.

3. Denunciation shall be effected by a written notification deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify its receipt to all the Members of the League. A denunciation may relate merely to the guarantee of the Government of a particular territory of the High Contracting Party.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, the Convention shall cease to be in force, so far as it relates to the authorisation of new loans, at the end of the original period for which it is concluded, or of any successive period for which it continues in force, if at that date, as a result of denunciations, or of the operation of paragraph 7 below, the annual sum to which the ordinary guarantees amount is less than 50 million gold francs or the number of special guarantor Governments has fallen below three.

5. *(a)* The obligations of any Government in respect of loans already authorised in virtue of the present Convention shall not be affected by denunciation of the Convention, or by its ceasing to be in force, under the provisions of paragraph 4 above or of Article 35.

(b) The Council of the League of Nations and the Trustees shall continue to exercise in respect of loans already authorised all the functions attributed to them by the present Convention until such loans have been repaid in full.

6. If the ratifications or accessions necessary to bring the present Convention into force have not been received before the end of the year 1935, the Council of the League of Nations shall convene a conference to examine the situation.

7. Withdrawal or exclusion from the League of Nations shall, on the date on which it becomes effective, terminate all the rights and obligations of the Government concerned under the present Convention, except such obligations as already rest upon it in consequence of the previous authorisation of a loan in application of the Convention.

Article 35.

1. The entry into force of the present Convention, and its maintenance in force as regards the authorisation of new loans, shall be conditional, in respect of each of the High Contracting Parties, upon the entry into force and maintenance in force, in respect of that Party, of a plan for the reduction of armaments adopted in execution of Article 8 of the Covenant of the League of Nations.

2. Notwithstanding the provisions of Articles 1, 2 and 14, if, after the expiration of one year from the entry into force of the plan referred to above, a High Contracting Party is not acting in conformity with his obligations under such plan, he shall not benefit by the financial assistance provided for by the present Convention.

Article 36.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the date of its entry into force.

IN FAITH WHEREOF, the above-mentioned plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at Geneva on the second day of October one thousand nine hundred and thirty in a single copy, which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified true copies shall be delivered to all the Members of the League.

Annex 1.

FORM OF ORDINARY GUARANTEE BOND.

LOAN OF THE GOVERNMENT OF .....
guaranteed in virtue of the Convention for Financial Assistance made at .....
on .....
Issue of ..... (state particulars of issue).....
.....

ORDINARY GUARANTEE BOND OF THE GOVERNMENT OF .....

WHEREAS, subject to the provisions of the above-named Convention for Financial Assistance, the the Government of ..... (name of guarantor Government) .....
is an ordinary guarantor of loans authorised and contracted in accordance therewith ;

AND WHEREAS the Trustees provided for in the said Convention have certified to the said Government that the Government of ..... (name of borrowing Government) .....
has concluded a contract, which has been duly approved and certified as required by the said Convention, for the issue of ..... (state particulars of issue).....
..... being part (the whole) of a loan authorised by the Council of the League of Nations in virtue of the said Convention and enjoying the ordinary guarantee of the Government of .....(name of guarantor Government) .....

AND WHEREAS the aforementioned Trustees have certified to the Government of .....
(name of guarantor Government) ..... that *(a)* the total amount of each payment due in respect of the issue provided for by the aforementioned contract, and *(b)* the maximum sum for which the Government of ..... (name of guarantor Government) .....
..... may be liable as an ordinary guarantor in respect of each such payment are respectively the sums set out in columns A and B of Parts I and II of the Schedule reproduced below :

NOW THEREFORE the Government of ..... (name of guarantor Government) ..... hereby acknowledges that it has guaranteed each of the said payments to the extent of its liability as an ordinary guarantor as stated in the said Schedule ; and on presentation by or on behalf of the aforementioned Trustees of any of the coupons attached to the present Bond at ..... (state place for presentation) ..... in accordance with the provisions of the Convention, it will forthwith pay to the bearer or as the Trustees may direct, in ..... (insert currency in which the issue is made) ....., the sum, not exceeding the maximum payable thereon, which is certified by the Trustees to be due on the coupon to make good a deficit in the funds provided for making the payment to which the coupon relates.

SCHEDULE OF INTEREST AND AMORTISATION PAYMENTS AND OF THE CORRESPONDING MAXIMUM LIABILITIES RESULTING FROM THE ORDINARY GUARANTEE OF THE GOVERNMENT OF .....

Part I. — Interest Payments.

Date at which interest payment is due.	A Total amount of payment.	B Maximum liability of the Government of ..... as an ordinary guarantor.
.....	.....	.....

Part II. — Amortisation Payments.

Date at which amortisation payment is due.	A Total amount of payment.	B Maximum liability of the Government of ..... as an ordinary guarantor.
.....	.....	.....

(Date) ..... *(Signed)* .....

FORM OF INTEREST COUPON ATTACHED TO ORDINARY GUARANTEE BOND.

LOAN OF THE GOVERNMENT OF .....
guaranteed in virtue of the Convention for Financial Assistance made at .....
on .....
Issue of ..... (state particulars of issue) .....
.....

COUPON for the sum payable by the Government of .....
as an ordinary guarantor in respect of the instalment of interest due on the .....
(date of interest payment) .....

On presentation of this coupon on or after the twentieth day preceding the .....
(date when interest instalment is due) ..... at .....
(place for presentation) ..... by or on behalf of the Trustees provided for in the above-named Convention, the Government of ..... (name of guarantor Government) ..... will pay to the bearer, or as otherwise directed by the Trustees, in ..... (insert currency of loan issue) ..... the sum, not exceeding ..... (amount of the Government's maximum liability as an ordinary guarantor) ..... which is certified below to have become payable on this coupon.

(Signed) .....

Certificate of Trustees.

We certify that the sum of ..... has become payable on this coupon to make good a deficit of ....., in the funds provided for making the interest payment to which this coupon relates.

(Date) ..... *(Signed)* .....

FORM OF AMORTISATION COUPON ATTACHED TO ORDINATY GUARANTEE BOND.

LOAN OF THE GOVERNMENT OF .....
guaranteed in virtue of the Convention for Financial Assistance made at .....
on .....
Issue of ..... (state particulars of issue) .....
.....

COUPON for the sum payable by the Government of ..... as an ordinary guarantor in respect of the amortisation payment due on the ..... (date of amortisation payment) .....

On presentation of this coupon on or after the twentieth day preceding the .....
(date of amortisation payment) ..... at ..... (place for presentation) ..... by or on behalf of the Trustees provided for in the above-named Convention, the Government of ..... (name of guarantor Government) ..... will pay to the bearer, or as otherwise directed by the Trustees, in .....
..... (insert currency of loan issue) .....the sum, not exceeding ..... (amount of the Government's maximum liability as an ordinary guarantor) ....., which is certified below to have become payable on this coupon.

(Signed) .....

Certificate of Trustees.

We certify that the sum of ..... has become payable on this coupon to make good a deficit of ..... in the funds provided for making the amortisation payment to which this coupon relates.

(Date) ..... *(Signed)* .....

Annex II.

FORM OF SPECIAL GUARANTEE BOND.

LOAN OF THE GOVERNMENT OF .....
guaranteed in virtue of the Convention for Financial Assistance made at .....
on .....
Issue of ..... (state particulars of issue)
.....

SPECIAL GUARANTEE BOND OF THE GOVERNMENT OF .....

WHEREAS, subject to the provisions of the above-named Convention for Financial Assistance, the Government of ..... (name of guarantor Government) ..... is a special guarantor of loans authorised and contracted in accordance therewith;

AND WHEREAS the Trustees provided for in the said Convention have certified to the said Government that the Government of ..... (name of borrowing Government) .....
has concluded a contract, which has been duly approved and certified as required by the said Convention, for the issue of ..... (state particulars of issue) .....
..... being part (the whole) of a loan authorised by the Council of the League of Nations in virtue of the said Convention and enjoying the special guarantee of the Government of ..... (name of guarantor Government) .....

AND WHEREAS the aforementioned Trustees have certified to the Government of .....
(name of guarantor Government) ..... that *(a)* the total amount of each payment due in respect of the issue provided for by the aforementioned contract, and *(b)* the maximum sum for which the Government of ..... (name of guarantor Government) .....
may be liable as an ordinary guarantor in respect of each such payment, and *(c)* the maximum sum for which the said Government may be liable as a special guarantor in respect of each such payment, are respectively the sums set out in columns A, B and C or Parts I and II of the Schedule reproduced below:

NOW THEREFORE the Government of ..... (name of guarantor Government) ..... hereby acknowledges that it has guaranteed each of the said payments to the extent of its liability as a special guarantor as stated in the said Schedule ; and on presentation, by or on behalf of the aforementioned Trustees, of any of the coupons attached to the present Bond at .... (state place for presentation) ..... in accordance with the provisions of the Convention, it will forthwith pay to the bearer or as the Trustees may direct, in ..... (insert currency in which the issue is made) ....., the sum, not exceeding the maximum payable thereon, which is certified by the Trustees to be due on the coupon to make good a deficit in the funds provided for making the payment to which the coupon relates.

SCHEDULE OF INTEREST AND AMORTISATION PAYMENTS AND OF THE CORRESPONDING MAXIMUM LIABILITIES RESULTING FROM THE SPECIAL GUARANTEE OF THE GOVERNMENT OF .....
.....

Part I. — Interest Payments.

Date at which interest payment is due.	A Total amount of payment	B Maximum liability of the Government of ....as an ordinary guarantor.	C Maximum liability of the Government of ..... as a special guarantor (*i.e.*, liability as an ordinary guarantor, plus additional sum simultaneously guaranteed).
.....	.....	.....	.....

Part II. — Amortisation Payments.

Date at which amortisation payment is due.	A Total amount of payment.	B Maximum liability of the Government of .... as an ordinary guarantor.	C Maximum liability of the Government of .....as a special guarantor (*i.e.*, liability as an ordinary guarantor, plus additional sum simultaneously guaranteed).
.....	.....	.....	.....

(Date) ..... *(Signed)* .....

FORM OF INTEREST COUPON ATTACHED TO SPECIAL GUARANTEE BOND.

LOAN OF THE GOVERNMENT OF .....
guaranteed in virtue of the Convention for Financial Assistance made at .....
on .....
Issue of ..... (state particulars of issue) .....
.....

COUPON for the sum payable by the Government of .....
as a special guarantor in respect of the instalment of interest due on the .....
(date of interest payment) .....

On presentation of this coupon on or after the twentieth day preceding the ..... (date when interest instalment is due) ..... at ..... (place for presentation) ..... by or on behalf of the Trustees provided for in the above-named Convention, the Government of ..... (name of guarantor Government) ..... will pay to the bearer, or as otherwise directed by the Trustees, in .... (insert currency of loan issue) ..... the sum, not exceeding .... (amount of the Government's maximum liability as a special guarantor) ..... which is certified below to have become payable on this coupon.

(Signed) .....

Certificate of Trustees.

We certify that the sum of ..... of which .....
is due from the Government of ..... (name of guarantor Government) .....

..... as an ordinary guarantor, and the balance, *i.e.*, ... constitutes the additional sum simultaneously guaranteed, has become payable on this coupon to make good a deficit of ..... in the funds provided for making the interest payment to which this coupon relates.

(Date) ..... *(Signed)* .....

FORM OF AMORTISATION COUPON ATTACHED TO SPECIAL GUARANTEE BOND.

LOAN OF THE GOVERNMENT OF .....
guaranteed in virtue of the Convention for Financial Assistance made at .....
on .....
Issue of ..... (state particulars of issue) .....
.....

COUPON for the sum payable by the Government of ..... as a special guarantor in respect of the amortisation payment due on the ..... (date of amortisation payment) .....

On presentation of this coupon on or after the twentieth day preceding the ..... (date of amortisation payment) ..... at ..... (place of presentation) ..... by or on behalf of the Trustees provided for in the above-named Convention, the Government of ..... (name of guarantor Government) ..... will pay to the bearer, or as otherwise directed by the Trustees, in .... (insert currency of loan issue) ..... the sum, not exceeding ..... (amount of the Government's maximum liability as a special guarantor) ....., which is certified below to have become payable on this coupon.

(Signed) .....

Certificate of Trustees.

We certify that the sum of ..... of which .....
is due from the Government of ..... (name of guarantor Government).....
..... as an ordinary guarantor, and the balance, *i.e.*, ...
constitutes the additional sum simultaneously guaranteed, has become payable on this coupon to make good a deficit of ..... in the funds provided for making the amortisation paymentt o which this coupon relates.

(Date) ..... *(Signed)* .....

---

4. COMMUNICATIONS OF IMPORTANCE TO THE LEAGUE OF NATIONS AT TIMES OF EMERGENCY.

A. *Regime applicable to Aircraft.*

The Assembly,

Recalling that the Members of the League of Nations are under the obligation to facilitate by all means in their power the working of the League ;

Considering that the use of air transport may be necessary in times of emergency to enable the League to take rapid action to safeguard the peace ;

Adopts the following resolution :

1. It is necessary that the Members of the League, in order to discharge this obligation, should grant to aircraft used for air communications of importance for the working of the League all facilities for navigation and passage involved in the discharge of their missions. Such aircraft should enjoy all the rights granted by the most favourable conventional regime to Government aircraft other than military,

Customs or police aircraft, and should at no time be subject to any exceptional and temporary restrictions that might be imposed on air navigation.

2. The conditions on which the various Governments will grant the facilities mentioned in the previous paragraph shall be laid down in advance by each of the Governments concerned, after consulting the Secretary-General of the League. In particular, the rules and routes to be normally followed by aircraft and the procedure contemplated for notifying the Secretary-General without delay of any changes in such rules and routes should be fixed in advance.

3. Aircraft used for communications of importance to the working of the League shall enjoy all facilities in regard both to supervision and to the routes to be followed.

4. Aircraft used for communications of importance to the working of the League within the meaning of the present resolution are aircraft permanently or temporarily engaged in conveying agents of the League or persons entrusted by the League with a special mission, or League correspondence, or official representatives of States Members of the League, or delegations to the Council, to the Assemblies and Conferences of the League, and the correspondence of such representatives or delegations.

5. The Secretary-General shall keep a list of the aircraft referred to in the foregoing article ; he shall communicate this list to all the States Members of the League of Nations, with any modifications which may occur in this list.

In urgent cases, these communications would be telegraphed to the States concerned.

6. All detailed regulations regarding conditions of registration, communication of entries and cancellation of entries, identification marks on aircraft showing that they are on the service of the League, certificates and licences for the crew and other documents generally laid down by international conventions shall be laid down by the Council of the League of Nations after consulting the competent bodies, it being understood that the certificates of airworthiness and of competency and licences for the personnel on board and other documents generally prescribed shall be issued or rendered valid by a State in accordance with its law. The same shall apply, in cases in which the Council recognises this to be necessary, in regard to all provisions relating to aircraft assigned to the exclusive service of the League and not registered in any State.

7. Should aircraft used for communications of importance to the working of the League be required to fly over a State, the Secretary-General of the League will give that State due notice by suitable means of the identification marks of the aircraft, of the route to be taken and of the composition of the crew, and, whenever possible, will communicate in advance the names of the persons on board — the crew and the passengers to be provided with documents certifying their status and mission.

8. In the event of the aircraft mentioned above being in difficulties, the States whose territory is crossed will assist the crew and persons on board, if possible, to complete the journey by air, and, in any case, to carry out their mission as quickly as possible.

9. Each State shall retain the right to prohibit the whole or part of its territory being crossed by aircraft registered in another State or manned by a crew of foreign nationality, when such prohibition appears necessary for reasons of national safety. In such case, the State in question should do everything to ensure the transfer of the passengers as quickly as possible to an aerodrome or frontier point and the continuation of air transport under conditions to be determined by the negotiations referred to below.

10. With a view to the application of the foregoing provisions, the Secretary-General of the League of Nations will immediately undertake the negotiations which may be necessary with the Governments of the States Members of the League, and will report to the next Assembly on the steps taken to ensure the execution of this resolution.

11. The present resolution should not be regarded as in any way prejudging the question of the advisability of the League of Nations having aircraft of its own at its disposal.

B. *Regime of Motor Transport.*

The Assembly,

Recalling that the Members of the League of Nations are under an obligation to facilitate by all the means in their power the working of the League ;

Adopts the following resolution :

1. It is necessary that Members of the League, in order to discharge the above-mentioned obligation, should afford all facilities for the circulation of motor vehicles effecting transport of importance to the working of the League of Nations in times of emergency by placing at their disposal, as far as possible, an official representative of the country, with powers to facilitate the journey, the final choice of the route to lie with the authorities of the country traversed.

2. Motor vehicles effecting transport of importance to the working of the League of Nations are motor vehicles used to convey agents of the League or persons entrusted by the League with a special mission, or League correspondence, or official representatives of States Members of the League, or delegations to the Council, Assemblies and Conferences of the League, and the correspondence of such representatives or delegations.

3. The motor vehicles defined above shall bear a distinctive identification mark, either a plate marked " S. D. N. " or a flag. The driver and the persons conveyed must be in possession of official documents indicating their status and mission and signed by or on behalf of the Secretary-General of the League, or by or on behalf of the Minister for Foreign Affairs of the country sending the mission. The driver shall also be provided with a document furnished by the authorities of the country from which the vehicle starts, indicating the destination of the vehicle and the proposed route.

4. The Secretary-General of the League shall inform by telegram the Government of the country to be traversed of the place where the frontier is to be crossed and the place of destination, and will endeavour to indicate the time when the frontier will be crossed and the names of the driver and persons conveyed.

5. Should the motor vehicle find difficulty in continuing its journey as the result of an accident or an incident on the road, or should the journey by car be begun after the persons concerned have entered the country by some other means of transport, the Governments must endeavour to place at the disposal of the missions a suitable vehicle and the necessary drivers, this vehicle to be regarded, from the time it is placed at the disposal of such a mission, as effecting transport of importance to the League of Nations.

6. The above-mentioned vehicles must be provided with the regular road-traffic documents. Governments shall, nevertheless, be requested to allow them free passage even in the absence of Customs documents.

7. With a view to the application of the foregoing provisions, the Secretary-General of the League of Nations shall immediately undertake the negotiations which may be necessary with the Governments of the States Members of the League, and shall report to the next Assembly on the steps taken to ensure the execution of the present resolution.

[*Resolutions adopted on September 30th, 1930 (afternoon).*]

5. Proposed Amendment to Article 18 of the Covenant of the League of Nations.

The Assembly decided not to proceed further with this proposal.

[*Resolution adopted on September 30th, 1930 (afternoon).*]

VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE.

1. Financial Questions.

1. The Assembly, in virtue of Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations, finally passes the audited accounts of the League of Nations for the eleventh financial period ending on December 31st, 1929.

2. The Assembly,

In virtue of Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations :

Passes, for the financial period 1931, the general budget of the League of Nations — of the Secretariat and Special Organisations of the League, of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice — amounting, including supplementary credits, to the total sum of 31,637,501 gold francs ;

And decides that the aforesaid budgets shall be published in the *Official Journal.*

3. The Assembly adopts the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission submitted for its consideration, except in regard to the proposed credits submitted by the Second Committee for the enquiry into the causes of the present economic depression.

4. The Assembly,

Approving the report of the special Committee of five members (document A.55.1930) on the construction of the new buildings, fixes at 23,633,150 francs the credit for the construction of the Assembly hall and the building of the Secretariat :

Requests the Supervisory Commission to deal with all future financial questions which may arise in connection with the new buildings.

5. The Assembly appoints as members of the Supervisory Commission for the period ending on December 31st, 1933, M. Stefan Osuský and M. Jean Réveillaud ; and as substitute members for the period ending on December 31st, 1932, M. Jean de Modzelewski and M. Georges de Ottlik.

6. The Assembly adopts the conclusions of the report of the Fourth Committee (document A.84.1930.X).[1]

[*Resolutions adopted on October 3rd, 1930 (afternoon).*]

2. Organisation of the Secretariat, of the International Labour Office and of the Registry of the Permanent Court of International Justice.

The Assembly,

Having had before it the report (document A.16.1930) submitted by the Committee of Enquiry (hereinafter referred to as the Committee of Thirteen) appointed by the last

---

[1] The report of the Fourth Committee contained also the following resolution :

" The Assembly, recalling resolutions 3 and 4 of the tenth Assembly, invites the International Organisation for Refugees to draw up and submit in 1931 to the twelfth Assembly a systematic plan for the winding-up of the Refugee Organisation at a date which shall not be later than December 31st, 1939. "

Assembly to consider what steps could be taken to ensure, in the future as in the past, the best possible results in the administration of the Secretariat, the International Labour Office and the Registry of the Permanent Court of International Justice ;

Having examined the separate reports submitted by some members of that Committee and attached to the Committee's report ;

Having considered the report submitted by the Secretary-General to the Committee of Thirteen together with notes from the Secretary-General, the Director of the International Labour Office and the Registrar of the Permanent Court of International Justice on the financial consequences of the proposals contained in the Committee's report :

(1) Approves the general obligations of the staff as defined in Chapter 1 of Part II of the report of the Committee of Thirteen with the amendments proposed by the Fourth Committee ;

(2) Approves the rules upon the duration of engagements of the staff contained in Chapter 2 of Part II of the report of the Committee of Thirteen with the amendments proposed by the Fourth Committee ;

(3) Request the Secretary-General to incorporate in the Staff Regulations the amendments proposed in the present report and approved by the Fourth Committee ;

(4) Instructs the Secretary-General to amend the Staff Regulations in accordance with the proposals of the Fourth Committee and requests him to submit the new Regulations to the next Assembly ;

(5) Notes the statements made by the Director of the International Labour Office and the Registrar of the Permanent Court to the effect that they will, within the same period, adapt to their respective organisations the principles laid down by the Fourth Committee ;

(6) Approves the Staff Pensions Regulations (document A.25(1).1930.X) and instructs the Secretary-General to take all necessary measures to ensure their application as from January 1st, 1931 [1] ;

(7) Request the General Committee of the Assembly to appoint a Committee of ..... members [2] to consider the retention or elimination, the increase or reduction of the posts of Under-Secretary-General, as well as the consequences resulting therefrom. All cognate questions which the Committee thought it necessary to adjourn in the course of its work shall be referred to that Committee. The latter will be requested to submit

---

[1] By Article 3 of the Staff Pensions Regulations, adopted by the Assembly on October 3rd, 1930, it is provided that the Assembly will elect three members and three substitute members of the Administrative Board.

The Assembly decided on October 4th, 1930 to appoint the following members :

Members :	M. HOEL.	*Substitute Members* :	Mme KLUYVER.
	M. RADULESCO.		M. Sean LESTER.
	M. RAPPARD.		M. DE MODZELEWSKI.

[2] The Committee appointed by the General Committee of the Assembly on October 3rd, 1930, in accordance with the above resolution is constituted as follows :

Count CARTON DE WIART *(Chairman)*.	M. GALLAVRESI.
Count BERNSTORFF.	M. HAMBRO.
M. BOTELLA.	Mme. KLUYVER.
M. CAHEN-SALVADOR.	Viscount MUSHAKOJI.
Viscount CECIL OF CHELWOOD.	M. OSUSKY.
Sir Atul CHATTERJEE.	M. SOKAL.
M. COSTA DU RELS.	

a report not later than May 1st, 1931, so as to make it possible for its conclusions to be examined in due time by the Governments of the States Members of the League of Nations and submitted to the next Assembly ; and

(8) Approves this report (document A.86.1930.X) and adopts its conclusions.

[*Resolution adopted on October 3rd, 1930 (afternoon).*]

3. Amendment to Paragraph 3 of Article 1 of the Financial Regulations and Rotation in Membership of the Supervisory Commission.

The Assembly :

1. Adopts the report of the Fourth Committee (document A.62.1930.X) on the amendment to paragraph 3 of Article 1 of the Financial Regulations.

2. The Assembly, adopting the report of the Supervisory Commission (document A.53.1930.X) on the rotation in membership of the Commission, requests the Fourth Committee, voting by secret ballot, to submit to the Assembly two names of persons to serve as regular members of the Commission until December 31st, 1933, and two names of persons to serve as substitute members of the Commission until December 31st, 1932.[1]

[*Resolution adopted on September 30th, 1930 (morning).*]

4. Contributions in Arrears.

The Assembly :

Notes the steps taken by the Secretary-General with a view to the recovery of arrears ;

Authorises the Secretary-General to accept the payment of the arrears of China by equal instalments over a period of twenty years ;

Requests the Secretary-General to submit to the Council before the next Assembly a detailed report on the position with regard to contributions in arrears.

[*Resolution adopted on October 3rd, 1930 (morning).*]

---

[1] For names, see page 41.

VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE.

1. Traffic in Opium and other Dangerous Drugs.

I. The Assembly views with grave concern the enormous illicit traffic in narcotic drugs in various parts of the world.

It recalls the measures which have been repeatedly advocated by the Advisory Committee for the investigation of cases of illicit traffic, for communication of information, and the rendering of mutual assistance between the investigating authorities in the different countries, and for the reporting of full particulars to the League.

It also recalls that these measures have been unanimously approved by the Council and the Assembly.

It is impressed by the fact that these measures are not in all cases fully applied by Governments.

Accordingly, in order that the League of Nations and the interested Governments may, in co-operation with each other, devise effective measures for the suppression of illicit traffic, the Assembly instructs the Secretary-General to invite the Governments of States Members and non-Members of the League of Nations, to take the following measures :

(a) The Governments of countries where the measures recommended by the League are not as yet being fully applied should review the arrangements in force in their countries and take whatever action is necessary to ensure the full application of the measures referred to.

(b) If such action has not already been taken, thorough investigation covering the last three years should be made and full information communicated to the Secretary-General, if possible within the next three months, with regard to the following questions.

(1) Kind and quantity of drugs involved in illicit transactions ;

(2) Origin of the drugs, marks, labels, etc. ;

(3) Moments and places at which the drugs entered the illicit traffic ;

(4) Where drugs were shipped or forwarded and names of shipping or forwarding agents or consignors ;

(5) Destination, or address of consignees ;

(6) Methods used and routes followed by smugglers, and names of ships, if any ;

(7) Seizures made on the territory of the respective Governments which are important, either because of the quantities involved or because of the light thrown by them on the working of the administrative system of control ;

(8) Action taken by the Governments in each case of seizure in regard to persons involved, particularly those possessing authorisations or licences, penalties imposed, and method of disposal of seized drugs ;

(9) Any other matter which would assist in the suppression of illicit traffic.

Further, the Assembly requests the Advisory Committee to study and report to the Council upon the question whether Governments should be asked to indicate, as far as it is possible for them to do so, either in their annual reports or by means of an answer to a special questionnaire, the approximate number of persons in their country addicted to each type of drug, the approximate amounts of such drugs consumed, and the methods of treatment employed.

II. The Assembly decides that all States Members or non-Members of the League of Nations be invited to be represented at the Conference on the Limitation of the Manufacture of Dangerous Drugs, which is to be held at Geneva in May 1931.

[*Resolutions adopted on October 1st, 1930 (morning).*]

2. Traffic in Women and Children.

The Assembly notes that, during the last years, several countries have, in accordance with the recommendations of the Traffic in Women and Children Committee, entirely abolished or taken new steps towards the abolition of the system of licensed houses.

The Assembly trusts that the study on laws and regulations with a view to protecting public order and health in countries where the system of licensed houses has been abolished, prepared by the Secretariat (document C.T.F.E.466(1)), which has been forwarded to the Governments of States Members and non-Members of the League, will be of great value for the competent authorities in these countries.

It welcomes the enquiry which is to take place in the East on the traffic in women and children, and thanks the American Bureau of Social Hygiene for the generous gift of $125,000 towards this end.

It takes note of the report of the Traffic in Women and Children Committee (document C.216.M.104.1930.IV) and expresses its great satisfaction with the work carried out during the last year, and hopes that it will be continued on the same lines.

[*Resolution adopted on September 30th, 1930 (afternoon).*]

3. Child Welfare.

The Assembly takes note of the Child Welfare Committee's report on the work of its sixth session (document C.223.M.110.1930.IV), and trusts that the Committee will continue its work on the lines therein prescribed.

[*Resolution adopted on September 29th, 1930 (afternoon).*]

4. Penal Administration.

The Assembly,

In view of the Secretary-General's report on improvements in penal administration (document A.26.1930.IV) and of the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners (document A.V/2.1930), drafted by the International Prison Commission:

Requests the Council to communicate the above Rules to the Governments of States Members and non-Members of the League of Nations for their consideration and to invite those Governments to furnish, in due course, a report on the said Rules with reference to prison administration in their own countries ;

Requests the Secretary-General to submit the said Rules of the International Prison Commission to the International Labour Office, the Health Committee, the Economic Committee, the Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People, the " Association internationale de Droit pénal " and the " Union internationale de Droit pénal " and to confer with representatives of the International Prison Commission for the purpose of considering the best way in which the League of Nations can co-operate with that Commission for the improvement of prison administration.

The Secretary-General is requested to submit a further report on the question to the next Assembly.

[*Resolution adopted on September 29th*, 1930 *(afternoon)*.]

VIII. RESOLUTIONS AND RECOMMENDATION ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE.

1. MANDATES.

The Assembly, having taken note of the work accomplished by the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission and the Council in regard to the execution of Article 22 of the Covenant :

(a) Renews the expression of confidence in them voted by the past sessions of the Assembly and congratulates them on what has been achieved through co-operation between them ;

(b) Expresses its gratification at the restoration of order and peace in Palestine, and trusts that the measures taken by the mandatory Power will prevent the recurrence of such events as occurred in 1929 ;

(c) Again expresses the hope that, through the prosecution of the joint efforts of the mandatory Powers, the Council and the Permanent Mandates Commission, the mandate system may continue to ensure the achievement of the ideal of civilisation proclaimed in Article 22 of the Covenant.

[*Resolution adopted on September 30th, 1930 (morning).*]

2. SLAVERY.

The Assembly,

Having taken note of the communications received from a large number of Governments in pursuance of the resolution of the tenth Assembly ;

Observing that the number of ratifications of the Convention of September 25th, 1926, has risen in one year from twenty-nine to thirty-four, but that the information furnished by the States Members of the League has not so far been such as to give an accurate idea of the present general situation in regard to slavery ;

Desiring, however, to wait until next year for the results of the procedure now in force :

Postpones, provisionally, consideration of any possible changes in this procedure ; and

Invites the States Members of the League and States non-Members to amplify the information they have already given by furnishing all such particulars as may assist the Assembly to form an idea, not only of the conditions that prevail in their own territories, but of the present general position in regard to slavery.

[*Resolution adopted on September 30th, 1930 (morning).*]

3. PROTECTION OF MINORITIES.

The Assembly took note of the report of the Sixth Committee (document A.66.1930.I).

[*Resolution adopted on September 30th, 1930 (morning).*]

4. RUSSIAN, ARMENIAN, ASSYRIAN, ASSYRO-CHALDEAN AND TURKISH REFUGEES.

The Assembly,

(1) Recalling the work accomplished by Dr. Fridtjof Nansen on behalf of the refugees and mindful of his efforts to unite the nations in the cause of peace, pays a solemn tribute of gratitude to the memory of one of the best servants of the League :

(2) Notes the reports of the Secretary-General and the Inter-Governmental Advisory Commission for Refugees (documents A.28 and A34.1930.XIII) ;

(3) Decides to entrust to the regular organs of the League of Nations the political and legal protection of the refugees under the conditions indicated by the Inter-Governmental Commission ;

(4) Decides to entrust, during the period in which the Refugee Organisation is being wound up, the humanitarian duties hitherto undertaken by the High Commissioner to an International Refugees Office placed under the direction of the League of Nations, in accordance with the principles of Article 24 of the Covenant ;

(5) Entrusts to M. Max Huber, whom it thanks for his willingness to undertake the duty, the work of preparing, in accordance with the guiding principles laid down in the report of the Inter-Governmental Advisory Commission, a draft statute for the International Office, which will be submitted for approval to the Council of the League of Nations, and requests him to take over the duties of Chairman of the Governing Body of the Office ;

(6) Grants the International Office for 1931 a subsidy of 333,800 gold francs ;

(7) Draws the attention of Governments to the importance of a general extension of the system of Nansen stamps ;

(8) Leaves the Office full freedom to take all decisions in regard to appeals for funds made to private charity, particularly on behalf of refugee children ;

(9) Expresses the desire that one of the first tasks of the Office should be to examine the situation of Armenian refugees in Greece ;

(10) Requests the Council to communicate to Governments the recommendations adopted by the Inter-Governmental Advisory Commission in regard to the application of the Inter-Governmental Arrangements and the situation of Russian refugees who are disabled ex-service men ; and

(11) Recommends that the International Office should, as far as possible, make use of the experience of the present staff of the Refugee Service.

[*Resolutions and Recommendation adopted on September 30th, 1930 (morning).*]

IX. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORT OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

IMPROVEMENTS IN THE MATERIAL ARRANGEMENTS FOR SESSIONS OF THE ASSEMBLY.

I. The Assembly adopts the present report by the General Committee (document A.60.1930) and, subject to the observations made therein, approves the reports of the special Committee of Five (documents A.22.1930 and A.47.1930).

II. The Assembly decides that Rule 1, paragraph 1, of its Rules of Procedure shall be amended to read as follows :

> " The Assembly shall meet in general session every year at the seat of the League of Nations commencing on the second Monday in September, provided that the second Monday does not fall later than the 10th. If the second Monday falls later than the 10th, the session will begin on the first Monday. "

[*Resolutions adopted on September 25th*, 1930 (*morning*).]

X. RESOLUTIONS ADOPTED WITHOUT REFERENCE TO A COMMITTEE.

1. Plan for European Union.

The Assembly,

Having noted with keen satisfaction the resolution adopted at Geneva on September 8th, 1930, by the representatives of the European Governments Members of the League of Nations ;

Being convinced, as they are, that close co-operation between the Governments of Europe in every field of international activity is of capital importance for the preservation of peace ;

Sharing their unanimous opinion that such co-operation, whatever form it may assume, should be within the framework of the League of Nations, in complete accord with the League and in the spirit of the Covenant :

Invites the Governments of the European States Members of the League of Nations, acting, with the assistance of the Secretariat, as a Commission of the League, to pursue the enquiry which has already been begun, and of which the French memorandum of May 17th, 1930, and the replies thereto constitute the first elements ;

Reminds them that, in so far as such co-operation may seem to them to be useful for the pursuit of their enquiry, it is open to them to conduct this enquiry in conjunction with non-European Members and with non-Member Governments ;

And requests that the first results of this enquiry should, in so far as is possible, be embodied in the form of definite proposals, in a report which should be prepared in time to allow of its submission to the next Assembly.

[*Resolution adopted on September 17th*, 1930 (*morning*).]

2. Expression of Sympathy to the Dominican Republic.

The Assembly of the League of Nations, deeply touched by the misfortune which has recently befallen the Dominican Republic, involving the loss of so many lives and the destruction of so much wealth, requests the President of the Assembly to be good enough to convey to the Government of the Dominican Republic the sympathy of the nations now meeting at Geneva for the eleventh session of the Assembly.

[*Resolution adopted on September 16th*, 1930 *(morning)*.]

3. Tribute to the Memory of Bolivar.

The Assembly,

Recalling that on December 17th next will take place the centenary of Simon Bolivar, who by his initiative and his efforts to ensure the reign of justice and peace between peoples was a precursor of the League of Nations :

Expresses its gratitude and admiration for the memory of Bolivar and associates itself with the tribute which the American Republics will be paying him.

[*Resolution adopted on October 2nd*, 1930 *(morning)*.]

XI. PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

1. Election of a Successor to The Honourable Charles Evans Hughes.

In accordance with the Rules laid down in the Statute of the Permanent Court of International Justice, the Assembly and the Council elected Mr. Frank Kellogg to succeed the Honourable Charles Evans Hughes for the remainder of the latter's term of office.

[*Meeting of September 17th, 1930 (morning).*]

2. General Election of all the Members of the Permanent Court of International Justice.

In accordance with the Rules laid down in the Statute of the Permanent Court of International Justice, and with the resolution adopted by the Assembly on September 25th, 1930, the Assembly and the Council elected fifteen Judges and four Deputy-Judges, as follows :

Judges.

M. Adatci (Japan);
M. Altamira y Crevea (Spain);
M. Anzilotti (Italy);
M. de Bustamante y Sirven (Cuba);
M. van Eysinga (Netherlands);
M. Fromageot (France);
M. Guerrero (Salvador);
Sir Cecil Hurst (Great Britain);
Mr. F. B. Kellogg (United States of America);
M. Negulesco (Roumania);
Baron Rolin-Jaequemyns (Belgium);
Count Rostworowski (Poland);
M. Schücking (Germany);
M. Urrutia (Colombia);
M. Wang Chung-Hui (China).

Deputy-Judges.

M. Erich (Finland);
M. da Matta (Portugal);
M. Novakovitch (Yugoslavia);
M. Redlich (Austria).

[*Meetings of September 25th, 1930 (morning and afternoon).*]

XII. ELECTION OF THE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL.

The Assembly elected GUATEMALA, the IRISH FREE STATE and NORWAY to be non-permanent Members of the Council.

[*Meeting of September 17th*, 1930 *(morning)*.]

THE RECORDS
OF THE ELEVENTH ASSEMBLY

are at present in preparation. Each volume will be despatched immediately on appearance and the series will be completed before the end of July 1931. Subscriptions may now be placed with the agents for the League publications (see page IV of the cover) or the Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

Subscription rate for the complete series (nine volumes including the present one) : £2 — $10.00

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription 1930, Nos. 1-12 and Index .	£3	$15.00
1st Year, 1920, Nos. 1-8	15s.	$3.00
2nd Year, 1921, Nos. 1-12	15s.	$3.00
3rd Year, 1922, Nos. 1-12	£3	$12.00
4th Year, 1923, Nos. 1-12	£2 10s.	$12.00
5th Year, 1924, Nos. 1-12	£2 10s.	$12.00
6th Year, 1925, Nos. 1-12	£2 10s.	$12.00
7th Year, 1926, Nos. 1-12	£2 10s.	$12.00
8th Year, 1927, Nos. 1-12	£2 10s.	$12.00
9th Year, 1928, Nos. 1-12	£2 10s.	$12.00
10th Year, 1929, Nos. 1-12 and Index	£3	$15.00

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of proceedings of all League meetings and provides in general form a regular account of League activities. It is published in separate editions in Czech, English, French, German, Italian and Spanish.

Annual Subscription.	8s.	$2.00
Single No.	1s.	$0.20

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

AFRIQUE DU SUD (Union de l') — SOUTH AFRICA (Union of)
Maskew Miller, Ltd., 29, Adderley Street, LE CAP.

ALLEMAGNE — GERMANY
Carl Heymanns Verlag, Mauerstrasse 44, BERLIN, W. 8.

ARGENTINE
Libreria « El Atene », calle Florida 371, BUENOS-AYRES.

AUSTRALIE — AUSTRALIA (Commonwealth of)
H. A. Goddard, Ltd., 255 A, George Street, SYDNEY.

AUTRICHE — AUSTRIA
Manz'sche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Kohlmarkt 20, VIENNE, I.

BELGIQUE — BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
Albert Dewit, rue Royale, 53, BRUXELLES.

BRÉSIL — BRAZIL
Livraria Vieira Souto, Praça Mauá 7, Sala 620, RIO DE JANEIRO.

BULGARIE — BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd «Tsar Osvoboditel », N° 4*a*, SOFIA.

CANADA
League of Nations Society in Canada, 381, Wilbrod Street, OTTAWA.

CHILI — CHILE
Carlos Niemeyer, Libreria Universal, Cas. 293, VALPARAISO.

CHINE — CHINA
Commercial Press, Ltd., 26*a*, Paoshan Road, SHANGHAI.

DANEMARK — DENMARK
Levin & Munksgaard, Publishers, Nörregade 6, COPENHAGUE.

DANTZIG (Ville libre de) — DANZIG (Free City of)
Georg Stilke, Buchhandlung, Langgasse 27, DANTZIG.

EQUATEUR — ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE — SPAIN
Centro Editorial « Minerva », Apartado 555, Tudescos 39-41, MADRID, E. 12.

ESTONIE — ESTONIA
J. G. Krüger, Ant.-Ges., 11, Rüütli t., TARTU.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES OF AMERICA
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

FINLANDE — FINLAND
Akateeminen Kirjakauppa, HELSINKI.

FRANCE
Librairie universitaire J. Gamber (S. A.), 7, rue Danton, PARIS (VI°).

GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE — GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES
George Allen & Unwin, Ltd., 38, Great Ormond Street, LONDRES, W. C. 1.

GRÈCE — GREECE
« Eleftheroudakis », Librairie internationale, place de la Constitution, ATHÈNES.

HAÏTI — HAITI
Librairie-Papeterie, M^me^ D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

HONGRIE — HUNGARY
Librairie Grill, Dorottya utca, 2, BUDAPEST.

INDES — INDIA
The Book Company Ltd., College Square, 4/4A, CALCUTTA.

INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES
Algemeene Bœkhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

IRLANDE (Etat libre d') — IRISH FREE STATE
Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, DUBLIN.

ISLANDE — ICELAND
Peter Halldorsson, REYKJAVIK.

ITALIE — ITALY
Anonima Libraria Italiana, Direzione Generale, Via Palermo 12, MILAN. Succursales : FLORENCE, GÊNES, NAPLES, PADOUE, PALERME, PAVIE, ROME, TRIESTE, TURIN.

JAPON — JAPAN
League of Nations Tokio Office, Marunouchi-C.-13. TOKIO.
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen - Kabushiki - Kaisha), 6, Nihonbashi Tori-Nichome, TOKIO.

LETTONIE — LATVIA
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.

LUXEMBOURG (G.-D.) — LUXEMBURG (G.-D.)
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, succ., 8, place Guillaume, LUXEMBOURG.

NORVÈGE — NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND
The Clarté Bookshop, Walter Nash, 126, Vivian Street, P. O. Box 310, WELLINGTON.

PARAGUAY
Libreria Internacional Santiago Puigbonet, Casilla de Correo 581, ASUNCIÓN.

PAYS-BAS — NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

POLOGNE — POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Zgoda, 12, VARSOVIE.

PORTUGAL
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea, 186-188, LISBONNE.

ROUMANIE — ROUMANIA
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST I.

SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN
Gebr. Hofer A.-G., Sortimentsabteilung, SARREBRUCK.

SUÈDE — SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.

SUISSE — SWITZERLAND
Librairie Payot & C^ie^, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHATEL, BERNE, BALE.
Librairie D^r^ H. Girsberger & C^ie^, Kirchgasse 17, ZURICH.

TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.

TURQUIE — TURKEY
Librairie Anadolou Méarif, Boîte postale 45, ANKARA.

YOUGOSLAVIE (Royaume de) — YUGOSLAVIA (Kingdom of)
Librairie Internationale François Bach, 8, rue Knez Mihailova, BELGRADE.
Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, Ilica, Kugli, Ilica 30, ZAGREB.
Knjigarna « Schwentner », Presernova ulica, LJUBLJANA.

(Catalogue complet envoyé sur demande)

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

(Complete catalogue sent on application)

For other countries, apply :

Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).